

AVIS D’AFFICHAGE

relatif à la publicité des actes

Conformément aux dispositions légales relatives à l’information des habitants et à la publication des actes des EPCI, et notamment les articles L5211-1, L2121-25, L5211-46, L5211-47 et L5211-48 du code général des collectivités territoriales, le public est informé des délibérations du Bureau suivantes, dont le dispositif est tenu à sa disposition :

**Communauté d’Agglomération
Mulhouse Alsace Agglomération (m2A)
Bureau réuni en date du 10 mai 2021, 59 membres en exercice
Présidé par Fabian JORDAN**

(Convocation envoyée le 4 mai 2021)

COMPTE RENDU SUCCINCT

PRESENTS (50) : Mme AGUDO-PEREZ (sauf point 4°), Mme BAECHEL, M. BELLONI (sauf point 3°), M. BITSCHENE, Mme BONI DA SILVA, M. BOUILLÉ (à partir du point 2°), Mme BUCHERT (sauf point 8°), M. BUX (à partir du point 4°, n’a pas voté le point 4°), M. COUCHOT, Mme DHALLENNE, Mme DUPONT-DUFEUTRELLE, M. DUSSOURD (jusqu’au point 7° compris, sauf point 1°), M. ENGASSER, M. FUCHS (sauf points 6° et 7°), Mme GENSBEITEL (sauf points 1°, 11° et 12°), M. GOEPFERT, Mme GOETZ (sauf points 12° et 13°), Mme GOLDSTEIN (sauf points 1°, 3° et 6°), M. GREILSAMMER, M. GUTH, M. HILLMEYER, M. HOMÉ (sauf points 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 13°), M. JORDAN, M. JULIEN, Mme KEMPF (sauf point 6°), M. LAUGEL (sauf point 10°), M. LIPP, M. LOGEL (sauf point 3°), Mme MEHLEN (sauf points 1°, 6° et 9°), M. MENSCH (sauf points 1°, 2°, 3° et 13°), Mme MEYER, Mme MILLION (sauf points 7° et 8°), M. MINERY (sauf point 11°), M. MOR, M. NEUMANN (sauf points 2° et 6°), M. NICOLAS, M. ONIMUS (sauf point 8°), Mme RAPP (sauf points 1° et 2°), M. RICHARD, M. RICHE, M. SALZE (sauf points 6° et 9°), Mme SCHELL (sauf point 6°), M. SCHILDKNECHT, Mme SORNIN (sauf points 1° et 6°), M. STURCHLER, Mme TALLEUX, M. TORANELLI, M. VIOLA (sauf point 7°), M. WOLFF et Mme ZELLER.

EXCUSES / ABSENTS (5) : M. BEHE, Mme JENN, Mme LUTOLF-CAMORALI, M. SCHILLINGER et M. TRIMAILLE.

PROCURATIONS (4) : M. BERGDOLL à M. BITSCHENE, M. HAGENBACH à Mme MEHLEN, M. LECONTE à Mme MEHLEN et Mme MOTTE à Mme GOETZ.

Les membres du Bureau ont adopté les délibérations suivantes :

1°

Désignation du secrétaire de séance

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l’unanimité des suffrages exprimés.

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET RESSOURCES

- Finances

- 2° Projet de délibération du Bureau n°332B Projet « Investissement Territorial Intégré » (ITI) de l'agglomération mulhousienne 2014-2020 : bilan prévisionnel et avenant (314)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Ressources humaines

- 3° Projet de délibération du Bureau n°313B Mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération au profit de la commune de Staffelfelden (322)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, AU SERVICE DE SES HABITANTS : ENFANCE, CITOYENNETÉ, SPORT, HANDICAP, SENIORS, HABITAT-LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- Enfance

- 4° Projet de délibération du Bureau n°319B Création de locaux périscolaires à Flaxlanden - validation du projet et mise à jour du plan de financement et de la convention de co-maitrise d'ouvrage (231)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Citoyenneté

- 5° Projet de délibération du Bureau n°307B Aventure Citoyenne : subvention à l'association THEMIS (113)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 6° Projet de délibération du Bureau n°330B Appel à projets parentalité / citoyenneté 2021 (113)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Habitat-Logement et Politique de la ville

- 7° Projet de délibération du Bureau n°314B Gens du voyage : renouvellement de la convention de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage entre la commune de Wittelsheim et m2A (535)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 8° Projet de délibération du Bureau n°328B Gens du voyage : modification du règlement intérieur des aires permanentes d'accueil des gens du voyage de m2A (535)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 9° Projet de délibération du Bureau n°333B Contrat de ville - programmation communautaire de la politique de la ville 1^{ère} phase 2021 (131)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

UN TERRITOIRE RESPONSABLE : ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE, TRANSPORT ET URBANISME ET AMÉNAGEMENT

- Transport

- 10° Projet de délibération du Bureau n°315B Aménagement d'un itinéraire cyclable et piéton reliant les communes de Chalampé et de Neuenburg-am-Rhein : conventions avec la Collectivité Européenne d'Alsace et l'autorité de gestion du programme INTERREG (5412)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.
- 11° Projet de délibération du Bureau n°316B Association des usagers des transports du Sud Alsace : octroi d'une subvention (5400)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

- Urbanisme et aménagement

- 12° Projet de délibération du Bureau n°318B Quartier DMC- projet BRIQUE 48 - cession de terrain pour l'accès au bâtiment (534)
- La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

13° Projet de délibération du Bureau n°331B

Zone d'activités AMELIE tranche 3 - cession du lot n°1 (534)

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapport au Bureau

UN TERRITOIRE ATTRACTIF : EMPLOI, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, ATTRACTIVITÉ, DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET CULTUREL ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

- Développement économique

- 1° Comité d'agrément de la zone d'activités économiques de Dietwiller du 25 février 2021 (521)
- 2° Comité d'agrément du Parc d'activités des Collines du 18 mars 2021 (521)

QUESTIONS DIVERSES

Le Président

Fabian JORDAN

Les personnes intéressées peuvent consulter le recueil dans lequel figure l'ensemble des délibérations du Bureau au Secrétariat des assemblées, 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse, entrée A, bureau n° 231-2^{ème} étage.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

46 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation de l'assemblée délibérante, il appartient au Bureau « d'approuver les programmes et les plans de financement des opérations d'investissement et de constructions communautaires, solliciter les subventions au titre de ces opérations et conclure les différents types de conventions de financement y afférentes »

PROJET « INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE » (ITI) DE L'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE 2014-2020 : BILAN PREVISIONNEL ET AVENANT (314/7.5.8/332B)

MISE EN ŒUVRE DE L'ITI :

La programmation des fonds européens sur la période de 2007-2013 étant parvenue à son terme, elle a été remplacée par une nouvelle programmation 2014-2020 intégrant de nouvelles catégories de régions dites « en transition » et renforçant le nombre d'objectifs visés.

Le Programme Opérationnel FEDER (2014-2020) appliqué au territoire de l'Agglomération mulhousienne a été élaboré en concertation entre la Région Grand Est et m2A notamment.

Une dotation de 7M€ a été affectée à l'Agglomération mulhousienne sur ces nouveaux fonds européens. La gestion de ces fonds se fait sous la forme d'un Investissement Territorial Intégré (ITI). Il s'agit d'une stratégie de développement territorial qui « requiert une approche intégrée impliquant des investissements provenant de plus d'un axe prioritaire d'un ou plusieurs programmes opérationnels ».

L'ITI donne la possibilité de fusionner des crédits relevant d'au moins deux axes prioritaires d'un ou plusieurs programmes, au service du cofinancement d'une seule et même stratégie de développement. Il offre aussi la possibilité d'apporter davantage de souplesse qu'un axe urbain, notamment en termes de répartition d'enveloppe de crédits, si des aménagements s'avéraient nécessaires en cours d'exécution du programme.

Les dossiers déposés par les porteurs de projets sont soumis à un Comité Technique, constitué d'agents de la Région et de m2A, pour vérification de leur éligibilité. De manière analogue au précédent dispositif, m2A aura pour principale fonction de pré-sélectionner les opérations retenues au sein de l'ITI.

Le Bureau de m2A arbitre les choix stratégiques liés à l'exécution du projet ITI : à ce titre, il donne son avis sur l'intégration des actions et sur le principe de leur financement par le FEDER. Il est également destinataire d'une information sur l'état d'avancement du projet.

Les dossiers ayant reçu un avis favorable du Bureau sont présentés au Comité Régional de Programmation. L'attribution des subventions relève ensuite de la compétence de la Région Grand Est, en application de la décision d'attribution de la subvention européenne par le Président du Conseil Régional.

Le Programme Opérationnel FEDER (2014-2020) touchant à sa fin, il est nécessaire de procéder à une réaffectation de l'enveloppe des crédits restants et de flécher les derniers projets afin d'affecter la totalité des 7M€.

MESURES RETENUES :

Action N°2B : Développer l'Agglomération mulhousienne en tant que pôle numérique régional
--

Objectifs de la mesure : Soutenir la création d'activités dans le domaine de l'économie numérique et conforter Mulhouse comme pôle numérique régional.

Projets éligibles :

1. Création et développement du projet de cité numérique « KMO »
2. Création et aménagement d'autres espaces collaboratifs dédiés au numérique sur des thématiques complémentaires
3. Création d'un data center sobre en énergie
4. Déploiement de solutions « smart city » sur le territoire de m2A et de la Ville de Mulhouse

Montant de la mesure affectée : 1 M€

Montant de la mesure engagé : 0,975 M€

Possibilité de transfert : -0,025 M€

Action N°3A : Accompagner la création d'entreprises au sein de l'Agglomération mulhousienne

Objectifs de la mesure : Créer un contexte favorable à la création d'entreprises, accompagner les créateurs/repreneurs dans leurs projets, consolider la post-crédation.

Projets éligibles :

1. Soutien au projet global « Quartier DMC » et émergence d'entreprises dans le domaine des industries culturelles et créatives (ICC)
2. Structuration d'une « maison de la création d'entreprises et de l'ESS » dans les QPV (Quartiers Politique de la Ville)
3. Mise en place d'un écosystème favorable à l'émergence et au développement des start-up, dans le cadre de la dynamique French Tech Alsace

Montant de la mesure affecté : 1 M€

Montant de la mesure engagé : 0,200 M€

Montant de la mesure en instruction : 0,573 M€

Possibilité de transfert : -0,227 M€

Action N°3D : Soutenir le développement des entreprises au sein de l'Agglomération mulhousienne

Objectifs de la mesure : Soutenir le développement des entreprises et conforter les entreprises existantes.

Projets éligibles :

1. Soutien des filières en émergence spécifiques au territoire de m2A, en lien avec les actions de droit commun menées par les autres partenaires
2. Soutien aux projets d'immobilier d'entreprises (village d'activités, hôtels d'entreprises) thématiques (ex : artisanat, ESS, entreprises adaptées...)
3. Soutien aux projets de l'économie sociale et solidaire et notamment l'adaptation des locaux et des équipements des structures de l'ESS en développement

Montant de la mesure affecté : 1,250 M€

Montant de la mesure engagé : 2,215 M€

Montant de la mesure en instruction : 1,252 M€

Besoin de transfert : +2,217 M€

Action N°4A : Soutenir la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables au sein de l'Agglomération mulhousienne

Objectifs de la mesure : Soutenir la production d'énergies renouvelables ainsi que les projets innovants à travers les orientations retenues par m2A dans sa politique de transition énergétique notamment dans le cadre de l'appel à projet territoire à énergie positive pour la croissance verte et favoriser le mix énergétique.

Projets éligibles :

1. Développement, maillage et interconnexion des réseaux de chaleur alimentés par les différentes sources d'énergies renouvelables, étant issus du zonage géographique défini dans l'étude des réseaux de chaleur de m2A
2. Expérimentation d'un modèle coopératif de production d'énergies renouvelables

Montant de la mesure affecté : 0,600 M€**Montant de la mesure engagé : 0,022 M€****Possibilité de transfert : -0,578 M€****Action N°4C : Soutenir la rénovation thermique et l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics de l'Agglomération mulhousienne****Objectifs de la mesure :** Soutenir l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et favoriser la diminution de la consommation d'énergie.**Projets éligibles :**

1. Rénovation thermique des bâtiments publics et notamment des équipements scolaires au niveau BBC ou BBC compatible dans les quartiers éligibles au titre de la politique de la Ville et /ou relevant de la nouvelle DPV (Dotation Politique de la Ville)
2. Modélisation numérique des bâtiments pour un meilleur pilotage énergétique (« maquette numérique ») avec expérimentation sur des bâtiments publics ou emblématiques
3. Expérimentation et généralisation des systèmes de pilotage intelligent des consommations dans les bâtiments publics

Montant de la mesure affecté : 3,150 M€**Montant de la mesure engagé : 1,762 M€****Possibilité de transfert : -1,388 M€**

Mesure	Montant affecté	Montant programmé	Montant en instruction	Montant total	Transfert
2B	1 000 000€	975 054€	0€	975 054€	-24 946€
3A	1 000 000€	200 000€	573 154€	773 154€	-226 846€
3D	1 250 000€	2 215 397€	1 251 895€	3 467 292€	+2 217 292€
4A	600 000€	22 392€	0€	22 392€	-577 608€
4C	3 150 000€	1 762 108€	0€	1 762 108€	-1 387 892€
TOTAL	7 000 000€	5 174 951€	1 825 049€	7 000 000€	0€

DOSSIERS PROGRAMMES :

Les dossiers précédemment présentés auprès de l'Agglomération et ayant été retenus par la Région dans le cadre du FEDER sont les suivants :

Projets	Montant du projet (HT)	Financement FEDER notifié	% financement FEDER
Action n°2B :			
Bâtiments 23-24 KM0	5 100 020,00 €	975 054,02 €	19,12 %
Action n°3A :			
TUBA et 48 - Aménagement du bâtiment, 4 avenue de Colmar à Mulhouse	550 605,00 €	200 000,00 €	36,32 %
Action n°3D :			
Carré du Technopole	395 421,00 €	86 992,71 €	22,00 %
Projets	Montant du projet (HT)	Financement FEDER notifié	% financement FEDER
Epicerie solidaire Illzach	701 004,00 €	76 235,04 €	10,88 %
Réalisation d'une légumerie d'insertion bio et locale par Terra Alter Est à Wittenheim	448 054,00 €	134 400,00 €	30,00 %
Extension des locaux de la banque alimentaire	885 727,00 €	250 000,00 €	28,23 %
Recyclerie TRI SERVICES à Illzach	2 237 518,00 €	612 397,50 €	27,37 %
Projet SALSA - Rénovation du bâtiment 48 DMC	4 060 629,33 €	855 372,00 €	21,07 %
TERRES DES HOMMES ALSACE - Aménagement anciens locaux à Rixheim	662 861,00 €	200 000,00 €	30,17 %
Action n°4A :			
Etudes schéma directeur réseaux de chaleur	159 865,00 €	22 392,00 €	14,01 %
Action n°4C :			
Rénovation - Ecole Cour de Lorraine	7 222 162,00 €	306 477,93 €	4,24 %
Relocalisation du conservatoire - phase rénovation	16 693 000,00 €	1 143 587,53 €	6,85 %
Rénovation - Périscolaire Centre Europe	1 075 200,00 €	62 827,04 €	5,84 %
Rénovation - Ecole Porte du Miroir	2 853 726,00 €	249 215,57 €	8,73 %
Montant total	43 045 792€	5 174 951 €	12,02 %

DOSSIERS EN COURS D'INSTRUCTION :

Les dossiers suivants ont été déposés et sont en cours d'instruction par le Comité de Suivi Technique, le montant FEDER indiqué est le montant maximal possible en attendant la finalisation de l'instruction :

Projets	Montant du projet (HT)	Financement FEDER prévu	% financement FEDER
Action n°3A :			
DMC CMC – Mur d'escalade	1 841 498 €	573 154 €	31,12 %
Action n°3D :			
PARC EXPO - Développement des surfaces d'accueil et rénovation des halls existants	8 700 000 €	1 000 000 €	11,49 %
ARMEE DU SALUT - Mise aux normes recyclerie	568 000 €	130 000 €	22,89 %
REGIE DE L'ILL – Extension des locaux ressourcerie	651 667 €	121 895 €	18,71 %
Montant total	11 761 165€	1 825 049€	15,52 %

Le Bureau, après en avoir délibéré :

- donne un avis favorable au bilan prévisionnel et aux opérations présentées dans ce cadre,
- donne un avis favorable à la modification de la maquette financière de l'ITI de l'agglomération mulhousienne,
- autorise Monsieur le Président ou son Vice-président à signer l'avenant n°3 à la convention du 28 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de l'Investissement Territorial Intégré de Mulhouse Alsace Agglomération dans le cadre du programme opérationnel « Compétitivité ».

PJ :

- projet d'avenant n°3,
- maquette financière modifiée.

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



Programmation 2014-2020

Programme Compétitivité - FEDER

**Avenant n° 3
à la convention du 28 juillet 2015 relative à la mise en œuvre
de l'Investissement Territorial Intégré de Mulhouse Alsace Agglomération
dans le cadre du programme opérationnel «Compétitivité»**

- Vu le Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au FEDER, FSE, Fonds de cohésion, FEADER et FEAMP, en particulier son article 36 consacré aux Investissement Territorial Intégré (ITI), ci-après appelé Règlement Général,
- Vu le Règlement (UE) N° 1301/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au fonds européen de développement régional (FEDER) en particulier son article 7 consacré au développement urbain durable,
- Vu la Décision n° CCI 2014FR16RFOP006 de la Commission européenne relative au programme opérationnel « Compétitivité » dans la Région Alsace, ci-après dénommé « Programme opérationnel » validé le 11 décembre 2014,
- Vu la demande de mise en place d'un ITI adressée par l'organisme intermédiaire ci-après désigné, en date du 6 février 2014,
- Vu l'avis du Comité de suivi du 30 juin 2015, qui s'est déroulé par consultation écrite de ses membres,
- VU la délibération du Bureau de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 6 juillet 2015,
- VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Alsace n° CPCR 705-15 du 10 juillet 2015,
- Vu la convention relative à la mise en œuvre de l'ITI de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 28 juillet 2015,
- Vu la délibération du Bureau de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 27 mars 2017,
- Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est n° 17CP-869 du 29 mai 2017,
- Vu l'avis du Comité de suivi du 12 décembre 2017,
- Vu l'avenant n° 1 à la convention relative à la mise en œuvre de l'ITI de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 5 juillet 2017,

Vu la délibération du Bureau de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 19 mars 2018,
Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est n° 18CP-620 du 20 avril 2018,
Vu l'avenant n° 2 à la convention relative à la mise en œuvre de l'ITI de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 22 mai 2018,
Vu l'avis du Comité de suivi du 2021, qui s'est déroulé par consultation écrite de ses membres,
Vu la délibération du Bureau de Mulhouse Alsace Agglomération en date du 10 mai 2021,
Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est n°CP-..... du 21 mai 2021,

Entre

La **Région Grand Est**, dont le siège est 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président en exercice, ci-après dénommée «autorité de gestion»

de première part,

et

M2A dont le siège est 2 rue Pierre et Marie Curie - 68948 MULHOUSE, représentée par son Président en exercice, ci-après dénommée « organisme intermédiaire »

de seconde part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier le programme de l'ITI M2A détaillé à l'annexe 1 de la convention du 28 juillet 2015, conformément à l'avis du Comité de Suivi plurifonds du qui s'est déroulé par consultation écrite de ses membres.

La maquette financière du programme de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A), organisme intermédiaire dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITI au titre du programme opérationnel « Compétitivité » est modifiée pour prendre en compte les transferts de crédits suivants :

- 24 945,98 € de l'axe 2B Développement numérique vers l'axe 3D Soutien PME, ESS,
- 226 846,00 € de l'axe 3A Création économique vers l'axe 3D,
- 577 608,00 € de l'axe 4A vers l'axe 3D,
- 1 387 891,93 de l'axe 4C rénovation thermique vers l'axe 3D.

Le programme fait également l'objet de modifications au niveau des projets éligibles (action 3D), des dépenses éligibles, des modalités de financement communautaire des actions 2B, 3A, 3D, 4A et 4C, ainsi que de l'indicateur de réalisation des actions 3A et 3D (modification suite à une erreur de frappe).

L'annexe 1 consolidée, joint au présent avenant, se substitue à l'annexe jointe à l'avenant n° 2 du 22 mai 2018.

ARTICLE 2 : AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les clauses et dispositions de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires au présent avenant.

Fait à Strasbourg, le

En deux (2) exemplaires originaux,

L'organisme intermédiaire

L'autorité de gestion

Le Président

Fabian JORDAN

Annexe

Annexe 1 : Le programme Mulhouse Alsace Agglomération approuvé par le Bureau du 10 mai 2021.



Un Investissement Territorial Intégré (ITI) pour la Région Mulhousienne

Programmation FEDER (2014-2020)

Version approuvée par
le Comité de Suivi du



1. LE DIAGNOSTIC DES TERRITOIRES.....	3
1.1 Au service de la stratégie de développement du territoire mulhousien à l'horizon 2020.....	3
1.2 Le territoire du projet	5
2. LA STRATEGIE DEVELOPPEE PAR M2A	11
2.1 Le projet d'agglomération	11
2.2 Le projet économique pour l'agglomération	12
2.3 Enjeu Stratégique : renforcer la compétitivité des entreprises, l'innovation et le transfert de technologies.....	14
2.4 Enjeu Stratégique : réussir la transition énergétique du territoire.....	17
3. LA PRESENTATION DU PROJET « ITI »	20
3.1 Le choix de l'ITI pour m2A	20
3.2 Le critère géographique du zonage prioritaire	21
3.3 Les mesures retenues au titre du projet.....	22
4. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	36
4.1 La mise en oeuvre opérationnelle.....	36
4.2 Le processus de sélection des actions	36
4.3 La gestion administrative et financière.....	38
4.4 La communication sur les cofinancements européens	40
5. L'ÉVALUATION DU PROJET	41
5.1 L'évaluation quantitative du projet	41
5.2 L'évaluation qualitative du projet	41
6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL.....	42
6.1 Les financements privés.....	42
6.2 Les contreparties publiques	42
6.3 Maquette financière prévisionnelle	43

1. LE DIAGNOSTIC DES TERRITOIRES

1.1 Au service de la stratégie de développement du territoire mulhousien à l'horizon 2020

Forte de ses 34 communes, regroupant plus de 260 000 habitants, l'agglomération mulhousienne, au vingtième rang des agglomérations françaises par sa population, constitue le pôle principal du Sud Alsace et le second à l'échelle de l'ensemble de la Région, après Strasbourg. Sa situation à la charnière de l'espace rhénan et de l'espace latin, en communication avec l'espace alpin, lui confère une dimension européenne particulièrement importante que renforce le développement croissant des relations à travers trois frontières.

Dans un environnement régional complexe marqué par sa densité élevée, la proximité de centres urbains (Bâle, Strasbourg, mais aussi Colmar, Belfort et Fribourg) et la facilité des communications, l'agglomération apparaît de plus en plus comme partie prenante de multiples réseaux, dans des systèmes de flux croisés et de complémentarités fonctionnelles.

Ayant accédé à la dimension de pôle majeur bien plus récemment que la plupart des agglomérations de même taille, ce territoire est avant tout le produit du volontarisme et de l'esprit d'innovation de ses habitants, mais aussi de l'apport constant depuis plus de deux siècles de populations d'origines multiples, proches ou lointaines.

De son histoire industrielle fondée ainsi sur l'humanisme, le pragmatisme, le volontarisme et le génie créatif des hommes, la région mulhousienne hérite d'un capital social, culturel, économique, infrastructurel de qualité.

C'est sur ce socle, élément d'identité et de fierté que Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a adopté en Juin 2011 son projet stratégique intitulé « Mulhouse Alsace Agglomération 2020 : réussir une transition exigeante ».

CHIFFRES CLES DE LA SITUATION STATISTIQUE DE LA VILLE DE MULHOUSE, DE M2A ET DU DEPARTEMENT

	VILLE DE MULHOUSE			M2A ***			DEPARTEMENT DU HAUT-RHIN		
	2011	2006	Variation	2011	2006	Variation	2011	2006	Variation
	110 351	110 514	-0,15%	251 828	249 340	1,00%	753 056	736 475	2,25%
Population	47 717	50 337	-5,20%	108 467	109 167	-0,64%	363 384	356 416	1,96%
Population active	13	18	-27,78%	119	93	27,96%	3 147	3 301	-4,67%
dont Agriculteurs exploitants	1 860	1 988	-6,44%	4 796	4 528	5,92%	16 981	15 842	7,19%
Artisans, commerçants	5 054	5 025	0,58%	11 932	11 903	0,24%	41 846	38 236	9,44%
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9 192	9 582	-4,07%	25 199	24 460	3,02%	87 451	82 253	6,32%
Professions intermédiaires	13 798	14 397	-4,16%	31 031	31 275	-0,78%	101 015	100 160	0,85%
Employés	16 285	18 207	-10,56%	33 204	35 403	-6,21%	108 716	113 797	-4,46%
Ouvriers									
Nombre d'entreprises	8 948			18 056			56 642		
Nombre de demandeurs d'emploi	11 984	10 723	11,76%	19 727	17 199	14,70%	46 470	38 579	20,45%
Taux de chômage	25,10%	21,30%	3,80	9,63%	8,31%	1,15	12,80%	10,80%	2,00
Nombre de travailleurs frontaliers	2 060	2 151	-4,23%	8 596	8 831	-2,66%	40 153	38 949	3,09%
% ménages non imposables	55,80%			31,20%			38,90%		

*** Il s'agit des 32 communes qui composaient Mulhouse Alsace Agglomération pour l'année 2011. L'année 2006 reprend également les 32 communes en sachant que seulement 16 d'entre elles composaient la Communauté d'Agglomération Mulhouse Sud-Alsace à cette date là.



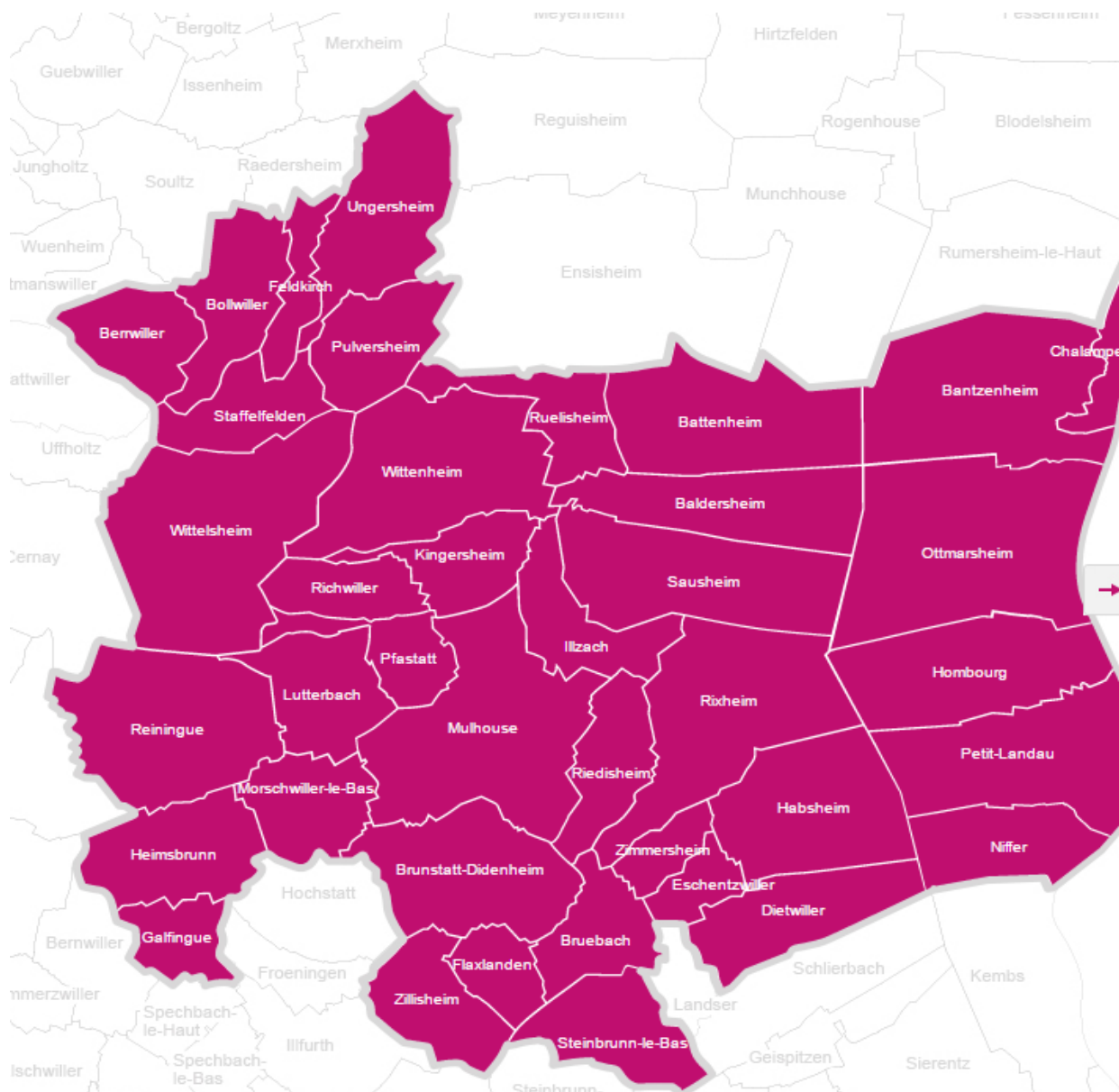
MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

1.2 Le territoire du projet

M2A (Mulhouse Alsace Agglomération)

Au sein de la région mulhousienne, m2A constitue la principale structure intercommunale. Par son poids démographique et économique, comme par la présence sur son territoire de la grande majorité des services et équipements de centralité de l'agglomération, elle en oriente largement les dynamiques territoriales.

Carte des communes de m2A



Mulhouse Alsace Agglomération
2 rue Pierre et Marie Curie - BP 90019 - 68948 MULHOUSE Cedex 9
Tél. : 03 89 33 79 79 - Fax : 03 89 32 69 02

Compétente notamment en matière de développement économique et universitaire, aménagement du territoire, environnement, transports, tourisme, habitat, m2A intervient en complémentarité de l'action de ses communes membres, lesquelles sont notamment en charge des politiques de proximité.

Sa marge de manœuvre reste toutefois contrainte par un territoire contrasté révélant des distorsions entre localisation des ressources et localisation des charges, différenciation croissante entre parties de la région mulhousienne, des disparités sociologiques, des déséquilibres dans la répartition de l'emploi et de l'habitat, qui sont autant de freins à un développement équilibré de la région mulhousienne prise dans son ensemble.

Le soutien des institutions européennes, nationales, régionales et départementales permet de compenser partiellement ce déséquilibre et aide à surmonter ce manque de cohésion territoriale.

Au sein de l'agglomération, certaines communes concentrent la majorité des difficultés urbaines et sociales avec des quartiers particulièrement touchés par la pauvreté, la précarité, les tensions sociales, engendrant par là-même un manque d'attractivité.

Ainsi, les villes de Mulhouse, Illzach et Wittenheim ont-elles été désignées par le gouvernement pour bénéficier du contrat de ville issu de la réforme de la Politique de la Ville, et dont le co-contractant est la communauté d'agglomération.

Ces trois villes ont une longue histoire en politique de la ville et bénéficiaient toutes d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale ainsi que, pour Mulhouse et Wittenheim, d'un Programme de Rénovation Urbaine soutenu par l'ANRU.

L'action des Programmes de Rénovation Urbaine et des Contrats Urbains de Cohésion Sociale a été bénéfique mais beaucoup reste encore à faire, notamment dans certains quartiers prioritaires.

Le nouveau Contrat de Ville, un contrat unique qui relie fortement l'action sur la cohésion sociale et le renouvellement urbain, représente une belle opportunité pour poursuivre le travail engagé à l'échelle de l'agglomération mulhousienne. Il offre en outre de nouvelles perspectives, notamment en matière d'association des habitants et des acteurs.

L'intégration du contrat unique au volet territorial du contrat de projet Etat-Région en articulation avec la mobilisation des fonds européens sera structurante en matière de nouvelles synergies, notamment sur les thèmes de la formation, du lien social et du cadre de vie.

Le nombre de Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) est réduit par rapport aux anciens Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) : Markstein – La Forêt à Wittenheim, Drouot-Jonquilles sur Mulhouse et Illzach, Bourtzwiller, Brustlein, Coteaux, Drouot et Péricentre sur Mulhouse (seule commune de l'agglomération à voir son périmètre prioritaire maintenu). Le protocole du contrat de ville a été signé le 20 avril 2015 donnant ainsi le départ du nouveau dispositif.

En outre, l'Etat a ouvert la possibilité aux quartiers qui bénéficiaient des dispositifs « politique de la ville » précédemment et qui en sortaient, de se déclarer « quartier de veille active ». La commune de Wittelsheim a émis le souhait que son quartier de la Thur soit considéré comme tel, de même que la commune d'Illzach pour le quartier du Chêne-Hêtre.

La compétence de l'agglomération en matière de politique de la Ville, donc de réduction des inégalités territoriales qui sont fortes sur m2A, ne pouvant se satisfaire du seul zonage établi par l'Etat, l'agglomération s'est servie de la méthode définie par l'Etat pour affiner la connaissance de son territoire.

L'objectif affiché était d'établir une vision fine de la pauvreté dans l'agglomération pour repérer des quartiers, certes plus petits que les quartiers prioritaires retenus par l'Etat, mais présentant également des signes de fragilité.

Sont donc proposés en Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville de niveau d'Agglomération (QPVA), les quartiers suivants :

- d'anciens quartiers en Politique de la Ville : Thur à Wittelsheim, Bourg et Roseraie à Wittenheim, Béarn à Kingersheim, Chêne - Hêtre à Illzach, Chevreuils à Lutterbach ;
- des ilots de logements sociaux : Sobieski à Wittelsheim, Doller à Illzach, Tuilerie à Sausheim, la Rotonde à Rixheim, Charité/Navigation à Riedisheim ;
- des copropriétés en difficultés : Rue de Bâle à Mulhouse, IDEE nord à Didenheim, Kingersheim/Dunkerque à Pfastatt et Mulhouse.

Ces différents quartiers feront l'objet d'un suivi au titre de l'observatoire des quartiers prioritaires politiques de la Ville. Des transferts de bonnes pratiques entre les communes concernées de même que d'éventuelles mutualisations d'actions pourront s'opérer. Ces quartiers seront prioritaires pour bénéficier des moyens de droit commun des partenaires, dont les fonds européens et en particulier de m2A qui veillera, au titre de ces politiques communautaires, à intégrer systématiquement ces quartiers dans ses stratégies. A l'occasion de leur révision, les documents de planification devront être adaptés pour intégrer

cette préoccupation et ce zonage spécifique. En outre, l'Agence d'Urbanisme dans son programme de travail poursuivra l'observation de leur évolution.

D'une manière générale, tous les indicateurs socio-économiques des QPV et QPVA sont nettement plus dégradés que ceux de la ville ou de l'agglomération. Les données établies au cours des années sur les quartiers CUCS et PRU, montrent avec constance que la population de l'ensemble de ces quartiers est fortement sous qualifiée, sous diplômée ; le taux de chômage y est très élevé, le décrochage scolaire fréquent et les revenus extrêmement faibles ...

Cette homogénéité statistique explique que bien des axes de réflexion et d'action concernant ces quartiers soient transversaux. Ces quartiers sont néanmoins très différents, tant dans leur forme urbaine que sociologiquement et culturellement parlant.

Projet de territoire pour les quartiers les plus sensibles de l'agglomération, le contrat de ville est un document cadre donnant une vision partagée sur le devenir des quartiers et de leurs habitants et une définition des priorités d'actions.

Articulant rénovation urbaine et cohésion sociale, le projet fait une large place au développement économique et à la question de la jeunesse et associe les habitants à la définition du projet pour leur quartier, comme à sa mise en œuvre.

L'ENJEU MAJEUR DE LA REUSSITE DES JEUNES

Grâce notamment à la qualité du partenariat avec l'Éducation Nationale, l'offre scolaire est remarquable dans l'agglomération mulhousienne et en particulier à Mulhouse, preuve d'une préoccupation ancienne pour la question éducative : Mulhouse compte déjà de nombreuses classes passerelle, Classe à Horaires Aménagés Musique (CHAM), le bilinguisme y est développé dès la maternelle, etc. Ces dispositifs cohabitent avec un réseau d'établissements en ZEP, le programme Ecoles, Collèges et Lycées pour l'Ambition, l'Innovation et la Réussite (ECLAIR), le Projet de Réussite Educative (PRE)...

L'offre scolaire est donc très dense et diversifiée à Mulhouse. Pour autant, les différents niveaux d'enseignement ne travaillent pas suffisamment ensemble et ne se connaissent pas assez. Les équipes éducatives et pédagogiques sont stables et dynamiques, et ce, malgré le fait que les enseignants nouvellement nommés sont souvent jeunes et moins expérimentés. Pour autant, la situation mulhousienne sur le plan de la réussite scolaire reste « en creux » par rapport à la situation nationale. Les particularités sociologiques mulhousiennes expliquent en partie cet état de fait : Mulhouse se caractérise par « une population jeune, peu stable et mobile et se trouvant souvent dans une situation fragile.

Mulhouse se distingue aussi par son rôle de porte d'entrée sur le territoire français pour de nombreux immigrants. La ville cumule ainsi des difficultés qui se reflètent à l'école : problèmes associés de socialisation et de maîtrise du français, mobilité, voire volatilité des élèves, liens familles/école, situation d'isolement et de précarité des parents, problème de maîtrise du français, monoparentalité, etc. Les conséquences de ces difficultés sont multiples. Elles se cristallisent autour de deux phénomènes : l'absentéisme, qui se retrouve à tous les niveaux d'apprentissage et peut mener au décrochage scolaire et l'éloignement « psychologique » des parents d'élèves à l'école comme aux activités péri- et extra-scolaires (pratiques culturelles, artistiques, sportives, de loisirs). Ce contexte défavorable concerne toute la chaîne éducative, de l'entrée au CP jusqu'au lycée, mais aussi toute la ville, puisque l'aire de recrutement des collèges et lycées transcende les périmètres des quartiers prioritaires.

Certains quartiers de Mulhouse se distinguent par une saturation des écoles. La création et/ou la réhabilitation des bâtiments est cruciale pour ces secteurs, d'autant plus que la demande de places en périscolaire est forte.

L'élaboration de cette démarche fait le lien entre différentes échelles territoriales et thématiques, et différents partenaires : les habitants, les communes, la Communauté d'Agglomération, l'Etat, le Conseil Général, le Conseil Régional, la CAF, le Service Public de l'Emploi, les bailleurs sociaux, l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM).

2. LA STRATEGIE DEVELOPPEE PAR M2A

2.1 Le projet d'agglomération

Par comparaison avec les autres territoires alsaciens ou encore les grandes agglomérations du Grand Est, la situation en matière d'emploi de Mulhouse Alsace Agglomération est relativement défavorable. C'est pourquoi m2A entend axer son action sur le soutien à l'emploi. Compétence partagée entre l'Etat et les différentes collectivités, m2A se doit d'être un levier majeur pour accroître le nombre d'emplois et la prospérité du territoire. Cela se décline sous la forme d'actions en faveur du développement économique et touristique, de la formation, du soutien à l'université, du marketing territorial et d'une offre de services.

Par ailleurs, la qualité de l'offre territoriale est une exigence incontournable d'abord pour la population qui attend de l'action publique un environnement agréable mais aussi pour la dynamique de l'agglomération car les critères de qualité sont au premier rang dans le choix des ménages, des investisseurs, des entreprises et des touristes.

Enfin, l'action de m2A consiste aussi en un traçage d'un horizon harmonieux pour les générations futures pour leur permettre de s'épanouir sereinement. Il s'agit de faire le choix d'une politique économique, sociale et environnementale dont l'une des finalités est d'assurer la solidarité entre les générations. Cet enjeu prend tout son sens au regard de la période de mutation importante que nous vivons. Jamais comme aujourd'hui, il n'a été du devoir des acteurs publics de prendre des décisions qui non seulement ne puissent être préjudiciables aux générations futures mais qui au contraire préparent le territoire aux exigences de demain.

La finalité poursuivie est de réussir une transition exigeante à l'horizon 2020 pour faire de m2A un pôle de rayonnement à la croisée du Rhin Supérieur et de l'axe Rhin-Rhône à travers la réalisation de 3 axes prioritaires :

- devenir un territoire performant visant à favoriser la création d'emplois et le renforcement de la compétitivité de l'agglomération,
- évoluer en un territoire responsable préservant le cadre de vie et préparant la transition durable de l'agglomération,
- être un territoire solidaire et attractif confortant l'offre de service aux habitants et contribuant au lien social dans l'agglomération.

2.2 Le projet économique pour l'agglomération

Pour placer son territoire au cœur du réseau des Métropoles du Rhin supérieur et se hisser parmi les régions les plus compétitives d'Europe, m2A a élaboré, en concertation avec les entreprises et les chambres consulaires, une stratégie de développement territoriale "Mulhouse Alsace Eco 2020" avec trois objectifs :

- **valoriser davantage le capital humain,**
- **accroître la qualité de l'offre territoriale,**
- **renforcer la capacité d'innovation.**

Ces objectifs se déclinent en plusieurs priorités :

1. Faciliter le développement et la création d'entreprises

Le bassin d'emplois de m2A connaît depuis des décennies des adaptations aux évolutions d'une économie ouverte. Aux côtés des secteurs historiques (chimie, textile, automobile) se développent des nouveaux secteurs (TIC, BBC, Biotech). L'industrie demeure encore le socle de l'économie locale avec 20% des emplois. Dans le secteur tertiaire, les services aux entreprises et le commerce sont très présents.

Le développement économique passe par l'ancrage territorial des entreprises présentes et la diffusion de la richesse qu'elles produisent. Cela nécessite aussi que soit menée une politique de prospection pour accueillir les nouvelles entreprises.

M2A, en synergie avec ses partenaires, se doit de développer une offre globale consistant à simplifier les démarches d'une entreprise pour qu'elle puisse disposer d'un interlocuteur unique en capacité de mobiliser les partenaires adéquats pour apporter une réponse globale dans les domaines les plus variés.

2. Conforter une offre foncière et immobilière diversifiée pour les entreprises

L'évolution du tissu économique doit pouvoir s'appuyer sur une offre foncière adaptée aux besoins des entreprises et en cohérence avec les autres dimensions de la politique d'aménagement du territoire.

L'agglomération doit être mesure de proposer à tout moment pendant les 10 prochaines années une palette d'offres foncières et immobilières répondant aux attentes des entreprises.

3. Soutenir les filières d'excellence, d'innovation et d'économie verte

M2A mise sur le développement de l'innovation et le transfert de technologies en lien étroit avec l'Université de Haute Alsace. Il s'agit de diffuser le savoir-faire universitaire dans le tissu économique local pour permettre aux entreprises existantes de rester compétitives et d'en créer de nouvelles.

M2A fait de l'économie verte et de l'économie résidentielle des secteurs porteurs pour demain. Elle compte pour cela s'appuyer sur l'incubation de projets (accompagner la maturation du projet jusqu'à la création d'entreprises) et l'accompagnement de start-ups.

4. Développer une stratégie d'alliance dans l'espace rhénan

A l'instar d'autres agglomérations qui se structurent en pôle métropolitain, Mulhouse Alsace Agglomération fait le choix de la création d'un pôle métropolitain avec la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Les thématiques de coopération susceptibles de faire l'objet d'actions communes touchent essentiellement à l'économie au travers notamment des pôles de compétitivité comme l'enseignement supérieur et la recherche, les transports, le tourisme et le marketing territorial, la culture, les nouvelles technologies et le haut débit.

2.3 Enjeu Stratégique : renforcer la compétitivité des entreprises, l'innovation et le transfert de technologies

Mulhouse, terre d'innovations, a été au cœur des révolutions industrielles dès la fin du 18^{ème} siècle et a marqué l'histoire économique de la région trinationale. Face au déclin de ses moteurs économiques traditionnels (textile, chimie, mécanique) dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, le territoire mulhousien a su développer de nouveaux relais de croissance, notamment avec l'automobile. Dotée aujourd'hui d'une économie diversifiée et profondément tertiaisée, l'agglomération est en capacité de poursuivre sa transition économique en se fondant sur une dynamique de création d'entreprises supérieure à la moyenne régionale et nationale, sur des entreprises industrielles qui ont su se renouveler en innovant et sur des secteurs en émergence porteurs d'avenir.

Le positionnement de l'agglomération au sein de régions parmi les plus dynamiques au niveau européen (Bade-Wurtemberg, Bâle) constitue un atout certain. L'ambition de m2A, telle que définie dans sa stratégie économique Mulhouse Alsace Eco 2020 validée fin 2011, est ainsi de placer m2A au cœur du réseau des métropoles du Rhin supérieur et de contribuer à hisser ce territoire parmi les toutes premières régions d'Europe en termes de compétitivité économique et de qualité de vie.

Bénéficiant d'une accessibilité multimodale exceptionnelle (TGV Rhin-Rhône, TGV Est, EuroAirport Bâle-Mulhouse, Ports de Mulhouse Rhin, A35 et A36), m2A peut attirer des investissements internationaux industriels ou logistiques, mais aussi tertiaires, avec la réalisation du Quartier d'affaires Mulhouse TGV. La présence de l'Université de Haute-Alsace (UHA), intégrée au réseau EUCOR, a permis également l'implantation de centres de recherche privée complémentaires aux laboratoires publics.

Au-delà du développement exogène du territoire, la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020 vise avant tout à développer le tissu d'entreprises existant sur le territoire. L'action de l'agglomération doit ainsi être multiforme. D'une part, il s'agit de moderniser les entreprises industrielles présentes sur le territoire, en les aidant à renforcer leur compétitivité. L'innovation, part essentielle de l'ADN économique de Mulhouse, doit ainsi se diffuser dans l'ensemble du tissu d'entreprises du territoire, par le développement de projets collaboratifs entre l'université et les entreprises mulhousiennes, le soutien aux démonstrateurs industriels, la création d'un FabLab d'envergure ou la création de plateformes de services pour accompagner les PME vers l'usine du futur.

D'autre part, il s'agit de soutenir les filières d'avenir en émergence sur le territoire, pour constituer les relais de croissance : matériaux fonctionnels, nouvelles mobilités ou biotechnologies. M2A dispose d'ores et déjà de start-ups à

fort potentiel, qu'il s'agit d'aider à se développer en favorisant les collaborations croisées entre secteurs et en mettant à leur disposition une offre immobilière compétitive.

Enfin, compte-tenu de l'existence depuis plusieurs années sur le territoire d'un nombre important de PME et de start-ups dans le domaine numérique, le soutien à ce secteur a vocation à être renforcé, que ce soit par une offre immobilière adaptée, le développement d'infrastructures (data center, déploiement du THD dans les zones d'activité) ou le développement de projets communs entre l'université, les collectivités et les entreprises numériques mulhousiennes. Mulhouse ambitionne ainsi de devenir une smartcity, en impliquant les entreprises du territoire dans le déploiement des nouvelles technologies dans l'espace public.

L'économie mulhousienne se situe ainsi à un carrefour. L'industrie traditionnelle d'hier n'est plus mais le secteur manufacturier reste un atout : largement tertiaisée, l'industrie ne peut renforcer sa compétitivité qu'en innovant fortement et en développant sa capacité à exporter. En parallèle, il s'agit de soutenir les relais de croissance potentiels pour le territoire, dans les domaines industriels ou tertiaires, en intégrant l'économie du Sud-Alsace dans l'espace rhénan. La région mulhousienne, si elle est confrontée à de nombreux enjeux, dispose d'atouts pour rebondir à court et moyen terme.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Population jeune et dynamique • Positionnement géographique trinational • Une vie associative et culturelle riche • Un cadre de vie attractif et un prix du logement concurrentiel • Des infrastructures de transport fortement développées • Une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises • Un fort potentiel logistique • Un prix du foncier compétitif par rapport à la Suisse et à l'Allemagne • Un taux de création d'entreprises supérieur à la moyenne nationale, conséquence d'un esprit entrepreneurial 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de 10 000 emplois industriels en 10 ans. • Un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale • Un niveau de formation globalement faible et à renforcer • Manque d'entreprises « locomotives » dans leurs domaines • Dépendance du territoire à l'industrie automobile • Eloignement des centres de décision • Faiblesse de certaines fonctions métropolitaines (finance notamment) • « Emiettement » des filières existantes et absence de secteur disposant d'une réelle taille critique.

<ul style="list-style-type: none"> • Présence d'une main d'œuvre industrielle de qualité • Une université dynamique, proche des entreprises et du territoire, dotée de laboratoires reconnus internationalement • Existence d'un tissu d'entreprises significatif dans le secteur du numérique • Présence de nombreux clusters et pôles de compétitivité (Véhicule du Futur, Alsace Biovalley, Rhénatic etc.). 	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • La présence de 2 lignes de TGV • Le développement continu de l'EuroAirport et la présence d'un pôle mondial de maintenance aéronautique • La proximité de régions dynamiques comme le Bade-Wurtemberg et le canton de Bâle • Des offres foncières et immobilières de taille significative immédiatement disponibles à un prix concurrentiel • Le renouveau de l'industrie française et le positionnement du territoire sur des niches porteuses • Le dynamisme du secteur numérique local • Des projets locaux en cours en matière d'économie circulaire et de rénovation énergétique. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'érosion des moteurs économiques traditionnels, notamment l'automobile • La diminution de la part relative des travailleurs frontaliers français par rapport aux suisses et aux allemands • La concurrence des plateformes portuaires existantes en Allemagne, en Suisse et en France. • L'attractivité de la France pour les investissements internationaux diminue.

2.4 Enjeu Stratégique : réussir la transition énergétique du territoire

Aujourd'hui, les contraintes environnementales, la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'épuisement des ressources fossiles imposent de tendre vers une approche systémique du paysage énergétique à partir du triptyque indissociable « sobriété-efficacité-énergies renouvelables ».

Dans cette perspective, la dimension territoriale doit être considérée comme fondatrice : c'est au niveau des territoires qu'émergent physiquement les solutions de réduction des besoins (sobriété), d'amélioration des performances (efficacité) et de potentiel de production des énergies renouvelables.

Elle est également le moyen de développer une économie circulaire par une utilisation plus efficace des ressources, (eau, énergie, matières premières, matériaux divers, déchets...), par l'accompagnement à l'éco-conception, le développement de nouvelles filières de valorisation. Dans l'agglomération mulhousienne, un tissu d'entreprises s'engage déjà fortement dans cette voie.

Pour toutes ces raisons, l'agglomération mulhousienne entend se mobiliser prioritairement sur cette question majeure en capitalisant sur son expérience éprouvée et reconnue en la matière. Fruit de son engagement, l'agglomération mulhousienne dispose de nombreux atouts :

- une mobilisation territoriale et une reconnaissance nationale autour du Plan Climat Energie mis en œuvre dès 2006. Au travers de ce Plan Climat, un des premiers Plans Climats en France, une véritable dynamique territoriale s'est instaurée sur le territoire. A ce jour, plus de 100 partenaires sont engagés, plus de 500 actions sont mesurées et évaluées, plus de 170 000 personnes sensibilisées et une diminution de 13 % des émissions de GES en 5 ans ;
- une prospective pour tendre vers une société post-carbone suite à différents appels à projets dont l'agglomération mulhousienne a été retenue ;
- mise en œuvre d'une véritable stratégie de transition énergétique notamment le soutien de la production d'énergies renouvelables, ainsi que des projets innovants à travers les orientations retenues par m2A dans sa politique de transition énergétique, en particulier dans le cadre de l'appel à projet territoire à énergie positive pour la croissance verte ;
- un engagement au sein de la convention européenne des Maires ;
- une expérience certaine en matière d'efficacité énergétique grâce aux acteurs de territoire au travers d'un pôle de compétence Bâtiments Basse Consommation mobilisant l'ensemble des partenaires : entreprises, artisans, partenaires institutionnels. En matière d'efficacité

énergétique, le bâti, principal secteur d'émission de gaz à effet de serre sur l'agglomération (38 %), constitue un champ d'action fondamental ;

- la présence d'écoquartiers modèles ;
- un programme ambitieux de rénovation fonctionnelle et thermique des équipements scolaires situés en géographie prioritaire et/ou en zone d'éligibilité à la DDU (Dotation de Développement Urbain) ;
- des réseaux de chaleurs importants avec notamment celui de l'Illberg qui dessert notamment le quartier des Coteaux à Mulhouse (10 000 habitants). Depuis cette année 2014, ce réseau de chaleur est approvisionné en biomasse, multipliant ainsi par cinq la production d'énergie renouvelable sur l'agglomération. En outre l'agglomération va se doter très prochainement d'un schéma directeur des réseaux de chaleur, véritable feuille de route prospective ;
- des potentialités en matière d'énergies renouvelables : biomasse, géothermie profonde, méthanisation...

De manière synthétique, les atouts, les faiblesses mais aussi les opportunités et les menaces sont répertoriés dans le tableau suivant.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Forte mobilisation politique et territoriale au travers du Plan Climat • Culture de l'innovation • Expérience reconnue en matière d'efficacité énergétique • Une prospective adaptée au territoire pour tendre vers une société post-carbone • Forte densité de population et caractère urbain • Présence d'une agence locale de la maîtrise de l'énergie (ALME) • Nombreuses expérimentations et réalisations : projet biomasse, photovoltaïques, éco quartiers... 	<ul style="list-style-type: none"> • Un niveau de production d'énergies renouvelables encore insuffisant • Besoins importants de rénovation et réhabilitation du patrimoine bâti, notamment des équipements scolaires dans les quartiers prioritaires • Perception d'un retard par rapport aux voisins suisses et allemands • Revenu moyen inférieur à la moyenne régionale • Décrochage persistant par rapport à l'environnement régional, lié au déficit migratoire
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Forte mobilisation d'un réseau d'acteurs constitué : d'universitaires, d'entreprises, d'artisans, d'énergéticiens • Potentiel énergétique local • Développement des réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Décrochage territorial accentué par rapport à l'ensemble de la région • Forte augmentation de la précarité énergétique des habitants de l'agglomération

intelligents possibles grâce à la présence des compétences requises sur le territoire (énergie, TIC, Domotique...)	<ul style="list-style-type: none">• Importance des investissements
--	--

3. LA PRESENTATION DU PROJET « ITI »

3.1 Le choix de l'ITI pour m2A

M2A avait initialement envisagé de recourir à l'axe urbain pour cette nouvelle programmation des fonds européens (2014-2020), ce qui lui aurait permis de se doter de mesures spécifiques en lien avec la dimension urbaine de son territoire. Toutefois, cet axe urbain manquait de souplesse, notamment en terme de répartition d'enveloppe de crédits, si des aménagements de l'axe urbain devaient être envisagés.

Les discussions avec la Région et la Commission Européenne ont porté sur une autre solution, il s'agit de la mise en place d'un Investissement Territorial Intégré, l'« ITI ».

L'ITI est une stratégie de développement territorial qui « requiert une approche intégrée impliquant des investissements provenant de plus d'un axe prioritaire d'un ou plusieurs programmes opérationnels ». L'ITI donne la possibilité de fusionner des crédits relevant d'au moins deux axes prioritaires d'un ou plusieurs programmes, au service du cofinancement d'une seule et même stratégie de développement multidimensionnelle.

Les actions à mettre en œuvre via un ITI contribueront à l'accomplissement des objectifs thématiques des axes prioritaires pertinents du ou des programmes opérationnels ainsi que des objectifs de développement de la stratégie territoriale.

La délégation des tâches de gestion associées à un ITI n'est généralement pas obligatoire, à l'exception de la mise en œuvre d'actions de développement durable intégré en milieu urbain. Lorsque les tâches ne sont pas déléguées à un organisme intermédiaire unique, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de coordination efficaces pour garantir une approche intégrée. Dans le cadre du FEDER, les autorités urbaines sont au moins responsables des tâches associées à la sélection des opérations, ce qui nécessitera l'élaboration de critères spécifiques. M2A pourrait continuer à fonctionner comme dans le précédent programme opérationnel, son rôle se délimitant à la sélection et à la pré-instruction. Les acteurs locaux pourront se tourner comme précédemment vers m2A pour faire l'objet d'une pré-instruction de dossiers sur les objectifs thématiques retenus dans l'ITI.

Ces facilités de gestion ont encouragé m2A à retenir la solution de la mise en œuvre d'un ITI pour la nouvelle programmation des fonds FEDER sur la période 2014-2020.

3.2 Le critère géographique du zonage prioritaire

Le FEDER finance la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans tous les secteurs (axe 4) et plus particulièrement le soutien à l'efficacité énergétique dans le logement et les bâtiments publics (investissement prioritaire n° 4C).

Ainsi, afin de renforcer l'efficacité des mesures dans le domaine de la rénovation thermique, pour ne pas disperser les investissements des fonds européens, un critère géographique a été retenu correspondant aux difficultés rencontrées par les citoyens.

Un vaste plan de rénovation des écoles est prévu dans l'agglomération mulhousienne sur les prochaines années. Il se situe dans les quartiers en zone géographique prioritaire ou de politique de la ville, ainsi qu'à proximité de ces quartiers.

Au niveau de la Dotation de Développement Urbain de l'Etat, l'éligibilité est basée à la fois sur la position géographique de l'équipement par rapport à ce zonage ainsi que sur l'usage ou la destination de l'équipement. Un équipement situé à la limite d'une des zones « politiques de la Ville » mais au service prioritairement des habitants ou usagers de ladite zone peut faire l'objet d'une éligibilité. Cette logique serait transposée dans le cadre de la rénovation thermique du FEDER, se basant à la fois sur la localisation du bâtiment public mais aussi sur la provenance des usagers qui seraient concernés.

Le financement FEDER sera effectif sur la rénovation thermique des bâtiments publics (qu'il s'agisse d'écoles ou d'autres bâtiments publics) sur un critère BBC-compatible en plus du critère géographique. En effet, l'ensemble des rénovations des écoles et autres bâtiments publics ne peut être portée jusqu'à un niveau BBC au vu des coûts engendrés. La position intermédiaire serait de pratiquer une rénovation BBC-compatible, qui permettrait une isolation thermique de qualité tout en laissant la possibilité de travaux ultérieurs qui porteraient la rénovation jusqu'à un niveau BBC.

Ce critère géographique permettra d'améliorer sensiblement les conditions de vie des citoyens situés dans des quartiers prioritaires et ainsi de permettre aux fonds FEDER d'avoir une prise directe sur le quotidien des citoyens des quartiers en difficulté.

3.3 Les mesures retenues au titre du projet

ACTION : Développer l'agglomération mulhousienne en tant que pôle numérique régional

Investissement Prioritaire 2B : Développer des produits et des services TIC, le commerce en ligne, et améliorer la demande de TIC

Objectif spécifique : Promouvoir des projets pilotes renforçant l'économie numérique et visant prioritairement les PME

- **Objectifs de la mesure**

Soutenir la création d'activités dans le domaine de l'économie numérique

Conforter Mulhouse comme pôle numérique régional

- **Projets éligibles**

- 1. Création et développement du projet de cité numérique « KMO »**

- création d'un FabLab orienté vers les services aux PME (« TechLab ») ;
- dispositif d'émergence et de développement de start-up numériques, en lien avec le tissu industriel du territoire et l'usine du futur (ex : appels à projets, accélération...);
- animation globale du site, évènementiels dédiés.

- 2. Création et aménagement d'autres espaces collaboratifs dédiés au numérique sur des thématiques complémentaires**

Espaces de type « co-working », "fab labs" et autres plateformes favorisant les rencontres entre les différentes communautés d'acteurs autour de l'utilisation de données, d'équipements informatiques et de prototypage rapide. Exemple de thématiques : design et numérique, lien intergénérationnel, coworking généraliste, etc.

- 3. Création d'un data center sobre en énergie** permettant une offre de stockage de données publiques issues des principaux opérateurs locaux (UHA, hôpitaux, m2A...) et privés (entreprises).

4. Déploiement de solutions « smart city » sur le territoire de m2A et de la Ville de Mulhouse

- déploiement de solutions sans contact (NFC et Bluetooth Low Energy) ;
- animation des projets « smart city » portés par des acteurs publics et privés sur le territoire (Ville de Mulhouse, associations de commerçants, acteurs du secteur touristique...) avec notamment le financement d'une mission d'une durée de 3 ans pour la mise en œuvre du projet « smart city ».

Thématiques retenues pour la « smart city » :

1. Stationnement et circulation (dématérialisation des autorisations de voirie et de stationnement)
2. Education, jeunesse et formation (Mise en place de projets comme Environnement Numérique de Travail ENT)
3. Participation citoyenne (déclinaison mobile d'Allo proximité)
4. Transition énergétique
5. Mobilité

- **Dépenses éligibles**

Etudes, conseils, prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, mission de contrôle technique, mission de sécurité et de protection de la santé, diagnostics,...), investissements (travaux et équipements), frais de personnel, frais de communication, ...

- **Bénéficiaires**

Entreprises, associations, Chambres consulaires, collectivités territoriales et EPCI, SEM ...

- **Critères de sélection**

Grille d'analyse de projet :

- Cohérence avec la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020
- Effet levier des fonds publics
- Effet levier sur tissu économique local
- Retombées économiques du projet (emploi)
- Intégration dans le réseau local de l'innovation et du numérique
- Dimension innovation du projet en termes d'usage et d'apport des TIC
- Nombre de start-up ou de PME soutenues (partenaires associés)
- Localisation QPPV (non exclusif)

- **Modalités de financement communautaire**

Type d'action	Taux maximum d'aides publiques hors champ des « aides d'Etat »*	Taux FEDER maximum
Etudes, conseil, prestations intellectuelles, frais de personnel, frais de communication, ...	80% 100%	40%
Equipements	80% 100%	40%
Travaux	80% 100%	40%

- **Montant de la mesure**

Montant de l'ITI consacré à cette mesure : 1 000 000€ → 975 054€

- **Aire géographique concernée**

Agglomération mulhousienne

- **Indicateurs de réalisation**

Nombre de nouveaux Fab lab et espaces de co-working dans les territoires couverts par les deux ITI (m2A et CUS)

Valeur cible 2023 : 4

- **Services à consulter**

Service instructeur : Cellule des Financements Extérieurs

Services techniques de référence : Développement économique et attractivité

ACTION : Accompagner la création d'entreprise au sein de l'agglomération mulhousienne

Investissement Prioritaire 3A : Favoriser l'esprit d'entreprise, en particulier en facilitant l'exploitation économique d'idées nouvelles et en stimulant la création de nouvelles entreprises, y compris par le biais des pépinières d'entreprises

Objectif spécifique : Accroître la durée de vie des entreprises en soutenant les créateurs ou repreneurs d'entreprises

- **Objectifs de la mesure**

Créer un contexte favorable à la création d'entreprises

Accompagner les créateurs/repreneurs dans leurs projets

Consolider la post-crétation

- **Projets éligibles**

1. **Soutien au projet global « Quartier DMC » et émergence d'entreprises dans le domaine des industries culturelles et créatives (ICC).**

Exemples :

- pépinière d'entreprises (investissement) : openparc (orienté design) et artisans d'art ;
 - structures d'accompagnement et de mobilisation collective des acteurs ;
 - appels à projets thématiques.
2. **Structuration d'une « maison de la création d'entreprises et de l'ESS »** dans les QPPV : études, investissement et fonctionnement.
 3. Mise en place d'un **écosystème favorable à l'émergence et au développement des start-up**, dans le cadre de la dynamique French Tech Alsace (ex : actions d'animations pour soutenir la création d'entreprises comme hackathon), événementiels innovants dédiés, outils d'accompagnement des start-up...

▪ **Dépenses éligibles**

Etudes, conseils, prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, mission de contrôle technique, mission de sécurité et de protection de la santé, diagnostics,...), investissements (travaux et équipements), frais de personnel, frais de communication, ...

▪ **Bénéficiaires**

Entreprises, associations, Chambres consulaires, collectivités territoriales et EPCI, SEM ...

▪ **Critères de sélection**

Cette mesure concerne la création d'entreprise :

- Cohérence avec la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020
- Effet levier des fonds publics
- Viabilité technique, économique et financière du projet et solidité financière des porteurs
- Effet levier sur tissu économique local
- Retombées économiques du projet (emploi)
- Dimension innovation du projet en termes d'usage et d'apport
- Nombre de start-up ou de PME soutenues (partenaires associés)
- Localisation QPPV (non exclusif)

▪ **Modalités de financement communautaire**

Type d'action	Taux maximum d'aides publiques hors champ des « aides d'Etat »*	Taux FEDER maximum
Etudes, conseil, prestations intellectuelles, frais de personnel, frais de communication, ...	80% 100%	40%
Equipements	80% 100%	40%
Travaux	80% 100%	40%

▪ **Articulation entre fonds européens (si besoin)**

Le FSE soutient la formation et l'accompagnement des créateurs, repreneurs par le biais de formations généralistes, de perfectionnement et des prestations d'accompagnement. Le FSE soutient également la transmission, par des actions de formation et d'accompagnement des cédants et de tutorat.

▪ **Montant de la mesure**

Montant de l'ITI consacré à cette mesure : ~~1 000 000€~~ → **773 154€**

▪ **Aire géographique concernée**

- Agglomération mulhousienne pour les projets 1 et 3 ;
- Quartiers QPPV pour le projet 2.

▪ **Indicateurs de réalisation**

Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégrées. Valeur cible 2023 : ~~729 971~~ → **252 469**.

▪ **Services à consulter**

Service instructeur : Cellule des Financements Extérieurs

Services techniques de référence : Développement économique et attractivité / Action sociale.

ACTION : Soutenir le développement des entreprises au sein de l'agglomération mulhousienne

Investissement Prioritaire 3D : Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

▪ Objectifs de la mesure

Soutenir le développement des entreprises

Conforter les entreprises existantes

▪ Projets éligibles

1. Soutenir les filières en émergence spécifiques au territoire de m2A, en lien avec les actions de droit commun menées par les autres partenaires (ex : composites, plasturgie, logistique, industries culturelles et créatives...);

- développer des actions de promotion collective des entreprises du territoire pour accéder à de nouveaux marchés (ex : présence sur salons thématiques);
- cofinancement de prestations d'accompagnement des PME (accompagnement stratégique et marketing, accès aux financements publics et privés).

2. Soutien aux projets d'immobilier d'entreprises (village d'activités, hôtels d'entreprises) thématiques (ex : artisanat, ESS, entreprises adaptées...).

Mise en œuvre notamment du Carré des Technopôles pour héberger des start-up technologiques et leur fournir des espaces de formation et de travail collaboratif.

3. Soutien aux projets de l'économie sociale et solidaire :

- projets communs et mise en relation des PME et acteurs locaux de l'ESS et diffusion de nouveaux modes de consommation et de production,
- projet entrepreneuriaux relevant de l'ESS (ex : circuits courts, transformation d'aliments) et notamment l'adaptation des locaux et des équipements des structures de l'ESS en développement.

4. Soutien aux projets pouvant contribuer au rayonnement de l'agglomération, à la promotion collective du territoire et à l'attractivité commerciale :

- projets entrepreneuriaux contribuant à la promotion collective du territoire et à l'attractivité commerciale (exemple : projet du Parc des Expositions) ;
- projets publics contribuant à la promotion collective du territoire et au rayonnement de l'agglomération.

Dépenses éligibles

Etudes, conseils, prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, mission de contrôle technique, mission de sécurité et de protection de la santé, diagnostics,...), investissements (travaux, véhicules et équipements), frais de personnel, frais de communication, ...

Bénéficiaires

Entreprises, associations, Chambres consulaires, collectivités territoriales et EPCI, SEM, Offices publics d'HLM ...

Critères de sélection

Cette mesure concerne le développement d'entreprise.

- Cohérence avec la stratégie Mulhouse Alsace Eco 2020
- Effet levier des fonds publics
- Effet levier sur tissu économique local
- Retombées économiques du projet (emploi)
- Dimension innovation du projet en termes d'usage et d'apport
- Nombre de start-up ou de PME soutenues (partenaires associés)
- Localisation QPPV (non exclusif).

▪ **Modalités de financement communautaire**

Type d'action	Taux maximum d'aides publiques hors champ des « aides d'Etat »*	Taux FEDER maximum
Etudes, conseil, prestations intellectuelles, frais de personnel, frais de communication, ...	80% 100%	40%
Equipements	80% 100%	40%
Véhicules	100%	40%
Travaux	80% 100%	40%

▪ **Articulation entre fonds européens (si besoin)**

Le FSE soutient la formation et l'accompagnement des créateurs, repreneurs par le biais de formations généralistes, de perfectionnement et des prestations d'accompagnement. Le FSE soutient également la transmission, par des actions de formation et d'accompagnement des cédants et de tutorat.

▪ **Montant de la mesure**

Montant de l'ITI consacré à cette mesure : ~~1 250 000€~~ → 3 467 292€

▪ **Aire géographique concernée**

Agglomération mulhousienne

▪ **Indicateurs de réalisation**

Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégrées. Valeur cible 2023 : ~~729 971~~ → 252 469.

▪ **Services à consulter**

Service instructeur : Cellule des Financements Extérieurs

Services techniques de référence : Développement Economique / Action Sociale

ACTION : Soutenir la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables au sein de l'agglomération mulhousienne

Investissement Prioritaire 4A : Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables

Objectif Spécifique : Augmenter la production d'énergie issue de sources renouvelables en privilégiant les filières émergentes et en soutenant les projets innovants

▪ **Objectifs de la mesure**

Soutenir la production d'énergies renouvelables ainsi que les projets innovants à travers les orientations retenues par m2A dans sa politique de transition énergétique notamment dans le cadre de l'appel à projet territoire à énergie positive pour la croissance verte

Favoriser le mix énergétique

▪ **Projets éligibles**

1. Développement, maillage et interconnexion des réseaux de chaleur alimentés par les différentes sources d'énergies renouvelables. Les réseaux de chaleur doivent être issus du zonage géographique défini dans l'étude des réseaux de chaleur de m2A.

2. Expérimentation d'un modèle coopératif de production d'énergies renouvelables.

▪ **Dépenses éligibles**

Etudes, conseils, prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, mission de contrôle technique, mission de sécurité et de protection de la santé, diagnostics,...), investissements (travaux et équipements), ...

▪ **Bénéficiaires**

Entreprises, associations, Chambres consulaires, collectivités territoriales, EPCI, SEM ...

▪ **Critères de sélection**

- Conformité et cohérence avec le schéma directeur des réseaux de chaleur
- Projet identifié comme prioritaire dans le schéma directeur
- Respect des objectifs du Plan Climat Territorial

▪ **Modalités de financement communautaire**

Type d'action	Taux maximum d'aides publiques hors champ des « aides d'Etat »*	Taux FEDER maximum
Etudes, conseil, prestations intellectuelles, ...	80% 100%	40%
Equipements	80% 100%	40%
Travaux	80% 100%	40%

▪ **Montant de la mesure**

Montant de l'ITI consacré à cette mesure : ~~600 000€~~ → 22 392€

▪ **Aire géographique concernée**

- Zonage géographique issu de l'étude schéma directeur pour projet n°1 ;
- Agglomération mulhousienne pour projet n°2.

▪ **Indicateurs de réalisation**

Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégrées. Valeur cible 2023 : 252 469.

▪ **Services à consulter**

Service instructeur : Cellule des Financements Extérieurs

Services techniques de référence : Pôle énergie et réseaux de chaleur

ACTION : Soutenir la rénovation thermique et l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics de l'agglomération mulhousienne

Investissement Prioritaire 4C : Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement

Objectif Spécifique : Diminuer la consommation d'énergie dans le logement et les bâtiments publics

▪ **Objectifs de la mesure**

Soutenir l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics

Favoriser la diminution de la consommation d'énergies

▪ **Projets éligibles**

1. Rénovation thermique des bâtiments publics et notamment des équipements scolaires au niveau BBC ou BBC compatible dans les quartiers éligibles au titre de la politique de la Ville et /ou relevant de la DDU (dotation de développement urbain) ou de la nouvelle DPV (Dotation Politique de la Ville).

2. Modélisation numérique des bâtiments pour un meilleur pilotage énergétique (« maquette numérique ») avec expérimentation sur des bâtiments publics ou emblématiques.

3. Expérimentation et généralisation des systèmes de pilotage intelligent des consommations dans les bâtiments publics.

▪ **Dépenses éligibles**

Etudes, conseils, prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, mission de contrôle technique, mission de sécurité et de protection de la santé, diagnostics,...), investissements (travaux et équipements), ...

▪ **Bénéficiaires**

Collectivités territoriales, EPCI, SEM, associations.

▪ **Critères de sélection**

- Localisation QPPV et/ou DDU et/ou DPV (rénovation exclusivement)
- Respect des critères techniques de rénovation basse consommation respectés
- Respect des objectifs du Plan Climat Territorial

▪ **Modalités de financement communautaire**

Type d'action	Taux maximum d'aides publiques hors champ des « aides d'Etat »*	Taux FEDER maximum
Etudes, conseil, prestations intellectuelles, ...	80% 100%	40%
Equipements	80% 100%	40 %
Travaux	80% 100%	40 %

▪ **Montant de la mesure**

Montant de l'ITI consacré à cette mesure : 3 150 000€ → 1 762 108€

▪ **Aire géographique concernée**

- Zonage politique de la ville et / ou relevant de la DDU (Dotation de Développement Urbain) ou de la nouvelle DPV (Dotation Politique de la Ville) pour le projet n°1 ;
- Agglomération mulhousienne pour le projet n°2 et n°3.

▪ **Indicateurs de réalisation**

Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégrées. Valeur cible 2023 : 252 469.

- **Services à consulter**

Service instructeur : Cellule des Financements Extérieurs

Services techniques de référence : Architecture / Scolaire

4. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

4.1 La mise en œuvre opérationnelle

La maîtrise d'ouvrage et la conduite des opérations mises en œuvre dans le cadre de l'ITI seront assurées par les institutions et/ou organismes selon leurs domaines de compétences ou attributions respectives. Il pourra s'agir de m2A, de ses communes membres, de CITIVIA ou d'autres opérateurs.

Ces structures mobiliseront leurs propres équipes opérationnelles afin de mettre en œuvre les actions dont elles ont la responsabilité.

L'animation générale du projet sera assurée par m2A, qui se chargera :

- **de l'information et de la communication à tous porteurs de projets concernés,**
- **d'apporter son appui pour le montage des dossiers.**

Par ailleurs, les équipes d'animation, les outils de concertations, et les formules d'associations des habitants des dispositifs existants seront également mobilisés.

4.2 Le processus de sélection des actions

Il est proposé de constituer un Comité de Suivi Technique, composé de collaborateurs de m2A et de la Région Alsace :

- **pour m2A : représentants de la cellule financements extérieurs de m2A et des services concernés de la collectivité ;**
- **pour la Région Alsace : représentants du service des politiques régionales et européennes.**

Ce Comité Technique donnera son avis sur l'éligibilité des opérations, et réunira les Directions techniques concernées ainsi que le Service des Finances sur une base trimestrielle lors du lancement de l'ITI. Ensuite, il se réunirait une à deux fois par an pour analyser le fonctionnement de l'ITI et le niveau de consommation des crédits.

Le Bureau de m2A, constitué d'élus des communes membres, est l'instance décisionnelle qui arbitrera les choix stratégiques liés à l'exécution du projet.

A cette fin, le Bureau sera régulièrement destinataire d'une information sur l'état d'avancement de l'ITI et sur les actions émergentes. Il reviendra également au Bureau de prendre les décisions relatives à l'intégration des opérations dans l'ITI et à leur financement par les fonds européens FEDER.

Le circuit du processus décisionnel des opérations qui seront financées se schématise comme suit :

<p>❶ Maître d’Ouvrage</p>	<p>⇒ Dépose auprès du Président de m2A une demande de cofinancement lorsqu’une action éligible à l’ITI émerge</p>
<p>❷ Cellule financements extérieurs de m2A</p>	<p>⇒ Délivre un accusé de réception au porteur de projet ⇒ Vérifie l’éligibilité de l’opération au vu d’un pré-dossier déposé par le porteur de projet et consulte le Comité de Suivi technique</p>
<p>❸ Comité de Suivi Technique</p>	<p>⇒ Donne un avis sur l’éligibilité et l’intégration de l’action dans l’ITI</p>
<p>❹ Bureau de m2A</p>	<p>⇒ Décide de l’inscription de l’opération dans l’ITI et de son cofinancement par les fonds européens FEDER ⇒ Reçoit une information régulière sur l’état d’avancement des dossiers de subvention</p>
<p>❺ Cellule financements extérieurs de m2A</p>	<p>⇒ Apporte son appui pour le montage du dossier de subvention</p>
<p>❻ Service instructeur de la Région</p>	<p>⇒ Instruit le dossier complet de demande de subvention</p>
<p>❼ Comité Régional de Programmation</p>	<p>⇒ Décide de l’attribution de la subvention</p>
<p>❽ Maître d’Ouvrage</p>	<p>⇒ Reçoit la notification émise par la Région</p>
<p>❾ Cellule financements extérieurs de m2A</p>	<p>⇒ Assure le suivi de l’exécution et du financement de l’opération en lien avec le maître d’ouvrage et les services de la Région</p>

4.3 La gestion administrative et financière

M2A a choisi de ne pas opter pour l'octroi d'une subvention globale.

La gestion administrative et financière du projet sera confiée à la « cellule Financements extérieurs » du service des Finances de m2A.

Dans le cadre de ses missions principales, ladite cellule participe à l'élaboration des plans de financement des projets d'investissements de m2A et de la Ville de Mulhouse. Elle participe également au montage des dossiers de demandes de subventions auprès des principaux cofinanceurs (Etat, Région, Département, etc.) et assure la gestion et le suivi financier des subventions attribuées.

Elle se compose d'une équipe de deux personnes :

- M. Cédric JUAREZ, attaché territorial.
- Mme Nicole BRUCHLEN, attaché territorial.

Au titre du projet de l'ITI, la « cellule Financements extérieurs » assurera les tâches suivantes :

- ↳ Préparation de tous documents inhérents à l'émission des avis et à l'information du Comité de Suivi Technique, à l'information du Bureau de m2A pour ses décisions.
- ↳ Emission des accusés de réception des demandes de subventions.
- ↳ Aide au montage : vérification du caractère complet des dossiers, vérification du respect des réglementations en cours (notamment en termes de taux d'aides publiques).
- ↳ Dépôt des dossiers de demande de subvention au service instructeur de la Région pour inscription au Comité Régional de Programmation.
- ↳ Information des maîtres d'ouvrages sur les suites données.
- ↳ Assurer l'interface entre la Région et les maîtres d'ouvrage.
- ↳ Saisie des données des actions programmées dans le logiciel SYNERGIE.

- ↳ Suivi des dossiers en lien avec :
 - les membres de l'équipe projet initialement constituée pour l'élaboration de la candidature, qui est pérennisée,
 - les services maîtres d'ouvrage des actions,
 - les services instructeurs de la Région.
- ↳ Suivi général du projet (mise en œuvre, prospective et évaluation).

Le circuit organisationnel de la phase de paiement des subventions pourra s'établir comme suit :

① Maître d'Ouvrage	⇒ Sollicite les acomptes et soldes de subventions auprès de la cellule financements extérieurs de m2A et transmet à cet effet toutes pièces justificatives nécessaires (état récapitulatif des dépenses, factures, compte-rendu d'exécution, preuve de publicité des cofinancements, etc.)
② Service instructeur de la Région	⇒ Vérifie les demandes d'acomptes et de soldes de subventions ⇒ Pré-certifie les justificatifs et procède aux démarches nécessaires aux versements des subventions. ⇒ Informe la cellule financements extérieurs de m2A du versement des subventions.
③ Cellule financements extérieurs de m2A	⇒ Informe le maître d'ouvrage du versement de la subvention.

4.4 La communication sur les cofinancements européens

Le plan de communication de l'Autorité de Gestion pour le PO 2014-2020 n'étant pas connu à la date d'élaboration du projet de l'ITI, il est entendu que m2A veillera au respect des règles de publicité actuellement en vigueur et appliquera celles à venir dès qu'elles seront diffusées.

M2A confirme qu'elle s'attachera à ce que la communication faite sur les financements communautaires soit conforme aux nouvelles obligations.

5. L'ÉVALUATION DU PROJET

5.1 L'évaluation quantitative du projet

Le suivi physique et financier du projet sera assuré en continu par la « cellule financements extérieurs » au moyen d'un tableau de bord intégrant des indicateurs tels que la mobilisation des financements ou le planning de réalisation des opérations.

Ce tableau comportera également un volet prévisionnel portant sur la programmation future.

En cours de projet, des réorientations pourront être envisagées et, à cette fin, il est prévu une fongibilité des dotations affectées aux mesures : elles pourront faire l'objet de réaffectation après sollicitation écrite de la Région et avis du Comité Régional de Programmation.

5.2 L'évaluation qualitative du projet

Le projet ITI fera l'objet de deux évaluations qualitatives :

- Une à mi-parcours, afin de réorienter ses actions s'il y a lieu.
- Une en fin de programme, afin de juger de son impact global.

Les indicateurs du programme opérationnel du FEDER :

Les indicateurs retenus pour les différents types d'actions du programme opérationnel du FEDER permettront de procéder à une première analyse sur l'impact des dispositifs mis en œuvre.

6. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

6.1 Les financements privés

L'ensemble des actions recensées à la date d'élaboration du projet de l'ITI sont d'initiative publique. Les collectivités territoriales (m2A ou communes membres) en sont les maîtres d'ouvrage. Par conséquent, aucun financement privé n'a pu être identifié à la date d'élaboration du projet, même si les entreprises et associations sont identifiées comme bénéficiaires potentiels de l'objectif thématique 2.

Cette absence de financement privé au projet initial n'exclut pas leur intégration ultérieure au projet m2A si une action d'initiative privée vient à se manifester.

6.2 Les contreparties publiques

Les contributions nationales évoquées à la maquette financière prévisionnelle se composent de deux parties.

La première partie est constituée des subventions que les principaux partenaires financiers de m2A et de ses communes sont susceptibles d'allouer : la Région et le Département seront sollicités pour le cofinancement d'actions éligibles à leurs dispositifs d'aides ; l'Etat, et principalement ses Agences que sont l'ADEME et l'ANRU, peuvent intervenir pour des financements de projets relevant de leurs domaines de compétences respectifs ; enfin d'autres entités publiques, telle que la CAF par exemple, sont également à même d'être sollicitées.

La seconde partie des contributions nationales est constituée de l'autofinancement assuré par les collectivités maître d'ouvrage des actions.

6.3 Maquette financière prévisionnelle

Intitulé de l'objectif thématique	Part de la mesure dans le plan de financement		Coût total (provisoire)		Dépenses publiques					Dépenses privées	
	% contrib. FEDER	Montant éligible en euro	%	FEDER total	Financiers	Contributions nationales		Montant en euros	%	Montant en euros	%
						Autofinancement public	Fonds publics (hors FEDER)				
<u>OT 2:</u> Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité	13,93 %	4,88 M€	15,26 %	0,98 M€	Autofinancement public	0 M€	0 M€	0 M€	0 %	3,90 M€	80 %
<u>OT 3:</u> Soutenir la compétitivité des PME	60,57 %	22,40 M€	70,15 %	4,24 M€	Autofinancement public	0,12 M€	0 M€	0,12 M€	1 %	11,86 M€	52,94 %
<u>OT 4:</u> Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone	14,59 %	4,66 M€	14,59 %	1,78 M€	Fonds publics (hors FEDER)	6,19 M€	0 M€	6,19 M€	28 %	0 M€	0 %
TOTAL		31,94 M€	100 %	7 M€				9,19 M€	22 %	15,76 M€	49%



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

45 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau d'"Autoriser la signature des conventions de mise à disposition des agents de la Communauté d'Agglomération prises en vertu de la loi n°84-53 et du décret d'application n°2008-580 du 18 juin 2008 ainsi que de leurs avenants".

**MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DE MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION AU PROFIT DE LA COMMUNE DE STAFFELFELDEN
(322/4.1.4/313B)**

Par délibération du 29 février 2008, le Conseil d'Agglomération de m2A a approuvé la reprise en gestion directe des activités périscolaires jusqu'alors assurées par la Commune de Staffelfelden.

Les activités extra-scolaires demeurent quant à elles gérées par la commune de Staffelfelden.

Les activités extra-scolaires s'entendent comme les activités proposées aux enfants pour assurer leur bien-être et épanouissement en dehors du temps scolaire et familial, soit les mercredis et pendant les vacances scolaires.

Ces activités sont dès lors considérées comme des missions de service public.

Dans ce cadre, Mulhouse Alsace Agglomération met à disposition de la Commune de Staffelfelden, un agent pour assurer le fonctionnement des activités extra-scolaires, conformément à l'article 61-1 alinéa 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

A ce titre, il est proposé d'établir une convention entre m2A et la Commune de Staffelfelden prévoyant les modalités administratives et financières de la mise à disposition de cet agent pour une durée de trois ans maximum.

En cas de modification non substantielle, cette convention pourra être amendée par voie d'avenant pendant cette période de trois ans.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement des traitements et de leurs accessoires versés à l'agent concerné ainsi que les charges sociales afférentes.

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve ces propositions,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

P.J : convention

Ne prend pas part au vote (1) : Thierry BELLONI.

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

**DIRECTION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE,
ATTRACTIVITE ET RESSOURCES HUMAINES,**
Pôle Ressources Humaines
322 - JK

**CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION
D'UN AGENT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION AU PROFIT DE LA
COMMUNE DE STAFFELFELDEN**

Entre,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président Monsieur Fabian JORDAN d'une part,

Et

La Commune de Staffelfelden, représentée par son Maire, Monsieur Thierry BELLONI, d'autre part,

- Vu les articles 61 à 63 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- Vu la délibération du bureau de Mulhouse Alsace Agglomération n°322/4.1.4/313B en date du 10 mai 2021 relative à la mise à disposition d'un agent de Mulhouse Alsace Agglomération auprès de la Commune de Staffelfelden,
- Vu l'avis de la CAP compétente,
- Vu l'accord de l'intéressé quant à cette mise à disposition,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités administratives et financières de la mise à disposition au profit de la Commune de Staffelfelden d'un agent de m2A pour assurer les fonctions d'Animateur territorial.

Article 2 : Modalités de la mise à disposition

Est concerné par la présente convention un poste à temps non complet.
L'agent exercera sous l'autorité du Président de m2A les fonctions de responsable de site périscolaire à raison de 80% du temps de travail de l'intéressé.
Les 20% restant seront exercés au profit de la commune de Staffelfelden.
La mise à disposition prendra effet à partir du 25 août 2021 et fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 3 : Situation administrative et conditions de travail

- Pendant la durée de la mise à disposition, la situation statutaire de l'agent sera gérée par m2A.
- L'organisation du travail, le calendrier hebdomadaire et saisonnier des activités de l'intéressé sont établis en concertation par la Commune de Staffelfelden (en lien avec l'association La Margelle 17, rue de l'Eau Qui Court à Staffelfelden) et m2A.
- Les congés annuels seront définis d'un commun accord entre la Commune de Staffelfelden (en lien avec l'Association La Margelle) et m2A afin de tenir compte des impératifs pendant les congés scolaires liés à l'activité de la Commune.
- L'intéressé est placé sous la responsabilité hiérarchique du Maire de la Commune de Staffelfelden.
- Le travail réalisé est placé sous la responsabilité de l'Association La Margelle, structure qui porte juridiquement les animations socioculturelles (CLSH, activités, animation jeunesse...) pour la Commune.
- L'agent bénéficiera des droits et avantages, présents et à venir, conférés aux agents de m2A (conditions de travail, congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absences, protection sociale, formation...).
- L'autorité territoriale d'origine exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par la Commune de Staffelfelden.
- Une évaluation des activités de l'agent sera faite annuellement ; un rapport sur la manière de servir de l'intéressé sera établi par le Maire de la Commune de Staffelfelden en lien avec l'Association La Margelle et transmis au Président de m2A pour l'entretien professionnel.

Article 4 : Le traitement et les frais professionnels

Pendant toute la durée de la mise à disposition, m2A assure le versement du traitement et de ses accessoires à l'agent concerné. La Commune de Staffelfelden ne versera à cet agent aucun complément de rémunération.

En contrepartie de la mise à disposition, la Commune de Staffelfelden s'engage à rembourser annuellement à m2A, au prorata de la mise à disposition de l'intéressé (20% du temps de travail) et sur présentation d'un mémoire, les rémunérations et les primes versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes. De même, la Commune de Staffelfelden, remboursera sur justificatif à la m2A, les différents frais (formation, déplacement) engagés par l'agent dans le cadre de ses activités d'animateur territorial auprès de la Commune de Staffelfelden.

Les frais de déplacement et les frais de formation éventuellement engagés par l'agent mis à disposition seront pris en charge par m2A.

Article 5 : Durée de la mise à disposition

La mise à disposition de l'agent est établie à titre individuel pour une durée de trois ans, du 25 août 2021 au 24 août 2024. Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Au cours de cette période, l'agent pourra néanmoins solliciter une affectation dans un service de m2A ; celle-ci ne deviendra effective qu'à l'occasion d'une vacance de poste d'un niveau équivalent.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, du 25 août 2021 au 24 août 2024.

Elle est renouvelable expressément par période de trois ans maximum.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure
- d'un commun accord entre les parties
- par dénonciation, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Article 8 : Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en triple exemplaire, à Mulhouse le 24 mars 2021

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le 1^{er} Vice-Président,

Pour la Commune de Staffelfelden
Le Maire,

Jean-Luc SCHILDKNECHT

Thierry BELLONI



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

47 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions :

« Approuver les plans de financement d'opérations ou de projets dont la Communauté d'Agglomération est maître d'ouvrage ou partenaire et solliciter les subventions ou autres financements possibles »

« Conclure tous types de conventions préalables à la réalisation de travaux : passage en terrain privé ou public, mise à disposition de terrain, contrôle technique, coordination sécurité prévention santé, étude générale, délégation ou assistance à maîtrise d'ouvrage et conduites d'opération, co-maitrise d'ouvrage »

CREATION DE LOCAUX PERISCOLAIRES A FLAXLANDEN – VALIDATION DU PROJET ET MISE A JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT ET DE LA CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE (231/1.3.2/319B)

Par la délibération n°455 du bureau en date du 11 juin 2018, m2A a approuvé la mise en place d'une convention de co-maitrise d'ouvrage pour la création de locaux périscolaire à Flaxlanden.

Pour mémoire, ces nouveaux locaux périscolaires, attendant à l'école, se situeront au rez de chaussée d'un bâtiment qui comprendra une bibliothèque au 1^{er} étage et des locaux associatifs au 2^{ème} étage.

Les locaux périscolaires, d'environ 250 m², permettront d'accueillir 50 enfants et seront composés de deux espaces d'activité, d'une salle de restauration, d'un office équipé et d'un bureau pour le responsable du site.

Les mobiliers et rangements des salles d'activité, des vestiaires et du bureau, ainsi que l'équipement en tables et chaises de la salle de restauration sont intégrés au projet.

Par ailleurs, la bibliothèque à l'étage pourra être utilisée par les enfants du périscolaire durant les temps d'accueil.

Le montant prévisionnel de l'opération avait été fixé à 1 459 040 € HT, soit 1 750 848 € TTC, pour un coût de travaux de 1 225 054 € HT soit 1 470 065 € TTC.

La participation financière de m2A avait alors été établie à 600 000 € HT au titre de sa compétence périscolaire.

Après études, le montant prévisionnel du projet a été revu à la hausse, à hauteur de 2 029 395 € HT, soit 2 453 649 € TTC.

Cette évolution du montant prévisionnel du projet s'explique par :

- Evolution des surfaces du bâtiment suite aux demandes de l'architecte des bâtiments de France (ABF)
- Obligation de mise en œuvre d'un toit double pente afin de répondre aux demandes de l'ABF
- Révision des locaux périscolaires (cloisons, rangement, mobiliers)

Dans ce cadre, la participation de m2A est revue à la hausse à hauteur de 750 000 € HT. Par ailleurs, la présente convention de co-maitrise d'ouvrage se substitue à la convention initiale datée de janvier 2019.

Le plan de financement de l'opération mis à jour est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		m2A		Commune		Subventions Prévisionnelles (sous réserve d'attributions) € HT
	€ HT	€ TTC	€ HT	%	€ HT	%	
Projet Flaxlanden	2 029 395 HT	2 453 649 € TTC	750 000 € HT	37	1 279 395 € HT	63	CAF : 180 000 € HT (sur la part périscolaire) Département : 300 000 € HT Région : 75 000 € HT Etat : 291 806 € HT

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2021.

Article 2041412-fonction 251

Service gestionnaire et utilisateur 231

Ligne de crédit n°23923

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve le projet et son financement,
- autorise le Président ou son représentant à signer la convention de co-maitrise d'ouvrage mise à jour.

Pièce jointe : projet de convention de co-maitrise d'ouvrage

Ne prend pas part au vote (1) : Francine AGUDO-PEREZ.

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN



MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

2^{ème} Pôle

231 – Service Périscolaire
SG –n°319B PJ

**CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE
PERISCOLAIRE FLAXLANDEN**

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), représentée par Josiane MEHLEN, Vice-Présidente déléguée au Périscolaire et à la Petite Enfance, dûment habilitée par délibération du Bureau du 10 mai 2021
Ci-après dénommée « m2A »

d'une part,

et

La Commune de Flaxlanden représentée par Francine AGUDO-PEREZ en sa qualité de maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Ci-après dénommée « La Commune »

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Afin d'améliorer les conditions d'accueil au sein du périscolaire, la commune de Flaxlanden et m2A souhaitent créer de nouveaux locaux périscolaires pour les enfants de Flaxlanden.

Conformément à ses statuts, Mulhouse Alsace Agglomération est compétente pour réaliser et gérer les équipements périscolaires.

Toutefois, la commune étant propriétaire du terrain et du futur bâtiment, en partie destinés à cet accueil périscolaire, les parties ont décidé de conclure une convention de co-maitrise d'ouvrage, en application de l'article L2422-12 du code

de la commande publique. Cette dernière a pour objet de désigner le maître d'ouvrage de l'ensemble de l'opération et de transférer la maîtrise de l'ouvrage de l'opération à la commune de Flaxlanden, dans les conditions fixées par la présente convention.

ARTICLE 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier à la commune de Flaxlanden la maîtrise d'ouvrage de l'opération relative à la construction d'un bâtiment destiné à accueillir les nouveaux locaux périscolaires.

Pour mémoire, elle se substitue à la convention initiale datée de janvier 2019.

Ainsi, la présente convention définit :

- la nature et des conditions de réalisation des aménagements sur lesquels portera l'opération,
- les attributions des parties en matière de maîtrises d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre,
- les modalités de financement de l'opération,
- la remise de l'ouvrage en fin d'opération
- la gestion ultérieure des aménagements réalisés.

ARTICLE 2- PROGRAMME ET SUIVI DE L'OPERATION

L'opération consiste en la création d'un bâtiment adossé à l'école, comprenant des locaux périscolaires au rez de chaussée, une bibliothèque au premier étage et des locaux associatifs au deuxième étage.

Ces locaux périscolaires, d'environ 250 m², permettront d'accueillir 50 enfants et seront composés de deux espaces d'activité, d'une salle de restauration, d'un office équipé et d'un bureau pour le responsable du site.

Les mobiliers et rangements des salles d'activité, des vestiaires et du bureau, ainsi que l'équipement en tables et chaises de la salle de restauration sont intégrés au projet.

Par ailleurs, la bibliothèque à l'étage pourra être utilisée par les enfants du périscolaire durant les temps d'accueil.

En cas de nécessaire décision pouvant entraîner le non-respect du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage en informera au préalable m2A. De même le maître d'ouvrage désigné alertera m2A au cours de sa mission sur la nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions qui lui apparaîtraient nécessaires, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient modifier le programme de l'opération ainsi que les prévisions financières faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière pourrait être proposée à m2A notamment aux stades suivants :

- approbation des avant-projets
- signature des marchés après consultation
- les avenants éventuels aux marchés

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

La commune de Flaxlanden assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération en application de l'article L2422-12 du Code de la commande publique, relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage, dans sa version en vigueur à la signature de la présente. Elle réalise, sous sa responsabilité, les missions relevant du maître d'ouvrage et notamment celles décrites ci-après :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,
- élaboration des études,
- désignation de la maîtrise d'œuvre selon les procédures requises, le cas échéant,
- validation ou le cas échéant établissement des avant-projets qui devront être approuvés par chacune des parties pour les ouvrages relevant de leur compétence (l'élu ayant délégation de la compétence périscolaire et les représentants des services concernés de m2A seront associés aux phases APS/APD du projet),
- lancement des consultations requises à la dévolution des marchés de travaux, attribution par la commission d'appel d'offres compétente de la commune le cas échéant, signature, notification et gestion des marchés de travaux et de toute pièce contractuelle nécessaire à la réalisation de l'opération objet de la présente convention,
- conclusion de tous marchés de prestations intellectuelles et de services nécessaires à la réalisation des ouvrages,
- versement de la rémunération des entreprises,
- suivi du maître d'œuvre assurant la direction, le contrôle et la réception des travaux,
- gestion des garanties de parfait achèvement et décennale des ouvrages objet de l'opération,
- gestion administrative, financière et comptable de l'opération, y compris le dépôt du permis de construire,
- actions en justice.

En cas de modification substantielle du projet, la commune de Flaxlanden s'engage à soumettre ces modifications à l'accord préalable de m2A.

En cas d'avis défavorable, les parties se réuniront afin de parvenir à un accord.

M2A sera tenue informée par la commune de Flaxlanden du déroulement des travaux. A ce titre, la commune de Flaxlanden lui communique l'ensemble des compte-rendus de chantier. Les représentants de m2A pourront suivre les chantiers, y accéder à tout moment, et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Commune et non directement aux intervenants quels qu'ils soient.

ARTICLE 4 – DROIT DES PARTIES SUR LES LOCAUX PERISCOLAIRES

La Commune de Flaxlanden sera propriétaire de l'ensemble de l'ouvrage objet de l'opération.

A l'issue de la réalisation des ouvrages, les locaux nécessaires aux activités périscolaires seront mis à disposition de m2A afin d'assurer ces activités relevant de la compétence. Ainsi, m2A est titulaire d'un droit d'usage sur ces espaces qui lui seront mis à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Coût prévisionnel de l'opération

L'enveloppe financière de l'opération globale prévisionnelle est de 2 029 395 € HT, soit 2 453 649 € TTC.

Cette enveloppe comprend notamment :

- Les études techniques
- Le coût des travaux de construction et d'aménagement de l'ouvrage incluant notamment toutes les sommes dues au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux, fournitures et prestations intellectuelles
- Les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération
- Le coût des assurances-construction, et toutes les polices donc le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité de la commune
- Les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que la commune aurait supportées et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

Par ailleurs, l'aménagement en équipements et mobiliers des locaux périscolaires sera également intégré à l'opération, comme évoqué ci-dessus.

5.2 Financement de l'opération

La Commune en qualité de Maître d'ouvrage désigné assure le règlement des marchés conclus pour la construction des locaux destinés à l'accueil des activités périscolaires.

M2A versera à la commune une somme s'élevant à 750 000 € HT, correspondant à la part de l'opération comprenant les travaux liés aux locaux périscolaires.

La participation de m2A pourra être réajustée en fonction des dépenses réellement engagées.

Subventions

La réalisation de ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention de la CAF. m2A se chargera de formuler une unique demande de subvention auprès de la CAF et en percevra l'intégralité.

Par ailleurs, ce projet est également susceptible de bénéficier d'un financement par le Département, la Région Grand Est et par l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), voire au titre de la Dotation d'Equipements des Territoires ruraux (DETR) pour les communes concernées. L'éligibilité et les montants pouvant être obtenus n'étant pas consolidés, le plan de financement de l'opération présenté ci-dessous constitue une estimation indicative.

La commune se chargera de formuler une unique demande de subvention pour le Département, la Région et l'Etat avec l'appui de m2A.

Le plan de financement de l'opération mis à jour est le suivant :

	Montants Prévisionnels de l'opération		m2A		Commune		Subventions Prévisionnelles (sous réserve d'attributions)
	€ HT	€ TTC	€ HT	%	€ HT	%	€ HT
Projet Flaxlanden	2 029 395 HT	2 453 649 € TTC	750 000 € HT	37	1 279 395 € HT	63	CAF : 180 000 € HT (sur la part périscolaire) Département : 300 000 € HT Région : 75 000 € HT Etat : 291 806 € HT

5.3 Modalités de versement

Les versements de m2A à la Commune de Flaxlanden seront effectués, conformément aux règles de la comptabilité publique, sur demande écrite de la Commune, en fonction de l'avancement des travaux selon l'échéancier suivant :

- un premier versement de 50 % à la notification des marchés de travaux,
- un second versement de 30 %, à la réception de l'ouvrage,
- le solde lors de l'établissement du décompte de l'opération, lequel tenant compte du réajustement lié au coût réel des travaux relatif à la création des locaux

La Commune assortira sa demande en vue du versement du solde d'un état des comptes de l'opération dûment certifié.

Le comptable assignataire pour la dépense est le Trésorier Principal de Mulhouse Alsace Agglomération.

La Commune préfinance la totalité de la TVA et récupère seule cette dernière par le biais du fonds de compensation de la TVA (FCTVA).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE

La Commune de Flaxlanden est seule responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation de l'opération.
Elle garantit m2A de tout recours lié à cette réalisation.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

La Commune de Flaxlanden fera mention du financement de m2A sur le chantier et dans toute présentation qui pourra être faite de l'opération.

ARTICLE 8 - REMISE DES OUVRAGES ET EXPLOITATION

A la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage, ce dernier fera l'objet d'une réception et sera propriété du Maître d'ouvrage désigné :

- la réception des ouvrages permet la mise à disposition à m2A des ouvrages réalisés. Un état des lieux sera établi et signé contradictoirement,
- à la fin de l'opération, la Commune de Flaxlanden remettra à m2A et à la commune un bilan général avec notamment les décomptes généraux des marchés visés exacts par son comptable, ainsi que le dossier des ouvrages exécutés,
- m2A peuvent solliciter à tout moment les justificatifs pour effectuer les contrôles administratifs et techniques qu'elle estime nécessaire au suivi de la réalisation de l'opération,
- en ce qui concerne l'achèvement de la mission du maître d'ouvrage désigné :
 - . la mission de la Commune de Flaxlanden prend fin par le *quitus* délivré par m2A ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées ci-dessous,
 - . le *quitus* sera délivré à la demande de la Commune de Flaxlanden après l'exécution complète de ses missions et notamment la réception de l'ouvrage, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, et après expiration des délais de garantie contractuels,
 - . m2A doit notifier sa décision à la Commune de Flaxlanden dans le délai de trente jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le *quitus* sera réputé délivré.

Si à la date du *quitus*, il subsiste des litiges entre la Commune de Flaxlanden et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la commune est tenue de remettre à m2A pour les travaux relevant de sa maîtrise d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour qu'elle puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

En ce qui concerne les charges liées à l'exploitation de l'ouvrage, la Commune de Flaxlanden en assure le préfinancement. Une convention conclue ultérieurement entre la commune et m2A fixera les modalités de remboursement des charges liées au fonctionnement de l'accueil périscolaire par m2A à la commune.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin à l'issue des missions réalisées par la Commune de Flaxlanden dans le cadre de la présente convention soit :

- à l'expiration du délai de parfait achèvement,
- à la conclusion des litiges éventuels.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, cette partie peut être mise en demeure par l'autre partie d'exécuter l'obligation en cause par un courrier dûment notifié.

A défaut d'exécution de cette obligation dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier, les parties devront se concerter pour tenter de trouver une solution amiable mutuellement acceptable pour achever tout ou partie des travaux prévus dans le cadre de la présente convention. A défaut d'une telle solution sous un délai de deux mois après réception de la mise en demeure initiale, la présente convention sera résiliée de plein droit.

En cas de résiliation en cours de travaux dans les conditions définies par le présent article, le financement de m2A sera limité aux travaux déjà réalisés et strictement nécessaires à la réalisation de l'accueil périscolaire, après réception d'un décompte accompagné de l'ensemble des justificatifs relatifs aux travaux déjà réalisés.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse
en double exemplaire
le

Pour m2A

Pour La Commune



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

49 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « Attribuer les subventions inférieures ou égales à 100 000 euros ainsi que les conventions attributives dans la limite des crédits inscrits au budget »

AVENTURE CITOYENNE : SUBVENTION A L'ASSOCIATION THEMIS (113/7.5.6/307B)

Mulhouse Alsace Agglomération, dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance co-signées par un grand nombre de partenaires dont l'Education Nationale, a mis en place diverses actions de prévention dans le champ de la citoyenneté afin de réduire les troubles et violences en milieu scolaire sur son territoire.

L'AVENTURE CITOYENNE

L'Aventure Citoyenne concerne, pour l'année scolaire 2020/2021, 24 classes de cycle 3 (CE2-CM2) d'écoles élémentaires du territoire m2A. Les élèves bénéficiaires doivent résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération.

Cette action d'Education à la Citoyenneté, co-élaborée avec l'association THEMIS prend la forme de cinq étapes dont les objectifs sont les suivants :

- favoriser l'éducation des enfants à une meilleure connaissance de leurs droits et des notions relatives au respect des personnes, à la non-violence, à l'apprentissage des règles de vie en société et des valeurs de la République,

- permettre aux enfants de s'engager dans une démarche d'apprentissage des bases de la citoyenneté, notamment européenne et de se situer de manière responsable dans la vie sociale,
- sensibiliser les enfants sur les atouts et les dangers liés à l'utilisation des écrans, sur leur impact sur l'environnement,
- informer sur les droits de l'enfant à partir de la Convention Internationale des Droits de l'Enfants et son application dans le quotidien de la vie des enfants (famille, école, vie sociale),
- mettre en avant l'actualité des Droits de l'enfant comme outil de socialisation, de protection de l'enfant et d'éducation à la citoyenneté,
- réaliser avec l'enfant un parcours, sur la durée, qui le situe en tant que sujet de droit et partie prenante à part entière de la vie en société.

L'Aventure Citoyenne 2020/2021 a pour fil d'Ariane l'information (son rôle, son cadre et ses limites). En même temps que la citoyenneté, cette thématique se décline dans ses différentes facettes, dimensions et valeurs au travers des 5 étapes.

Un jumelage entre les différentes classes participant à l'action a également été instauré. Il poursuit l'objectif de permettre une meilleure connaissance de l'agglomération mulhousienne dans sa diversité pour les enfants ainsi qu'un partage et des rencontres entre les élèves et les enseignants.

Un volet parentalité, mis en œuvre par la Maison des parents en direction des parents des élèves participants, permet une meilleure résonance des notions évoquées durant l'année au sein de toute la famille. Il s'agit également d'outiller les parents sur certains sujets (leur rôle dans la relation à l'école, les dangers des écrans et du cyber harcèlement, l'environnement, etc.).

Il est proposé de contribuer au financement de cette action par le versement d'une subvention d'un montant de 42 000 € à l'association THEMIS pour l'année 2021.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2021.

Chapitre 65 - article 6574 – fonction 110
 Service gestionnaire et utilisateur 113 – Familles et Parentalité
 Ligne de crédit n°17819 « Sub. Thémis Aventure Citoyenne »

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN

CONVENTION **AVENTURE CITOYENNE**

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par sa Vice-Présidente Madame Josiane MEHLEN en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 11 juillet 2020 et désignée sous le terme « m2A »

Et

L'ASSOCIATION THEMIS ayant son siège social à Strasbourg au 24 rue du 22 novembre, représentée par sa Présidente, Madame Josiane BIGOT et désignée sous le terme « l'Association »

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'association THEMIS est une association d'accès aux droits pour les jeunes et les enfants. Dans le cadre de ces missions, elle intervient en partie dans des établissements scolaires et différentes structures qui accueillent des jeunes afin de sensibiliser et d'informer sur des questions de droit et de citoyenneté.

Mulhouse Alsace Agglomération, au titre de sa compétence Prévention-Citoyenneté dans le cadre de la Politique de la Ville et de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, co-organise avec l'association THEMIS une action de grande ampleur d'éducation à la citoyenneté : « l'Aventure Citoyenne ».

Cette action présentant un intérêt communautaire, m2A apporte son soutien financier à l'action selon les modalités décrites dans la présente convention.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à réaliser l'action : « l'Aventure Citoyenne ».

Cette action s'inscrit dans une dynamique de prévention de la délinquance, d'accès au Droit et de sensibilisation à la citoyenneté et aux valeurs de la république. Elle concerne, pour l'année scolaire 2020/2021, 24 classes de cycle 3 d'écoles élémentaires du territoire de m2A Les élèves bénéficiaires devront résider en majeure partie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération.

Article 2 : Description de l'action

L'Aventure Citoyenne est une action qui se compose de 5 étapes pour chaque classe dont les objectifs sont les suivants :

- Permettre aux enfants de s'engager dans une démarche d'apprentissage des bases de la citoyenneté tant locale qu'europpéenne, et de guider les enfants pour les amener à se situer de manière responsable dans la vie sociale.
- Favoriser l'éducation des enfants à une meilleure connaissance de leurs droits, notamment les droits relatifs au respect des personnes, à la non-violence, aux règles de vie en société, aux valeurs de la République et à leurs devoirs.
- Sensibiliser les enfants à la responsabilité de chacun sur l'environnement.
- Sensibiliser les enfants à la citoyenneté sur les réseaux sociaux.
- Sensibiliser les enfants sur le respect de l'autre, sur la différence.

Chaque étape et chaque temps fort sont précédés d'un travail en amont, et ensuite d'une « reprise » en classe réalisée par l'enseignant avec les enfants.

Les référents des classes sur cette action sont indifféremment l'association THEMIS et/ou le service Familles et Parentalité de m2A pour travailler aux cotés des enseignants au bon déroulement de l'Aventure Citoyenne.

L'Aventure Citoyenne nécessite un important travail de coordination, de mobilisation, d'information, tant au niveau des partenaires appelés à se mobiliser sur le projet qu'au niveau des classes, actrices sur l'année de cette action.

m2A et l'association THEMIS s'engagent mutuellement à coordonner les interventions, s'impliquer dans la dynamique générale de l'action, veiller au cadre pédagogique du projet tel qu'il a été élaboré, participer aux réunions du Comité de Pilotage ou autres instances d'évaluation et de suivi constituées pour cette action.

Les phases dites de préparation avant les étapes, de mise en œuvre opérationnelle et d'évaluation continue et finale constituent trois temps formels de co-construction, d'ajustement et d'évaluation commune entre le Service Familles et Parentalité, représentant m2A et l'association THEMIS.

Article 3 : Montant de la subvention

m2A contribue financièrement pour un montant de 42 000 €, à la réalisation de l'action « L'Aventure Citoyenne » pour l'année 2021.

Cette contribution financière ne peut être versée que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le respect par l'association des obligations mentionnées.
- La vérification par m2A que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention de m2A fait l'objet *d'un versement unique*, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention.

Elle est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur. Le versement est effectué au compte n°21025732807, clé 39, établissement de crédit BFCC, agence Strasbourg.

Article 5 : Engagements de l'association

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel une subvention a été versée les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce
- Son rapport d'activité

Elle s'engage à faire mention de l'implication de m2A tant sur la méthodologie, sur l'animation, sur la création du contenu que sur l'ensemble des supports de communication et dans ses relations avec les médias, ainsi que du financement de l'Etat dans le cadre de la politique de la Ville. Les logos de m2A et de l'Etat devront impérativement figurer sur tous types de support.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 6 : Evaluation

m2A procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions ou de l'action auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact du programme d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général, en fonction d'indicateurs définis conjointement entre les parties.

Article 7 : Contrôle de m2A

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses liées à l'action.

Au terme de la convention, l'Association remet, dans un délai de six mois, un bilan concernant l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 8 : Assurances et Responsabilité

Il y est précisé que chaque partie s'assure en responsabilité civile et est responsable des actions qui lui incombent dans le cadre de l'Aventure Citoyenne.

La responsabilité de m2A ne pourra être engagée qu'au titre des actions qu'elle mène (exemple : intervention de m2A entraînant un dommage pour un enfant).

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1^{er} sans l'accord écrit de la collectivité, l'Association reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention.

Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions de l'article 5.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'Association devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de m2A pour la modification de l'objet.

Il en ira de même si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 11: Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 13 : Compétence juridictionnelle

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

L'association THEMIS
Josiane BIGOT
Présidente

Mulhouse Alsace Agglomération
Josiane MEHLEN
Vice-Présidente



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

41 élus présents (59 en exercice, 2 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « Attribuer les subventions inférieures ou égales à 100 000 euros ainsi que les conventions attributives dans la limite des crédits inscrits au budget »

APPEL A PROJETS PARENTALITE / CITOYENNETE 2021
(113/7.5.6/330B)

Comme les années précédentes, m2A a lancé pour 2021 un appel à projets de proximité dans les domaines de la parentalité et de la citoyenneté avec pour objectif de soutenir les dynamiques de territoire et l'innovation dans ces deux champs. La dimension intercommunale du projet s'inscrit également comme un critère prioritaire.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Les objectifs des projets doivent directement viser ces deux domaines
- Financement de projets ponctuels et non de fonctionnement de structure, ni d'investissement
- Priorité donnée aux nouveaux projets par rapport aux reconductions
- Les cofinancements sont indispensables
- Les projets présentés ne doivent pas faire doublon avec des actions déjà existantes.

Le cahier des charges de l'appel à projets a été transmis à l'ensemble des acteurs intervenant sur le ressort de m2A concernés par ces questions (collectivités, associations, établissements scolaires, etc.). Sur 13 dossiers reçus cette année, 12 dossiers ont été retenus par la commission d'examen qui propose les montants ci-après :

Porteur du projet	Intitulé du projet et objectifs	Montant proposé
CSC PAX	« Carnet de bonne conduite pour le transport » : Création d'un carnet de bonne conduite et de sécurité à l'usage des familles des centres socio culturels se déplaçant en bus, transport en commun et mini bus, action réalisée en partenariat avec Soléa et les transports Royer.	1 000 €
MAISON DES FAMILLES DE MULHOUSE	« Familles écocitoyennes » : Sensibiliser à l'écologie et soutenir la parentalité en abordant entre familles la question des impacts de nos modes de vie sur notre environnement, notamment en concevant et réalisant une œuvre collective.	1 000 €
LUDOTHEQUE PASS'AUX JEUX	« Une histoire, un jeu » : Favoriser le lien parents-enfants à travers la lecture et le jeu. Démontrer aux parents que la lecture peut se faire de manière ludique. Développer l'imaginaire chez les enfants de moins de 6 ans.	1 000 €
MJC WITTENHEIM	« Les Parent'aises littéraires » : Utilisation du livre comme outil de médiation entre l'enfant et les parents. Permettre aux parents de mieux comprendre l'enfant à travers la lecture et ainsi améliorer les relations au sein de la famille. Démontrer aux parents l'importance de raconter des histoires.	1400 €
CSC JEAN WAGNER	« La citoyenneté numérique en famille » : Accompagner le développement des connaissances au numérique. Sensibiliser les familles aux risques/bénéfices liés au Web. Inciter les jeunes à utiliser le Web de manière constructive et bienveillante en les responsabilisant dans leurs pratiques.	1 000 €
CSC PORTE DU MIROIR	« Jouons ensemble » : Permettre de renforcer la relation parents-enfants ainsi qu'au sein de la fratrie grâce à l'approche du jeu. Informer et sensibiliser les parents sur	1 000 €

Porteur du projet	Intitulé du projet et objectifs	Montant proposé
	l'importance du jeu au sein de la famille. Donner des outils aux parents en leur proposant dans le cadre d'ateliers, un répertoire d'activités.	
COLLEGE WOLF	« Mulhousien, et fier de l'être ! » : Développer le sentiment de citoyenneté chez les adolescents. Amener les adolescents à s'extraire de leur identité de quartier pour davantage investir leur attachement à la ville où ils vivent.	1 000 €
LE MOULIN NATURE	« La nature en soutien à la parentalité » : Soutenir la parentalité, créer du lien social entre les parents et développer le sens du respect et du plaisir d'être dans la nature. Occasion pour les parents et leurs enfants de jouer, découvrir, explorer la nature grâce à des ateliers.	1 500 €
ASSOCIATION MARGUERITE SINCLAIR	« De fleurs à cœur » : Permettre aux familles dont l'un des parents est en situation de handicap de s'engager dans une action citoyenne au profit des personnes âgées isolées. Créer du lien entre les générations et valoriser l'entraide. Valoriser les familles et les personnes âgées et proposer des moments de plaisir partagés en famille dans un endroit solidaire.	400 €
ASSOCIATION SAHEL VERT	« De la Terre au Ciel ! » : Créer un espace de rencontre parents/enfants Créer des espaces favorisant la coopération entre les enfants. Développer les capacités intellectuelles et sensorielles des enfants en créant des espaces qui cultivent l'imaginaire des enfants et leurs créativité. Proposer une alternative à l'usage des écrans chez les enfants. Permettre aux enfants de profiter d'un temps récréatif et créer des espaces d'expérimentation.	1 000 €
ASSOCIATION SAHEL VERT	« Berger d'un jour » : Promouvoir des espaces péri-urbains comme des espaces didactiques du développement durable. Sensibiliser les personnes à leur environnement et à sa préservation. Favoriser la rencontre et la création de liens interculturels et intergénérationnels.	1 000 €
VILLE D'HABSHEIM	« Café des Parents » : Rencontres parents et jeunes autour de pique-niques conviviaux animés par un intervenant en parentalité afin	700 €

Porteur du projet	Intitulé du projet et objectifs	Montant proposé
	de retisser des liens familiaux distendus suite à la crise sanitaire.	
Total du montant des subventions		12 000 €

Les crédits sont inscrits au budget 2021
 Chapitre 65 –article 6574– fonction 110
 Service gestionnaire et utilisateur 113 - Familles et Parentalité
 Ligne de crédit n° 5688 « Appel à projets Parentalité et Citoyenneté »

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve ces propositions,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Abstention (1) : Yves GOEPFERT.

Ne prennent pas part au vote (8) : Gilbert FUCHS, Danièle GOLDSTEIN, Antoine HOMÉ, Pierrette KEMPF, Josiane MEHLEN, Rémy NEUMANN, Pierre SALZE et Christiane SCHELL.

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
 Le Président



Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

46 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « Conclure tous types de conventions visées aux articles L5216-7-1 et L5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales »

GENS DU VOYAGE : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE ENTRE LA COMMUNE DE WITTELSHEIM ET m2A (535/1.3.5/314B)

La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a confié la compétence aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

La ville de Wittelsheim qui a rejoint Mulhouse Alsace Agglomération le 1^{er} janvier 2014, possède sur son territoire une aire d'accueil des gens du voyage qu'elle a créée avant de rejoindre m2A. Par délibération du Bureau de m2A le 21 février 2014, il a été convenu que la commune de Wittelsheim gardait la gestion de l'aire d'accueil de Wittelsheim

La convention de 2014 prévoit d'une part, le reversement par m2A à la commune des frais d'entretien et de fonctionnement réels et la prise en charge par m2A des travaux d'investissement et de réparation. D'autre part, la commune reverse à m2A les droits de place des utilisateurs perçus en régie par la commune. Il est nécessaire de la renouveler, d'un commun accord entre la commune et m2A, afin de poursuivre ce mode de fonctionnement qui donne entière satisfaction aux deux parties.

A cette fin il vous est proposé d'approuver le projet de nouvelle convention qui figure en annexe, d'une durée d'un an renouvelable tacitement. Ce projet de convention reprend les mêmes modalités de fonctionnement et de reversement que celles qui étaient convenues dans la convention initiale.

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve les dispositions de la convention de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de Wittelsheim ;
- autorise le Président ou son représentant à signer les pièces afférentes.

PJ : Convention de gestion

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN

CONVENTION

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) représentée par M. Fabian JORDAN, son Président dûment habilité par décision du bureau du XXXXXXXXXX après dénommée m2A ou la collectivité,

Et

La Commune de Wittelsheim représentée par M. Yves GOEPFERT, son Maire, en vertu d'une délibération du Conseil municipal en du XXXXXXXXXX ci-après dénommée la commune ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Par arrêté du 28 mai 2013, le Préfet du Haut-Rhin a élargi le périmètre de la communauté d'agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération à la commune de Wittelsheim.

Un certain nombre de compétences transférées à la communauté étaient exercées jusqu'au 31 décembre 2013 directement par la commune.

En application des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, m2A peut confier par convention à la commune la création ou la gestion de certains services ou équipements relevant de ses attributions.

Par conséquent, m2A a décidé de confier à la commune, la gestion d'un certain nombre de ses équipements et services pour l'année 2019 et suivantes, selon les modalités fixées dans la présente convention.

Article 1 – objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à la commune la gestion d'une aire d'accueil des gens du voyage, se situant sur le ban communal de la commune de Wittelsheim.

Article 2 – Périmètre de la gestion

Sur son ban communal, la commune est chargée :

- D'assurer l'entretien et la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Elle conclut les contrats nécessaires à la réalisation de ces missions et poursuit l'exécution des contrats en cours au 1^{er} janvier 2019.

Article 3 – Entretien des équipements

Avant l'ouverture et à la fermeture de l'aire des gens du voyage, un constat d'huissier sera établi à la demande conjointe de la Ville de Wittelsheim et de m2a. Les deux entités devront obligatoirement être présentes lors de ce constat.

La commune s'engage à effectuer les réparations d'entretien courant visées par le décret n°87-713 du 26 août 1987 sur les équipements de l'aire d'accueil et dont elle assure la gestion.

M2A s'engage à assurer les grosses réparations visées par l'article 606 du Code Civil.

La commune s'engage à aviser rapidement m2A de toute réparation à la charge de cette dernière dont elle sera à même de constater la nécessité.

Article 4 – Organisation et suivi

La commune s'engage à informer régulièrement m2A des missions réalisées dans le cadre de la présente convention.

Des demandes d'interventions ponctuelles pourront être adressées par courrier ou mail par m2A à la commune qui la tiendra informée de ses délais d'intervention.

Article 5 – Conditions financières

M2A s'engage à rembourser à la commune les charges de fonctionnement et d'investissement réelles effectivement supportées pour la réalisation des missions définies à l'article 2 de la présente convention.

En parallèle, les recettes encaissées par la commune pour la réalisation des missions visées feront l'objet d'un reversement à m2A.

Le remboursement par m2A des dépenses de fonctionnement et d'investissement supportées par la commune de Wittelsheim s'effectuera sur la base d'états récapitulatifs semestriels dès réception de l'ensemble des justificatifs (factures, état des heures effectuées et niveau de rémunération du personnel, contrats de maintenance, état des subventions versées) et d'un RIB.

Le reversement des recettes perçues par la commune de Wittelsheim à m2A s'effectuera sur la base d'un état récapitulatif semestriel des droits de place encaissés au titre de l'aire d'accueil des gens du voyage.

Article 6 – Responsabilité

La commune est responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens, résultant de la réalisation des missions définies à l'article 2 de la présente convention.

Elle garantit à m2A de tout recours lié à l'exécution de ces missions.

Article 7 – Assurance

La commune s'assure en responsabilité civile au titre des missions qui lui sont confiées et transmet à m2A une attestation d'assurance.

Article 8 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019, elle est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 5 ans.

Article 9 – Résiliation

Chaque partie peut résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis de trois mois.

Article 10 – Règlement des litiges

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Wittelsheim en deux exemplaires originaux le :

Le Maire de Wittelsheim

Le Président de m2A

Yves GOEPFERT

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

45 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « approuver les règlements intérieurs des services publics communautaires, à l'exception des tarifs qui sont approuvés par le Conseil d'Agglomération »

GENS DU VOYAGE : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES AIRES PERMANENTES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE m2A (535/8.5/328B)

Le décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage a introduit de nouvelles dispositions nécessitant la mise à jour du règlement intérieur des cinq aires d'accueil de m2A qui sont gérées dans le cadre d'une délégation de service public par la société VAGO depuis le 15 octobre 2020, pour une durée de quinze ans.

Ce décret impose notamment un règlement intérieur spécifique à chaque aire d'accueil et qui doit être conforme au modèle type obligatoire figurant en annexe du décret et adapté au contexte local.

Le règlement intérieur actuellement en vigueur est le même pour chacune des cinq aires de m2A (annexe 7 du contrat de DSP). Il a été approuvé par décision du bureau de Mulhouse Alsace Agglomération du 15 juin 2015 et modifié par le Conseil d'Agglomération du 27 mars 2017.

Il fixe les règles de vie et les conditions de séjour sur les aires d'accueil et est opposable aux résidents.

Il a également pour objectif de favoriser le bon fonctionnement des aires d'accueil et de définir les modalités d'accès, d'admission, de séjour et les règles de vie pour l'ensemble des aires de m2A.

Afin de se conformer au décret du 26/12/2019, un règlement intérieur pour chacune des cinq aires d'accueil doit être établi, en appliquant le modèle type, qui comporte les dispositions réglementaires communes pour chaque aire et qui précise les spécificités concernant les ouvertures des bureaux d'accueil, les adresses et les points d'accès des déchetteries propres à chacune des aires.

En outre, la durée de séjour maximale est portée, uniformément sur l'ensemble des aires d'accueil en France à dix mois consécutifs sur justificatifs de scolarisation, activités professionnelles ou hospitalisation, contre cinq mois actuellement en vigueur.

Conformément à l'article 13 de la convention de délégation de service public, ces règlements intérieurs ont été établis en concertation avec le délégataire

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve les nouveaux règlements intérieurs applicables aux cinq aires d'accueil de m2A ;
- autorise le président ou son représentant à signer les pièces afférentes.

PJ :

- Règlement Intérieur aire d'accueil de Mulhouse
- Règlement Intérieur aire d'accueil de Kingersheim
- Règlement Intérieur aire d'accueil de Wittenheim
- Règlement Intérieur aire d'accueil de Riedisheim
- Règlement Intérieur aire d'accueil de Rixheim

Abstention (1) : Gilbert FUCHS.

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

RÈGLEMENT INTÉRIEUR AAGV de KINGERSHEIM

(soumis au décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté)

I. - Dispositions générales

A. - Destination et description de l'aire :

L'aire d'accueil des gens du voyage de Kingersheim est située sur le territoire de la M2A dans la zone du Haut-Rhin en Alsace (21 Rue de la griotte, 68260 KINGERSHEIM).

L'aire a vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et le cas échéant leurs remorques.

Elle comporte [28] places regroupées en [14] emplacements.

Chaque emplacement est équipé de : (1 bloc sanitaire individuel)

La superficie moyenne de la place est de 100 m², doté d'un système de télégestion par prépaiement].

B. - Admission et installation :

L'accès à l'aire est autorisé par le gestionnaire dans la limite des emplacements disponibles, pendant les horaires d'ouverture de l'accueil suivants :

Du lundi au vendredi de 09h à 12h et le samedi de 8h à 12h.

En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place : [un appel est transmis à la plateforme puis à l'agent désigné pour l'astreinte qui intervient sur le site en cas de soucis techniques]

Un dépôt de garantie d'un montant de [150,00 €] € est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. La délivrance du dépôt de garantie donne lieu à récépissé. Le montant du dépôt de garantie est restitué au moment du départ du ou des emplacements et en l'absence de dégradation et d'impayé.

Chaque occupant admis doit occuper le ou les emplacements qui lui est/sont attribué(s) et utiliser [et le cas échéant entretenir], les équipements dédiés (bloc sanitaire, compteurs d'eau et d'électricité).

C. - Etat des lieux :

Un état des lieux contradictoire du ou des emplacements écrit et signé par chacune des parties est réalisé à l'arrivée et au départ de l'occupant. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés.

D. - Usage des parties communes :

A l'intérieur de l'aire, seuls peuvent circuler, à une vitesse limitée à [30 km/h], les véhicules qui appartiennent aux occupants y séjournant.

Le stationnement ne doit pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

E. - Durée de séjour :

La durée de séjour maximum est de [3] mois consécutifs. Des dérogations dans la limite de [7] mois supplémentaires peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Le départ de l'aire s'effectue en présence du gestionnaire.

II. - Le cas échéant, fermeture temporaire de l'aire :

En cas de fermeture temporaire de l'aire pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Les aires permanentes d'accueil ou les emplacements provisoires agréés par le préfet ouvert dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire sont les suivant(e)s :

(AGDV de Rixheim, ADGV de Riedisheim, ADGV de Wittenheim, ADGV de Mulhouse

III. - règlement du droit d'usage

A. - Droit d'usage :

Le droit d'usage est établi par emplacement. Il comprend le droit d'emplacement, et le cas échéant la consommation des fluides. Son montant est affiché sur l'aire.

Le droit d'emplacement, qui est de [4.55 € par jour. Une majoration à 6.55 € sera appliqué pour le stationnement de 3 caravanes ou pour un séjour supérieur à 3 mois.

En cas d'indisponibilité du système de télégestion, un forfait sera appliquée suivant les modalités ci-dessous :

1. Pour 2 caravanes :

- 0.7m³ d'eau par jour
- 30 KWh par jour

2. Pour 3 caravanes :

- 1.003 m³ d'eau par jour
- 35 KWh par jour

Avant son départ, chaque usager doit s'acquitter des sommes restantes dues.

B. - Paiement des fluides :

L'alimentation en eau et en électricité ne se fait qu'à partir des équipements prévus à cet effet. En cas de panne ou de difficultés, l'usager est tenu de prévenir le gestionnaire. Chaque occupant règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du gestionnaire selon les modalités en vigueur sur l'aire et les tarifs suivants :

- [0,21 €] €/kWh ;

- [4,15 €] €/m³ d'eau.

L'aire est équipée d'un système de télégestion et de prépaiement des consommations de fluides, le règlement d'avance est obligatoire. L'occupant doit veiller à créditer son compte individualisé en fonction de sa consommation afin de pouvoir bénéficier de l'eau et de l'électricité sans risque de coupure.

IV. - Obligations des occupants :

Le respect des obligations qu'impose le présent règlement conditionne la bonne gestion de l'aire.

A. - Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire d'accueil :

Les occupants doivent respecter le personnel intervenant sur l'aire et entretenir des rapports de bon voisinage.

Les occupants de l'aire d'accueil doivent avoir un comportement respectueux de l'ordre public.

Toute personne admise à résider sur l'aire d'accueil est responsable de ses actes et des dégradations qu'elle cause ou qui sont causés par les personnes l'accompagnant ainsi que par les animaux dont elle a la charge et qui doivent rester sous sa surveillance. A ces égards, les occupants de l'aire d'accueil sont soumis aux règles de droit commun. Les occupants sont priés d'éviter tous bruits et discussions qui pourraient gêner leurs voisins. Les appareils sonores doivent être réglés en conséquence. Le gestionnaire peut assurer la tranquillité des occupants en fixant des horaires pendant lesquels le silence doit être respecté.

B. - Propreté et respect de l'aire :

Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir la propreté de leur(s) emplacement(s) et des équipements dédiés. Il est interdit de jeter des eaux usées sur le sol ou dans les caniveaux. Les occupants doivent vider les eaux usées dans les installations prévues à cet effet. Les plantations et les décorations florales doivent être respectées. Il est interdit de planter des clous dans les arbres, de couper des branches, de faire des plantations. Toute réparation de dégradation commise à la végétation, aux clôtures, au terrain ou aux installations de l'aire sera à la charge de son auteur.

C. - Stockage - Brûlage - Garage mort :

L'aire n'est pas le lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Il est interdit de laisser et de brûler sur l'aire tous matériels dont les véhicules et résidences mobiles hors d'usages ou objets de récupération.

D. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes Présents sur l'aire 9 containers collectif, il y a 2 passages par semaine.

L'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie se fait dans les conditions suivantes : chaque usager devra se rapprocher du gestionnaire qui lui indiquera les modalités d'accès à la déchetterie de secteur ainsi que les préconisations en termes de volume et de nature des déchets.

Rue de la Griotte 68260 Kingersheim. Tél. : 03 89 52 91 23

Du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 18h00.

Le samedi en continu de 9h00 à 18h00.

E. - Usage du feu :

Il est interdit de faire du feu, sauf des feux ouverts sur les emplacements dans les récipients prévus à cet effet (barbecue, etc.).

V. - Obligations du gestionnaire :

Le gestionnaire doit respecter les occupants et ne pas avoir de comportement discriminant.

Le gestionnaire assure le nettoyage des espaces collectifs et des circulations internes. Il veille également à la propreté de l'emplacement avant l'installation d'un occupant. Le gestionnaire doit permettre aux véhicules des occupants admis à séjourner d'accéder à l'aire à toute heure.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil, qui est mentionnée si elle est connue.

VI. - Dispositions en cas de non-respect du règlement :

Chaque occupant est tenu de respecter le présent règlement. En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le gestionnaire pourra oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Si cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le gestionnaire pourra résilier la convention d'occupation temporaire.

VII. - Application du règlement :

Le présent règlement prendra effet le :

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération, le service gestionnaire et ses prestataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché sur l'aire.

PROJET

RÈGLEMENT INTÉRIEUR AAGV de MULHOUSE

(soumis au décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté)

I. - Dispositions générales

A. - Destination et description de l'aire :

L'aire d'accueil des gens du voyage de Mulhouse est située sur le territoire de la M2A dans la zone du Haut-Rhin en Alsace (200 rue de la Mertzau, 68200 MULHOUSE).

L'aire a vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et le cas échéant leurs remorques.

Elle comporte [52] places regroupées en [26] emplacements.

Chaque emplacement est équipé de : (1 bloc sanitaire individuel)

La superficie moyenne de la place est de 100 m², doté d'un système de télégestion par prépaiement].

B. - Admission et installation :

L'accès à l'aire est autorisé par le gestionnaire dans la limite des emplacements disponibles, pendant les horaires d'ouverture de l'accueil suivants :

Du lundi au vendredi de 14h à 17h et le samedi de 8h à 12h.

En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place : [un appel est transmis à la plateforme puis à l'agent désigné pour l'astreinte qui intervient sur le site en cas de soucis techniques]

Un dépôt de garantie d'un montant de [150,00 €] € est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. La délivrance du dépôt de garantie donne lieu à récépissé. Le montant du dépôt de garantie est restitué au moment du départ du ou des emplacements et en l'absence de dégradation et d'impayé.

Chaque occupant admis doit occuper le ou les emplacements qui lui est/sont attribué(s) et utiliser [et le cas échéant entretenir], les équipements dédiés (bloc sanitaire, compteurs d'eau et d'électricité).

C. - Etat des lieux :

Un état des lieux contradictoire du ou des emplacements écrit et signé par chacune des parties est réalisé à l'arrivée et au départ de l'occupant. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés.

D. - Usage des parties communes :

A l'intérieur de l'aire, seuls peuvent circuler, à une vitesse limitée à [30 km/h], les véhicules qui appartiennent aux occupants y séjournant.

Le stationnement ne doit pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

E. - Durée de séjour :

La durée de séjour maximum est de [3] mois consécutifs. Des dérogations dans la limite de [7] mois supplémentaires peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Le départ de l'aire s'effectue en présence du gestionnaire.

II. - Le cas échéant, fermeture temporaire de l'aire :

En cas de fermeture temporaire de l'aire pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Les aires permanentes d'accueil ou les emplacements provisoires agréés par le préfet ouvert dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire sont les suivant(e)s :

(AGDV de Rixheim, ADGV de Riedisheim, ADGV de Wittenheim, ADGV de Kingersheim)

III. - règlement du droit d'usage

A. - Droit d'usage :

Le droit d'usage est établi par emplacement. Il comprend le droit d'emplacement, et le cas échéant la consommation des fluides. Son montant est affiché sur l'aire. Le droit d'emplacement, qui est de [4.55 € par jour. Une majoration à 6.55 € sera appliqué pour le stationnement de 3 caravanes ou pour un séjour supérieur à 3 mois.

En cas d'indisponibilité du système de télégestion, un forfait sera appliqué suivant les modalités ci-dessous :

1. Pour 2 caravanes :

- 0.7m3 d'eau par jour
- 30 KWh par jour

2. Pour 3 caravanes :

- 1.003 m3 d'eau par jour
- 35 KWh par jour

Avant son départ, chaque usager doit s'acquitter des sommes restantes dues.

B. - Paiement des fluides :

L'alimentation en eau et en électricité ne se fait qu'à partir des équipements prévus à cet effet. En cas de panne ou de difficultés, l'usager est tenu de prévenir le gestionnaire. Chaque occupant règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du gestionnaire selon les modalités en vigueur sur l'aire et les tarifs suivants :

- [0,21 €] €/kWh ;

- [4,15 €] €/m³ d'eau.

L'aire est équipée d'un système de télégestion et de prépaiement des consommations de fluides, le règlement d'avance est obligatoire. L'occupant doit veiller à créditer son compte individualisé en fonction de sa consommation afin de pouvoir bénéficier de l'eau et de l'électricité sans risque de coupure.

IV. - Obligations des occupants :

Le respect des obligations qu'impose le présent règlement conditionne la bonne gestion de l'aire.

A. - Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire d'accueil :

Les occupants doivent respecter le personnel intervenant sur l'aire et entretenir des rapports de bon voisinage.

Les occupants de l'aire d'accueil doivent avoir un comportement respectueux de l'ordre public.

Toute personne admise à résider sur l'aire d'accueil est responsable de ses actes et des dégradations qu'elle cause ou qui sont causés par les personnes l'accompagnant ainsi que par les animaux dont elle a la charge et qui doivent rester sous sa surveillance. A ces égards, les occupants de l'aire d'accueil sont soumis aux règles de droit commun. Les occupants sont priés d'éviter tous bruits et discussions qui pourraient gêner leurs voisins. Les appareils sonores doivent être réglés en conséquence. Le gestionnaire peut assurer la tranquillité des occupants en fixant des horaires pendant lesquels le silence doit être respecté.

B. - Propreté et respect de l'aire :

Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir la propreté de leur(s) emplacement(s) et des équipements dédiés. Il est interdit de jeter des eaux usées sur le sol ou dans les caniveaux. Les occupants doivent vider les eaux usées dans les installations prévues à cet effet. Les plantations et les décorations florales doivent être respectées. Il est interdit de planter des clous dans les arbres, de couper des branches, de faire des plantations. Toute réparation de dégradation commise à la végétation, aux clôtures, au terrain ou aux installations de l'aire sera à la charge de son auteur.

C. - Stockage - Brûlage - Garage mort :

L'aire n'est pas le lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Il est interdit de laisser et de brûler sur l'aire tous matériels dont les véhicules et résidences mobiles hors d'usages ou objets de récupération.

D. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes : Présents sur l'aire 18 containers collectif, il y a 2 passages par semaine.

L'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie se fait dans les conditions suivantes : chaque usager devra se rapprocher du gestionnaire qui lui indiquera les modalités d'accès à la déchetterie de secteur ainsi que les préconisations en termes de volume et de nature des déchets.

Rue de Bordeaux 68200 Mulhouse Tél. : 03 89 51 05 22

Du lundi au samedi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

E. - Usage du feu :

Il est interdit de faire du feu, sauf des feux ouverts sur les emplacements dans les récipients prévus à cet effet (barbecue, etc.).

V. - Obligations du gestionnaire :

Le gestionnaire doit respecter les occupants et ne pas avoir de comportement discriminant.

Le gestionnaire assure le nettoyage des espaces collectifs et des circulations internes. Il veille également à la propreté de l'emplacement avant l'installation d'un occupant. Le gestionnaire doit permettre aux véhicules des occupants admis à séjourner d'accéder à l'aire à toute heure.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil, qui est mentionnée si elle est connue.

VI. - Dispositions en cas de non-respect du règlement :

Chaque occupant est tenu de respecter le présent règlement. En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le gestionnaire pourra oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Si cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le gestionnaire pourra résilier la convention d'occupation temporaire.

VII. - Application du règlement :

Le présent règlement prendra effet le :

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération, le service gestionnaire et ses prestataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché sur l'aire.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR AAGV de RIEDISHEIM

(soumis au décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté)

I. - Dispositions générales

A. - Destination et description de l'aire : L'aire d'accueil des gens du voyage de Riedisheim est située sur le territoire de la M2A dans la zone du Haut-Rhin en Alsace (Rue de Bâle, 68400 Riedisheim, face au club d'aviron).

L'aire a vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et le cas échéant leurs remorques.

Elle comporte [14] places regroupées en [7] emplacements.

Chaque emplacement est équipé de : (1 bloc sanitaire individuel)

La superficie moyenne de la place est de 100 m², doté d'un système de télégestion par prépaiement].

B. - Admission et installation :

L'accès à l'aire est autorisé par le gestionnaire dans la limite des emplacements disponibles, pendant *les horaires d'ouverture de l'accueil suivants* :

Du lundi au vendredi de 14h à 17h et le samedi de 8h à 12h.

En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place : [un appel est transmis à la plateforme puis à l'agent désigné pour l'astreinte qui intervient sur le site en cas de soucis techniques]

Un dépôt de garantie d'un montant de [150,00 €] € est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. La délivrance du dépôt de garantie donne lieu à récépissé. Le montant du dépôt de garantie est restitué au moment du départ du ou des emplacements et en l'absence de dégradation et d'impayé.

Chaque occupant admis doit occuper le ou les emplacements qui lui est/sont attribué(s) et utiliser [et le cas échéant entretenir], les équipements dédiés (bloc sanitaire, compteurs d'eau et d'électricité).

C. - Etat des lieux :

Un état des lieux contradictoire du ou des emplacements écrit et signé par chacune des parties est réalisé à l'arrivée et au départ de l'occupant. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés.

D. - Usage des parties communes : [Sans objet]

A l'intérieur de l'aire, seuls peuvent circuler, à une vitesse limitée à [30 km/h], les véhicules qui appartiennent aux occupants y séjournant.

Le stationnement ne doit pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

E. - Durée de séjour :

La durée de séjour maximum est de [3] mois consécutifs. Des dérogations dans la limite de [7] mois supplémentaires peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Le départ de l'aire s'effectue en présence du gestionnaire.

II. - Le cas échéant, fermeture temporaire de l'aire :

En cas de fermeture temporaire de l'aire pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Les aires permanentes d'accueil ou les emplacements provisoires agréés par le préfet ouvert dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire sont les suivant(e)s :

(AGDV de Rixheim, ADGV de Mulhouse, ADGV de Wittenheim, ADGV de Kingersheim)

III. - règlement du droit d'usage

A. - Droit d'usage :

Le droit d'usage est établi par emplacement. Il comprend le droit d'emplacement, et le cas échéant la consommation des fluides. Son montant est affiché sur l'aire. Le droit d'emplacement, qui est de [4.55 € par jour. Une majoration à 6.55 € sera appliqué pour le stationnement de 3 caravanes ou pour un séjour supérieur à 3 mois.

En cas d'indisponibilité du système de télégestion, un forfait sera appliqué suivant les modalités ci-dessous :

1. Pour 2 caravanes :

- 0.7m3 d'eau par jour
- 30 KWh par jour

2. Pour 3 caravanes :

- 1.003 m3 d'eau par jour
- 35 KWh par jour

Avant son départ, chaque usager doit s'acquitter des sommes restantes dues.

B. - Paiement des fluides :

L'alimentation en eau et en électricité ne se fait qu'à partir des équipements prévus à cet effet. En cas de panne ou de difficultés, l'usager est tenu de prévenir le gestionnaire. Chaque occupant règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du gestionnaire selon les modalités en vigueur sur l'aire et les tarifs suivants :

- [0,21 €] €/kWh ;

- [4,15 €] €/m³ d'eau.

L'aire est équipée d'un système de télégestion et de prépaiement des consommations de fluides, le règlement d'avance est obligatoire. L'occupant doit veiller à créditer son compte individualisé en fonction de sa consommation afin de pouvoir bénéficier de l'eau et de l'électricité sans risque de coupure.

IV. - Obligations des occupants :

Le respect des obligations qu'impose le présent règlement conditionne la bonne gestion de l'aire.

A. - Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire d'accueil :

Les occupants doivent respecter le personnel intervenant sur l'aire et entretenir des rapports de bon voisinage.

Les occupants de l'aire d'accueil doivent avoir un comportement respectueux de l'ordre public.

Toute personne admise à résider sur l'aire d'accueil est responsable de ses actes et des dégradations qu'elle cause ou qui sont causés par les personnes l'accompagnant ainsi que par les animaux dont elle a la charge et qui doivent rester sous sa surveillance. A ces égards, les occupants de l'aire d'accueil sont soumis aux règles de droit commun. Les occupants sont priés d'éviter tous bruits et discussions qui pourraient gêner leurs voisins. Les appareils sonores doivent être réglés en conséquence. Le gestionnaire peut assurer la tranquillité des occupants en fixant des horaires pendant lesquels le silence doit être respecté.

B. - Propreté et respect de l'aire :

Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir la propreté de leur(s) emplacement(s) et des équipements dédiés. Il est interdit de jeter des eaux usées sur le sol ou dans les caniveaux. Les occupants doivent vider les eaux usées dans les installations prévues à cet effet. Les plantations et les décorations florales doivent être respectées. Il est interdit de planter des clous dans les arbres, de couper des branches, de faire des plantations. Toute réparation de dégradation commise à la végétation, aux clôtures, au terrain ou aux installations de l'aire sera à la charge de son auteur.

C. - Stockage - Brûlage - Garage mort :

L'aire n'est pas le lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Il est interdit de laisser et de brûler sur l'aire tous matériels dont les véhicules et résidences mobiles hors d'usages ou objets de récupération.

D. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes : Présents sur l'aire 8 containers collectif, il y a 2 passages par semaine.

L'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie se fait dans les conditions suivantes : chaque usager devra se rapprocher du gestionnaire qui lui indiquera les modalités d'accès à la déchetterie de secteur ainsi que les préconisations en termes de volume et de nature des déchets.

Avenue Gustave Dollfus 68400 Riedisheim. Tél. : 03 89 64 32 13

Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00.

Le samedi en continu de 9h00 à 18h00.

E. - Usage du feu :

Il est interdit de faire du feu, sauf des feux ouverts sur les emplacements dans les récipients prévus à cet effet (barbecue, etc.).

V. - Obligations du gestionnaire :

Le gestionnaire doit respecter les occupants et ne pas avoir de comportement discriminant.

Le gestionnaire assure le nettoyage des espaces collectifs et des circulations internes. Il veille également à la propreté de l'emplacement avant l'installation d'un occupant. Le gestionnaire doit permettre aux véhicules des occupants admis à séjourner d'accéder à l'aire à toute heure.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil, qui est mentionnée si elle est connue.

VI. - Dispositions en cas de non-respect du règlement :

Chaque occupant est tenu de respecter le présent règlement. En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le gestionnaire pourra oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Si cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le gestionnaire pourra résilier la convention d'occupation temporaire.

VII. - Application du règlement :

Le présent règlement prendra effet le :

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération, le service gestionnaire et ses prestataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché sur l'aire.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR AAGV de RIXHEIM

(soumis au [décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019](#) relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'[article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017](#) relative à l'égalité et la citoyenneté)

I. - Dispositions générales

A. - Destination et description de l'aire : L'aire d'accueil des gens du voyage de Rixheim est située sur le territoire de la M2A dans la zone du Haut-Rhin en Alsace (Rue des armateurs, 68170 RIXHEIM).

L'aire a vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et le cas échéant leurs remorques.

Elle comporte [44] places regroupées en [22] emplacements.

Chaque emplacement est équipé de : (1 bloc sanitaire individuel)

La superficie moyenne de la place est de 100 m², doté d'un système de télégestion par prépaiement].

B. - Admission et installation :

L'accès à l'aire est autorisé par le gestionnaire dans la limite des emplacements disponibles, pendant *les horaires d'ouverture de l'accueil suivants* :

Du lundi au vendredi de 09h à 12h et le samedi de 8h à 12h.

En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place : [un appel est transmis à la plateforme puis à l'agent désigné pour l'astreinte qui intervient sur le site en cas de soucis techniques]

Un dépôt de garantie d'un montant de [150,00 €] € est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. La délivrance du dépôt de garantie donne lieu à récépissé. Le montant du dépôt de garantie est restitué au moment du départ du ou des emplacements et en l'absence de dégradation et d'impayé.

Chaque occupant admis doit occuper le ou les emplacements qui lui est/sont attribué(s) et utiliser [et le cas échéant entretenir], les équipements dédiés (bloc sanitaire, compteurs d'eau et d'électricité).

C. - Etat des lieux :

Un état des lieux contradictoire du ou des emplacements écrit et signé par chacune des parties est réalisé à l'arrivée et au départ de l'occupant. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés.

D. - Usage des parties communes :

A l'intérieur de l'aire, seuls peuvent circuler, à une vitesse limitée à [30 km/h], les véhicules qui appartiennent aux occupants y séjournant.

Le stationnement ne doit pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

E. - Durée de séjour :

La durée de séjour maximum est de [3] mois consécutifs. Des dérogations dans la limite de [7] mois supplémentaires peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Le départ de l'aire s'effectue en présence du gestionnaire.

II. - Le cas échéant, fermeture temporaire de l'aire :

En cas de fermeture temporaire de l'aire pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Les aires permanentes d'accueil ou les emplacements provisoires agréés par le préfet ouvert dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire sont les suivant(e)s :

(AGDV de Mulhouse, ADGV de Riedisheim, ADGV de Wittenheim, ADGV de Kingersheim)

III. - règlement du droit d'usage

A. - Droit d'usage :

Le droit d'usage est établi par emplacement. Il comprend le droit d'emplacement, et le cas échéant la consommation des fluides. Son montant est affiché sur l'aire. Le droit d'emplacement, qui est de de [4.55 € par jour. Une majoration à 6.55 € sera appliqué pour le stationnement de 3 caravanes ou pour un séjour supérieur à 3 mois.

En cas d'indisponibilité du système de télégestion, un forfait sera appliqué suivant les modalités ci-dessous :

1. Pour 2 caravanes :

- 0.7m³ d'eau par jour
- 30 KWh par jour

2. Pour 3 caravanes :

- 1.003 m³ d'eau par jour
- 35 KWh par jour

Avant son départ, chaque usager doit s'acquitter des sommes restantes dues.

B. - Paiement des fluides :

L'alimentation en eau et en électricité ne se fait qu'à partir des équipements prévus à cet effet. En cas de panne ou de difficultés, l'usager est tenu de prévenir le gestionnaire. Chaque occupant règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du gestionnaire selon les modalités en vigueur sur l'aire et les tarifs suivants :

- [0,21 €] €/kWh ;

- [4,15 €] €/m³ d'eau.

L'aire est équipée d'un système de télégestion et de prépaiement des consommations de fluides, le règlement d'avance est obligatoire. L'occupant doit veiller à créditer son compte individualisé en fonction de sa consommation afin de pouvoir bénéficier de l'eau et de l'électricité sans risque de coupure.

IV. - Obligations des occupants :

Le respect des obligations qu'impose le présent règlement conditionne la bonne gestion de l'aire.

A. - Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire d'accueil :

Les occupants doivent respecter le personnel intervenant sur l'aire et entretenir des rapports de bon voisinage.

Les occupants de l'aire d'accueil doivent avoir un comportement respectueux de l'ordre public.

Toute personne admise à résider sur l'aire d'accueil est responsable de ses actes et des dégradations qu'elle cause ou qui sont causés par les personnes l'accompagnant ainsi que par les animaux dont elle a la charge et qui doivent rester sous sa surveillance. A ces égards, les occupants de l'aire d'accueil sont soumis aux règles de droit commun. Les occupants sont priés d'éviter tous bruits et discussions qui pourraient gêner leurs voisins. Les appareils sonores doivent être réglés en conséquence. Le gestionnaire peut assurer la tranquillité des occupants en fixant des horaires pendant lesquels le silence doit être respecté.

B. - Propreté et respect de l'aire :

Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir la propreté de leur(s) emplacement(s) et des équipements dédiés. Il est interdit de jeter des eaux usées sur le sol ou dans les caniveaux. Les occupants doivent vider les eaux usées dans les installations prévues à cet effet. Les plantations et les décorations florales doivent être respectées. Il est interdit de planter des clous dans les arbres, de couper des branches, de faire des plantations. Toute réparation de dégradation commise à la végétation, aux clôtures, au terrain ou aux installations de l'aire sera à la charge de son auteur.

C. - Stockage - Brûlage - Garage mort :

L'aire n'est pas le lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Il est interdit de laisser et de brûler sur l'aire tous matériels dont les véhicules et résidences mobiles hors d'usages ou objets de récupération.

D. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes : Présents sur l'aire 17 containers collectif, il y a 5 passages par semaine.

L'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie se fait dans les conditions suivantes : **chaque usager devra se rapprocher du gestionnaire qui lui indiquera les modalités d'accès à la déchetterie de secteur ainsi que les préconisations en termes de volume et de nature des déchets.**

Chemin de Bantzenheim 68170 Rixheim Tél. : 03 89 64 46 91

Du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 18h00.

Le samedi en continu de 9h00 à 18h00.

E. - Usage du feu :

Il est interdit de faire du feu, sauf des feux ouverts sur les emplacements dans les récipients prévus à cet effet (barbecue, etc.).

V. - Obligations du gestionnaire :

Le gestionnaire doit respecter les occupants et ne pas avoir de comportement discriminant.

Le gestionnaire assure le nettoyage des espaces collectifs et des circulations internes. Il veille également à la propreté de l'emplacement avant l'installation d'un occupant. Le gestionnaire doit permettre aux véhicules des occupants admis à séjourner d'accéder à l'aire à toute heure.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil, qui est mentionnée si elle est connue.

VI. - Dispositions en cas de non-respect du règlement :

Chaque occupant est tenu de respecter le présent règlement. En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le gestionnaire pourra oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Si cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le gestionnaire pourra résilier la convention d'occupation temporaire.

VII. - Application du règlement :

Le présent règlement prendra effet le : [à définir].

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération, le service gestionnaire et ses prestataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché sur l'aire.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR TYPE AAGV de WITTENHEIM

(soumis au décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage et pris pour l'application de l'article 149 de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté)

I. - Dispositions générales

A. - Destination et description de l'aire : L'aire d'accueil des gens du voyage de Wittenheim est située sur le territoire de la M2A dans la zone du Haut-Rhin en Alsace (149 rue de Soultz 68270 WITTENHEIM).

L'aire a vocation à accueillir temporairement des résidences mobiles de gens du voyage, leurs véhicules tracteurs et le cas échéant leurs remorques.

Elle comporte [28] places regroupées en [14] emplacements.

Chaque emplacement est équipé de : (1 bloc sanitaire individuel)

La superficie moyenne de la place est de 100 m², doté d'un système de télégestion par prépaiement].

B. - Admission et installation :

L'accès à l'aire est autorisé par le gestionnaire dans la limite des emplacements disponibles, pendant *les horaires d'ouverture de l'accueil suivants* :

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et le samedi de 8h à 12h.

En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place : [un appel est transmis à la plateforme puis à l'agent désigné pour l'astreinte qui intervient sur le site en cas de soucis techniques]

Un dépôt de garantie d'un montant de [150,00 €] € est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. La délivrance du dépôt de garantie donne lieu à récépissé. Le montant du dépôt de garantie est restitué au moment du départ du ou des emplacements et en l'absence de dégradation et d'impayé.

Chaque occupant admis doit occuper le ou les emplacements qui lui est/sont attribué(s) et utiliser [et le cas échéant entretenir], les équipements dédiés (bloc sanitaire, compteurs d'eau et d'électricité).

C. - Etat des lieux :

Un état des lieux contradictoire du ou des emplacements écrit et signé par chacune des parties est réalisé à l'arrivée et au départ de l'occupant. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés.

D. - Usage des parties communes :

A l'intérieur de l'aire, seuls peuvent circuler, à une vitesse limitée à [30 km/h], les véhicules qui appartiennent aux occupants y séjournant.

Le stationnement ne doit pas entraver la circulation ni empêcher l'installation de nouveaux arrivants.

E. - Durée de séjour :

La durée de séjour maximum est de [3] mois consécutifs. Des dérogations dans la limite de [7] mois supplémentaires peuvent être accordées sur justification, en cas de scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Le départ de l'aire s'effectue en présence du gestionnaire.

II. - Le cas échéant, fermeture temporaire de l'aire :

En cas de fermeture temporaire de l'aire pour effectuer des travaux d'aménagements, de réhabilitation et de mise aux normes ou des réparations ou pour un autre motif, les occupants sont prévenus au moins deux mois à l'avance de la date de fermeture par voie d'affichage. Ils s'engagent à libérer les lieux avant le premier jour de fermeture.

Les aires permanentes d'accueil ou les emplacements provisoires agréés par le préfet ouvert dans le même secteur géographique et pouvant accueillir les occupants pendant la fermeture temporaire sont les suivant(e)s :

(AGDV de Rixheim, ADGV de Riedisheim, ADGV de Mulhouse, ADGV de Kingersheim)

III. - règlement du droit d'usage

A. - Droit d'usage :

Le droit d'usage est établi par emplacement. Il comprend le droit d'emplacement, et le cas échéant la consommation des fluides. Son montant est affiché sur l'aire. Le droit d'emplacement est de 4.55 € par jour. Une majoration à 6.55 € sera appliqué pour le stationnement de 3 caravanes ou pour un séjour supérieur à 3 mois.

En cas d'indisponibilité du système de télégestion, un forfait sera appliqué suivant les modalités ci-dessous :

1. Pour 2 caravanes :

- 0.7m³ d'eau par jour
- 30 KWh par jour

2. Pour 3 caravanes :

- 1.003 m³ d'eau par jour
- 35 KWh par jour

Avant son départ, chaque usager doit s'acquitter des sommes restantes dues.

B. - Paiement des fluides :

L'alimentation en eau et en électricité ne se fait qu'à partir des équipements prévus à cet effet. En cas de panne ou de difficultés, l'usager est tenu de prévenir le gestionnaire. Chaque occupant règle sa consommation d'eau et d'électricité auprès du gestionnaire selon les modalités en vigueur sur l'aire et les tarifs suivants :

- [0,21 €] €/kWh ;

- [4,15 €] €/m³ d'eau.

L'aire est équipée d'un système de télégestion et de prépaiement des consommations de fluides, le règlement d'avance est obligatoire. L'occupant doit veiller à créditer son compte individualisé en fonction de sa consommation afin de pouvoir bénéficier de l'eau et de l'électricité sans risque de coupure.

IV. - Obligations des occupants :

Le respect des obligations qu'impose le présent règlement conditionne la bonne gestion de l'aire.

A. - Règles générales d'occupation et de vie sur l'aire d'accueil :

Les occupants doivent respecter le personnel intervenant sur l'aire et entretenir des rapports de bon voisinage.

Les occupants de l'aire d'accueil doivent avoir un comportement respectueux de l'ordre public.

Toute personne admise à résider sur l'aire d'accueil est responsable de ses actes et des dégradations qu'elle cause ou qui sont causés par les personnes l'accompagnant ainsi que par les animaux dont elle a la charge et qui doivent rester sous sa surveillance. A ces égards, les occupants de l'aire d'accueil sont soumis aux règles de droit commun. Les occupants sont priés d'éviter tous bruits et discussions qui pourraient gêner leurs voisins. Les appareils sonores doivent être réglés en conséquence. Le gestionnaire peut assurer la tranquillité des occupants en fixant des horaires pendant lesquels le silence doit être respecté.

B. - Propreté et respect de l'aire :

Les occupants doivent veiller au respect des règles d'hygiène et de salubrité, entretenir la propreté de leur(s) emplacement(s) et des équipements dédiés. Il est interdit de jeter des eaux usées sur le sol ou dans les caniveaux. Les occupants doivent vider les eaux usées dans les installations prévues à cet effet. Les plantations et les décorations florales doivent être respectées. Il est interdit de planter des clous dans les arbres, de couper des branches, de faire des plantations. Toute réparation de dégradation commise à la végétation, aux clôtures, au terrain ou aux installations de l'aire sera à la charge de son auteur.

C. - Stockage - Brûlage - Garage mort :

L'aire n'est pas le lieu d'exercice d'activités professionnelles des usagers. Il est interdit de laisser et de brûler sur l'aire tous matériels dont les véhicules et résidences mobiles hors d'usages ou objets de récupération.

D. - Déchets :

La collecte des déchets et des ordures ménagères résiduelles se fait dans les conditions suivantes : Présents sur l'aire 9 containers collectif, il y a 2 passages par semaine.

L'accès au service de collecte des encombrants et à la déchetterie se fait dans les conditions suivantes : chaque usager devra se rapprocher du gestionnaire qui lui indiquera les modalités d'accès à la déchetterie de secteur ainsi que les préconisations en termes de volume et de nature des déchets.

Rue d'Illzach 68270 Wittenheim Tél. : 03 89 52 91 22

Du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 18h00

Le samedi en continu de 9h00 à 18h00

E. - Usage du feu :

Il est interdit de faire du feu, sauf des feux ouverts sur les emplacements dans les récipients prévus à cet effet (barbecue, etc.).

V. - Obligations du gestionnaire :

Le gestionnaire doit respecter les occupants et ne pas avoir de comportement discriminant.

Le gestionnaire assure le nettoyage des espaces collectifs et des circulations internes. Il veille également à la propreté de l'emplacement avant l'installation d'un occupant. Le gestionnaire doit permettre aux véhicules des occupants admis à séjourner d'accéder à l'aire à toute heure.

Sur production d'une pièce d'identité, le gestionnaire délivre sans frais à tout occupant qui en fait la demande une attestation de présence sur l'aire, datée et signée, valable jusqu'à la date de départ de la personne de l'aire d'accueil, qui est mentionnée si elle est connue.

VI. - Dispositions en cas de non-respect du règlement :

Chaque occupant est tenu de respecter le présent règlement. En cas de manquement à ce règlement ou en cas de trouble grave à l'ordre public, le gestionnaire pourra oralement ou par écrit, s'il le juge nécessaire, mettre en demeure l'occupant de s'y conformer. Si cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, le gestionnaire pourra résilier la convention d'occupation temporaire.

VII. - Application du règlement :

Le présent règlement prendra effet le :

Le président de Mulhouse Alsace Agglomération, le service gestionnaire et ses prestataires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent règlement intérieur qui sera affiché sur l'aire.



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

47 élus présents (59 en exercice, 2 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau : Etablir les programmes d'actions annuels, conclure les conventions de mise en œuvre des actions menées dans le cadre de la "politique de la ville" et attribuer les subventions afférentes.

CONTRAT DE VILLE – PROGRAMMATION COMMUNAUTAIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE 1^{ère} PHASE 2021 (131/8.5/333B)

Deux priorités principales dans l'appel à initiatives ont été mises en avant pour la programmation 2021 :

- l'emploi pour les habitants des QPV et plus particulièrement les jeunes ;
- la lutte contre le décrochage scolaire pour les collégiens en vue d'une insertion socio-professionnelle.

En dehors de ces champs prioritaires et dans le cadre des enveloppes disponibles, d'autres projets pourront être étudiés s'ils répondent de façon innovante aux enjeux de lutte contre les inégalités sociales, territoriales et de santé et s'ils concernent plusieurs quartiers prioritaires de l'agglomération ou majoritairement la population issue de ces quartiers. Les champs relevant de l'économie sociale et solidaire ou de la thématique santé/bien-être, dans ce cadre, feront l'objet d'un examen prioritaire.

Ces priorités ont été définies conjointement avec l'Etat, cosignataire du Contrat de Ville.

Cette délibération présente 6 actions dont 3 nouvelles.

1. Développement économique/emploi/insertion

- Mobilité pour l'emploi reconduit son action « **un sésame pour l'emploi** » qui a pour objectif de former à la conduite automobile et à la sécurité routière 45 personnes issues des quartiers prioritaires, pour qui le permis de conduire constitue un impératif dans la réalisation de leur projet professionnel. Sont concernés les six quartiers prioritaires de Mulhouse, ainsi que Drouot Jonquilles (Illzach) et Markstein la Forêt (Wittenheim). En dépit du contexte sanitaire, le bilan de l'action 2020 reste satisfaisant. Il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000€.
- La **déclinaison locale du PAQTE** sur m2A portée par le CREPI a pour objectif de continuer et renforcer les actions menées à travers la charte Entreprises et Quartiers, à savoir mobiliser des entreprises en faveur du développement économique, de l'éducation et de l'emploi des habitants des quartiers de la Politique de la Ville et du Territoire. L'action vise à sensibiliser et accompagner 45 entreprises mulhousiennes à signer le PAQTE et le décliner à travers les engagements retenus par les entreprises. Sont concernés les six quartiers prioritaires de Mulhouse, ainsi que Drouot Jonquilles (Illzach) et Markstein la Forêt (Wittenheim). Un travail de repérage du public des quartiers prioritaires reste à faire. C'est pourquoi un comité de pilotage de suivi de l'action sera mise en place cette année. Il est proposé d'attribuer une subvention de 4 000 €.
- Elan sportif propose un nouveau projet « **Trajectoires** » qui pose la performance sociale du sport comme élément central/fil rouge au cœur des écosystèmes sportif et d'insertion professionnelle. Il devient le dénominateur commun et l'outil pour créer une synergie collective entre les acteurs et une identification commune sur l'ensemble du territoire au niveau local et national au service de l'insertion des jeunes. Le projet comprend un parcours d'insertion en quatre phases dont l'événement phare #JODansmaville est organisé par les jeunes en lien avec les clubs, les entreprises et les sportifs de haut-niveau. Sont concernés les quartiers des Coteaux, Drouot-Jonquilles, Péricentre et Bourtzwiller. Il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 €.
- France Active Alsace souhaite favoriser l'insertion par l'entrepreneuriat en portant un **CitésLab**. L'objectif est de mettre en place des actions individuelles d'accompagnement des créateurs/repreneurs d'entreprise auprès des publics en quartiers prioritaires, depuis la détection des talents jusqu'au financement des projets. Cela va ainsi permettre aux personnes accompagnées de bénéficier de l'offre de services complète de France Active pour créer leur entreprise. L'objectif est d'accompagner 100 personnes par an. Sont concernés les six quartiers prioritaires de Mulhouse, ainsi que Drouot Jonquilles (Illzach) et Markstein la Forêt (Wittenheim). Il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000 €.

2. Santé/ Bien-être

- Le Moulin Nature, Le Cine, poursuit son action « **Nature et santé en bas de chez moi** » qui consiste à favoriser l'accès à la nature de proximité pour tous, en encourageant les modes de déplacement actifs combinés aux transports en commun dans les quartiers prioritaires de l'agglomération mulhousienne. Sont concernés les six quartiers prioritaires de Mulhouse, ainsi que Drouot Jonquilles (Illzach) et Markstein la Forêt (Wittenheim). En 2020, vingt personnes (enfants/adolescents du CSC Lavoisier-Brustlein et adultes) ont été associées à l'élaboration de la carte de situation qui a servi aux associations et aux élus. Il est proposé d'attribuer une subvention de 5 000 €.

- « **Nat'Mouv : santé et bien-être pour tous par le mouvement en espaces naturels** » porté par Nat'Connect vise à lutter contre la sédentarité et favoriser les activités physiques.
Le projet se décline en 4 actions :

- 2 parcours numériques d'activités physiques adaptées en espaces naturels dans 2 sites à proximité ou accessibles aux quartiers prioritaires de m2A.
- Une recherche pour préciser les indicateurs de ressentis individuels face à l'effort et aux mouvements des publics très sédentaires pour consolider leur autonomisation.
- Une mise à disposition d'un catalogue numérique (sur application mobile) de mouvements adaptés aux publics et aux contextes naturels, accessibles gratuitement et permettant de pratiquer cette activité dans le site de son choix.
- Une capitalisation / émulation entre acteurs intervenants dans les quartiers prioritaires pour préciser les besoins et déployer de manière partenariale de nouvelles actions sur d'autres quartiers prioritaires.

Sont concernés le quartier de Bourtzwiller et les cités ouvrières du bassin potassique.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 2 400 €.

Financement du programme 2021

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 sur la ligne de crédits suivante :

- Chapitre 65 / article 6574 / fonction 824
- Service gestionnaire et utilisateur 131
- Ligne de crédits 5351 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes privés » 32 400 €

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve le programme d'actions 2021
- charge M. le Président ou son Vice-Président délégué, de le présenter aux instances concernées pour obtention des financements
- décide l'attribution des subventions correspondantes
- charge M. le Président ou son Vice-Président délégué, d'établir et de signer les conventions nécessaires à leur mise en œuvre

P.J. : Tableau de synthèse des actions

Ne prennent pas part au vote (2) : Josiane MEHLEN et Pierre SALZE.
La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN

Porteurs/ Actions	Montant subvention PV proposé 2021	Rappel subvention accordée m2A PV 2020
Crepi	4 000 €	5 000 €
Déclinaison locale du PAQTE sur M2a	4 000 €	5 000 €
Elan Sportif	5 000 €	0 €
Trajectoires (nouvelle action)	5 000 €	0 €
Cine le Moulin Nature	5 000 €	5 000 €
Nature et santé en bas de chez moi	5 000 €	5 000 €
Nat' Connect	2 400 €	0 €
Santé et bien-être pour tous par le mouvement en espaces naturels (nouvelle action)	2 400 €	0 €
Mobilité pour l'emploi	8 000 €	8 000 €
Un sésame pour l'emploi	8 000 €	8 000 €
Alsace Active	8 000 €	0 €
CitésLab (nouvelle action)	8 000 €	0 €
Total général	32 400 €	18 000 €



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

48 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « Approuver la participation financière de la Communauté d'Agglomération aux activités et projets correspondant aux compétences communautaires ou communales (fonctionnement et investissement), hors fonds de concours, ainsi que les conventions afférentes. »

AMENAGEMENT D'UN ITINERAIRE CYCLABLE ET PIETON RELIANT LES COMMUNES DE CHALAMPE ET DE NEUENBURG-AM-RHEIN : CONVENTIONS AVEC LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET L'AUTORITE DE GESTION DU PROGRAMME INTERREG (5412/7.5.5/315B)

Les routes D39 et B378 comportent trois ponts successifs entre les communes de CHALAMPE en France et de NEUENBURG AM RHEIN en Allemagne, le premier franchissant la RD 52, le deuxième le Grand Canal d'Alsace et le dernier, le Rhin. Actuellement, une voie étroite dédiée, de largeur variable (1m à 2m), offre aux piétons et aux cyclistes la possibilité de franchir les ouvrages en question, cette voie doit cependant être recalibrée. Afin d'améliorer leur sécurité et leur confort, pour ce faire, la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) envisage l'aménagement d'une piste mixte piétonne et cyclable reliant ces deux Communes en élargissant notamment ces trois ponts. La CeA, maître d'ouvrage désigné, va réaliser ces travaux d'aménagement sur une longueur de 530 mètres, et pour un coût total de 2,264 230,50 €HT.

Dans le cadre de sa compétence en matière de réalisation d'aménagements cyclables, Mulhouse Alsace Agglomération propose de cofinancer ces travaux portant sur un itinéraire structurant du schéma directeur cyclable de l'agglomération. Le projet est soutenu par l'Etat et, du côté allemand, le Regierungspräsidium Freiburg fera partie des partenaires contributeurs dans le cadre du programme européen INTERREG V Rhin supérieur.

Le plan de financement s'établit ainsi :

Financier	Participation en %	Montant de la participation en € HT
INTERREG	50,00	1 132 115,25
Etat Français	17,67	400 000,00
CeA	17,32	392 115,25
m2A	9,01	204 000,00
Régierungspräsidium	6,01	136 000,00
TOTAL	100	2 264 230,50

Les conditions techniques, financières et juridiques de la participation financière de Mulhouse Alsace Agglomération sont définies dans les conventions avec la CeA et l'autorité de gestion du programme INTERREG dont les projets sont joints en annexe.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021.
Chapitre 204, Fonction 822, Enveloppe 8123.


Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve la contribution de m2A à la réalisation de ce projet ainsi que les termes des conventions s'y rapportant,
- autorise le Président ou son représentant à les signer ainsi que toute pièce nécessaire à la mise en œuvre du projet.

PJ : 3

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président



Fabian JORDAN



Programme INTERREG V Rhin Supérieur

Programm INTERREG V Oberrhein

Convention relative au projet n° 7.21

« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie et en faveur des modes doux »

Vereinbarung zum Projekt Nr. 7.21

„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“

Signataires

Entre

- la Région Grand Est, Autorité de gestion du programme INTERREG V Rhin Supérieur (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)

le bénéficiaires cofinanceurs français dudit projet :

- Collectivité européenne d'Alsace (anciennement Département du Haut-Rhin) : porteur du projet

les partenaires cofinanceurs français et allemands dudit projet :

- Regierungspräsidium Freiburg;
- Mulhouse Alsace Agglomération
- L'Etat français, représenté par le Directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est,

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le règlement (UE) n° **1303/2013** du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;
- le règlement délégué (UE) n° **480/2014** de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Grand Est als Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)

dem folgenden französischen kofinanzierenden Begünstigter:

- Collectivité européenne d'Alsace (ehemals Département du Haut-Rhin): Projektträger

den folgenden deutschen und französischen kofinanzierenden Projektpartnern:

- Regierungspräsidium Freiburg
- Mulhouse Alsace Agglomération
- der französische Staat vertreten durch den stellvertretenden Regionaldirektor für Umwelt, Raumordnung und Wohnungsbau Grand Est,

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachfolgender gemeinschaftlicher Rechtsakte:

- der Verordnung (EU) Nr. **1303/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;
- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **480/2014** der Kommission vom 3. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments

communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

- le règlement (UE) n° **1301/2013** du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 ;
- le règlement (UE) n° **1299/2013** du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » ;
- le règlement délégué (UE) n° **481/2014** du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération ;

Les documents suivants, concernant le programme :

- l'accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;
- la décision d'exécution de la Commission européenne n° C(2014) 9983 du 16 décembre 2014 portant approbation de certains éléments du programme de coopération intitulé « Interreg V-A France - Allemagne - Suisse (Rhin supérieur - Oberrhein) » (n°CCI 2014TC16RFCB039) en vue d'un soutien du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne » en France et en Allemagne avec la participation de la Suisse, modifiée par la décision d'exécution n° C(2016) 6781 du 26

et des Rates mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds;

- der Verordnung (EU) Nr. **1301/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels „Investitionen in Wachstum und Beschäftigung“ und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;
- der Verordnung (EU) Nr. **1299/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit besonderen Bestimmungen zur Unterstützung des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE);
- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **481/2014** der Kommission vom 4. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf besondere Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben für Kooperationsprogramme;

nachfolgender Bestimmungen betreffend das Programm:

- der Partnerschaftsvereinbarung für Frankreich für die Förderperiode 2014-2020 vom 8. August 2014;
- des Durchführungsbeschlusses Nr. C(2014) 9983 der Kommission vom 16.12.2014 zur Genehmigung bestimmter Elemente des Kooperationsprogramms „Interreg V-A Frankreich - Deutschland - Schweiz (Rhin supérieur - Oberrhein)“ (CCI Nr. 2014TC16RFCB039) für eine Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung im Rahmen des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ in Frankreich und in Deutschland unter Beteiligung der Schweiz, geändert durch den

octobre 2016.

Durchführungsbeschluss Nr. C(2016) 6781 vom 26. Oktober 2016.

- la délibération du Conseil Régional N°17SP-2320 du 20 octobre 2017 relative à la délégation du Président du Conseil Régional du Grand Est ;
 - la délibération de la Commission Permanente N° 17CP-2030 du 13 octobre 2017 relative à la modification de la convention-type INTERREG V Rhin Supérieur 2014-2020 ;
 - le manuel du programme dans sa version respectivement valable ;
- des Beschlusses des Regionalrates N°17SP-2320 vom 20. Oktober 2017 bezüglich der Befugnisübertragungen an den Präsidenten des Regionalrates der Region Grand Est;
 - des Beschlusses des Ständigen Ausschusses 17CP-2030 vom 13 Oktober 2017 bezüglich der Änderung des Modells für die Projektvereinbarung INTERREG V Oberrhein 2014-2020;
 - des Programmhandbuchs in seiner jeweils gültigen Fassung;

Les documents suivants, concernant la France :

nachfolgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
 - l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;
 - le décret n° 2015-792 du 29 juin 2015 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne et le programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période 2014-2020 ;
 - la circulaire du 29 juillet 2015 relative à la gouvernance des espaces et des programmes de coopération territoriale européenne et du programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période de programme 2014-2020 et à la désignation de préfets de région coordonnateurs ;
 - le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations
- des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen der aus den europäischen Struktur- und Investitionsfonds finanzierten Programme im Zeitraum 2014-2020;
 - des Erlasses vom 8. März 2016 mit Bestimmungen zur Umsetzung des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben der europäischen Förderprogramme im Zeitraum 2014-2020, geändert durch den Erlass vom 25. Januar 2017;
 - des Dekrets Nr. 2015-792 vom 29. Juni 2015 bezüglich der Nationalen Behörden für die Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020;
 - des Runderlasses vom 29. Juli 2015 bezüglich der Organisation der Räume und der Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020 sowie der Benennung der federführenden Regionalpräsidenten;
 - des Dekrets Nr. 2008-548 vom 11. Juli 2008 bezüglich der interministeriellen Kommission zur Koordinierung der Kontrollen der aus den

cofinancées par les fonds européens, modifié le 8 décembre 2014 ;

europäischen Fonds finanzierten Vorhaben in der am 8. Dezember 2014 geänderten Fassung;

Les documents suivants, relatifs au projet :

- la demande de concours communautaire comprenant les éléments substantiels relatifs aux objectifs et au contenu du projet, au plan de financement, au budget total et à la période de réalisation du projet, acceptée par le Comité de suivi en date du 19 janvier 2021, et constituée des pièces suivantes :
 - du formulaire de demande de cofinancement de ses annexes, déposées dans l'outil en ligne SYNERGIE-CTE (notamment en ce qui concerne les conditions applicables au calcul des frais de personnel)
 - ainsi que des attestations obligatoires, et des éventuels documents complémentaires
- le courrier du Secrétariat conjoint au porteur de projet daté du 15 janvier 2021, accusant réception de la demande de cofinancement et la considérant comme recevable à la date du 23 décembre 2020.

En cas de modification d'un des documents ci-dessus, la dernière version en vigueur s'applique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1
Terminologie

Les partenaires de projet sont les signataires de la convention ainsi que les partenaires associés du projet.

Les signataires de la convention sont :

- les partenaires cofinanceurs du projet français, allemands ou suisses qui versent un cofinancement mais ne réalisent pas de dépenses ;
- les partenaires français et allemands du projet réalisant des dépenses (qu'ils versent un cofinancement ou pas), dénommés « bénéficiaires » dans la présente convention ;

nachfolgender das Projekt betreffende Bestimmungen:

- des Antrags auf EU-Mittelförderung mit seinen wesentlichen Bestandteilen betreffend die Ziele und die Inhalte des Projektes, den Finanzierungs- und den Gesamtkostenplan sowie den Realisierungszeitraum in seiner vom Begleitausschuss am 19. Januar 2021 genehmigten Fassung, bestehend aus:
 - dem Antragsformular auf EU-Mittelförderung
 - seinen in SYNERGIE-CTE hinterlegten Anhängen (insbesondere zu den Bedingungen zur Berechnung der Personalkosten) und
 - den notwendigen Bestätigungen sowie ggf. allen weiteren beigefügten Unterlagen
- des Schreibens des Gemeinsamen Sekretariats an den Projektträger vom 15. Januar 2021 zur Bestätigung des Eingangs eines vollständigen und formal korrekten Antragsformulars auf EU-Mittelförderung zum 23. Dezember 2020.

Im Falle der Abänderung eines der vorstehend genannten Dokumente kommt die zuletzt gültige Fassung zum Tragen.

Es wird das Folgende vereinbart:

Artikel 1
Begriffsbestimmungen

Zu den Projektpartnern zählen die Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung sowie die assoziierten Projektpartner.

Zu den Unterzeichnern der Vereinbarung zählen:

- die kofinanzierenden französischen, deutschen und schweizerischen Projektpartner, die einen finanziellen Beitrag zum Projekt leisten aber keine Ausgaben tätigen;
- die französischen und deutschen Projektpartner, die Ausgaben tätigen (unabhängig davon, ob sie einen

- et les partenaires suisses du projet réalisant des dépenses (non éligibles au titre d'un cofinancement communautaire).

Les partenaires associés ne signent pas la convention.

Lorsqu'un projet compte deux bénéficiaires ou plus, l'un d'eux est désigné comme le porteur de projet. Dans le cas contraire, le bénéficiaire unique est également le porteur de projet.

Le porteur de projet assure le rôle de chef de file tel que défini à l'article 13 du règlement (UE) n° 1299/2013 du 17 décembre 2013.

La demande de concours communautaire comprend les documents suivants :

- le formulaire de demande de cofinancement et ses annexes déposés dans l'outil en ligne SYNERGIE-CTE. Ces annexes sont les suivantes :
 - l'annexe 1 : Annexe sur les budgets des partenaires réalisant des dépenses (obligatoire)
 - l'annexe 2 : Annexe sur les frais de personnel (obligatoire lorsque le projet est concerné)
 - l'annexe 3 : Description complémentaire du projet (facultative)
- les attestations obligatoires complétées et signées par chaque partenaire concerné :
 - l'attestation 1 : Notification de cofinancement
 - l'attestation 2 : Situation au regard de la TVA
 - l'attestation 3 : Mandat au porteur de projet
 - l'attestation 4 : Lettre d'engagement
- les documents complémentaires
Il s'agit de documents comptables ou juridiques concernant chaque partenaire réalisant des dépenses dans la cadre du projet, en fonction de sa nature.

Article 2 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en

Kofinanzierungsbeitrag leisten oder nicht), mithin „Begünstigte“ im Sinne der vorliegenden Vereinbarung;

- und die schweizerischen Projektpartner, die Ausgaben tätigen (die nicht für eine Unterstützung aus EU-Fördermitteln in Frage kommen).

Assoziierte Projektpartner unterzeichnen die vorliegende Vereinbarung nicht.

Sind an einem Projekt zwei oder mehr Begünstigte beteiligt, fungiert einer von ihnen als Projekträger. Im anderen Fall ist der Alleinbegünstigte zugleich Projekträger.

Der Projekträger ist federführender Begünstigter im Sinne des Artikels 13 der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 vom 17. Dezember 2013.

Der Antrag auf EU-Mittelförderung umfasst die folgenden Dokumente:

- das Antragsformular auf EU-Mittelförderung und seine folgenden in SYNERGIE-CTE hinterlegten Anhänge.
 - Anhang 1: Anhang mit den Kostenplänen der Projektpartner, die Ausgaben tätigen (obligatorisch)
 - Anhang 2: Anhang zu den Personalkosten (obligatorisch, wenn im Rahmen des Projektes Personalkosten vorgesehen sind)
 - Anhang 3: Ergänzende Projektbeschreibung (optional)
- die obligatorischen, von jedem betroffenen Projektpartner vervollständigten und unterzeichneten Bescheinigungen:
 - Bescheinigung 1: Kofinanzierungszusage
 - Bescheinigung 2: Berücksichtigung der Mehrwertsteuer
 - Bescheinigung 3: Bevollmächtigung des Projekträgers
 - Bescheinigung 4: Verpflichtungserklärung
- allfällige zusätzliche Dokumente
Hierzu zählen buchhalterische oder rechtlich-administrative Dokumente betreffend die einzelnen Projektpartner, die Ausgaben tätigen, in Abhängigkeit von deren jeweiliger Natur.

Artikel 2 Gegenstand der Vereinbarung

Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung ist die Festlegung der Verantwortlichkeiten der

œuvre du projet intitulé « Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie et en faveur des modes doux » ci-après désigné « le projet », conformément à l'article 12, paragraphe 5 du règlement (UE) n° 1299/2013 du 17 décembre 2013.

Elle vaut accord fixant les modalités de réalisation du projet entre le porteur de projet et les autres partenaires tel que cela est mentionné à l'article 13, paragraphe 2, point a) du règlement (UE) n° 1299/2013 du 17 décembre 2013.

Article 3 Responsabilités des signataires

Chaque signataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention, les réglementations communautaires et nationales applicables et les règles du programme.

Dans le cas où la Région Grand Est est partenaire du projet, le principe de la séparation fonctionnelle devra être respecté.

Article 4 Période de réalisation du projet

La période de réalisation est comprise entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 juillet 2022.

Cette période de réalisation correspond à la durée durant laquelle les bénéficiaires réalisent le projet conformément au formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et réalisées pendant cette période et acquittées au plus tard le 30 septembre 2022.

Article 5 Montant du cofinancement communautaire

Le coût total prévisionnel éligible du projet est de 2 264 230,50 euros.

Unterzeichner bezüglich der Umsetzung des Projektes „Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“ (nachfolgend: „das Projekt“) gemäß Artikel 12 Absatz 5 der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 vom 17. Dezember 2013.

Sie ist zugleich die Vereinbarung mit Bestimmungen zur Umsetzung des Projektes zwischen dem Projektträger und den übrigen Projektpartnern im Sinne des Artikels 13 Absatz 2 Buchstabe a) der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 vom 17. Dezember 2013.

Artikel 3 Verantwortlichkeiten der Unterzeichner

Die Unterzeichner verpflichten sich, die notwendigen Maßnahmen zu treffen um das Projekt in der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung festgelegten und vom Begleitausschuss beschlossenen Form und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung sowie den einschlägigen gemeinschaftlichen und nationalen Vorschriften und den Programmregeln umzusetzen.

Für den Fall, dass die Région Grand Est Partner des Projektes ist, ist dem Grundsatz der Funktionstrennung Rechnung zu tragen.

Artikel 4 Realisierungszeitraum des Projektes

Der Realisierungszeitraum des Projektes erstreckt sich vom 1. Januar 2021 bis zum 31. Juli 2022.

Die Begünstigten setzen das Projekt in besagtem Zeitraum in der im vom Begleitausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form um.

Ausgaben sind förderfähig, insofern sie während dieses Zeitraums getätigt und bis spätestens 30. September 2022 kassenwirksam gezahlt wurden.

Artikel 5 Betrag der EU-Mittelförderung

Die vorgesehenen förderfähigen Projektgesamtkosten belaufen sich auf 2 264 230,50 Euro.

Le cofinancement communautaire attribué au projet s'élève à un montant de 1 132 115, 25 euros maximum, soit 50 % du coût total éligible du projet.

Le montant de cofinancement communautaire attribué au projet transite par le budget de la Région Grand Est, Autorité de gestion et de certification du Programme INTERREG V Rhin Supérieur. Ce montant est affecté à la section d'investissement (chapitre 906).

Afin de permettre le paiement des fonds au projet, le montant de cofinancement communautaire attribué doit être réparti annuellement selon un échéancier indicatif. L'échéancier indicatif du projet n° 7.21 « Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie et en faveur des modes doux », est le suivant :

- Année 2021 : 283 028,82 €
- Année 2022 : 283 028,81 €
- Année 2023 : 283 028,81 €
- Année 2024 : 283 028,81 €

Cet échéancier prévisionnel pourra évoluer en fonction de l'avancement du projet, il n'est mentionné qu'à titre indicatif.

Le montant maximum prévisionnel du cofinancement communautaire est établi sous réserve :

- de la réalisation du projet tel que prévu dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi ;
- du montant définitif des dépenses réalisées dans le cadre du projet et déclarées éligibles par l'Autorité de gestion ;
- et des cofinancements nationaux réellement perçus, ainsi que des recettes nettes éventuellement générées par le projet.

Article 6

Conformité aux règles d'éligibilité des dépenses et aux principes communautaires

Ne seront retenues en tant que dépenses éligibles

Die dem Projekt zugesprochene EU-Mittelförderung beläuft sich auf einen Betrag von höchstens 1 132 115,25 Euro, und mithin auf 50 % der förderfähigen Projektgesamtkosten.

Die dem Projekt zugesprochenen EU-Mittel laufen über den Haushalt der Région Grand Est in ihrer Eigenschaft als Verwaltungs- und Bescheinigungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein. Die Verbuchung erfolgt über das Kapitel Investitionskosten (Kapitel 906).

Voraussetzung für die Auszahlung der Mittel ist die indikative Aufteilung der zugesprochenen EU-Mittel nach Jahren. Die indikative jährliche Aufteilung der Mittel für das Projekt Nr. 7.21 „Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“ ist wie folgt:

- Jahr 2021: 283 028,82 €
- Jahr 2022: 283 028,81 €
- Jahr 2023: 283 028,81 €
- Jahr 2024: 283 028,81 €

Diese vorläufige Aufteilung kann im Zuge der Projektumsetzung geändert werden und ist rein indikativer Natur.

Der vorgesehene Höchstbetrag an EU-Mittelförderung gilt vorbehaltlich:

- der Umsetzung des Projektes in der im vom Begleitausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form;
- des endgültigen Betrags an getätigten und von der Verwaltungsbehörde als förderfähig festgestellten Ausgaben;
- sowie der tatsächlich vereinnahmten nationalen Kofinanzierungsmittel sowie ggf. durch das Projekt erwirtschafteter Nettoeinnahmen.

Artikel 6

Übereinstimmung mit den Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben und mit gemeinschaftlichen Grundsätzen

Als förderfähig kommen nur solche Ausgaben in

que les dépenses conformes aux dispositions réglementaires communautaires et nationales et répondant aux critères définis dans le manuel du programme.

Les dépenses sont éligibles si elles sont réalisées par le bénéficiaire pour lequel elles sont prévues, payées et acquittées durant la période fixée à l'article 4 relatif à la période de réalisation du projet.

Ces dépenses ne doivent bénéficier ni du soutien d'un autre fonds ou instrument de l'Union Européenne, ni du soutien du même fonds au titre d'un autre programme.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du projet, les signataires s'engagent à respecter les principes communautaires et la réglementation correspondante, notamment en ce qui concerne :

- les principes sectoriels, dont le principe de la libre concurrence ;
- les principes horizontaux, dont les principes d'égalité femmes-hommes, de non-discrimination et de développement durable.

Article 7

Respect de la réglementation en matière d'aides d'État

Aucune disposition spécifique ne s'applique pour le présent projet.

Article 8

Modalités de paiement du cofinancement communautaire

Le versement du cofinancement communautaire par l'Autorité de gestion au porteur de projet intervient selon les modalités suivantes :

- sous forme de remboursement sur présentation de demandes de versement initiale et intermédiaires accompagnées des pièces justificatives des dépenses effectivement réalisées, payées par les bénéficiaires et acquittées. Les frais de préparation peuvent être présentés dès la demande de versement initiale conformément aux conditions décrites dans le manuel du programme. Les dépenses résultant de l'application de taux forfaitaires

Betracht, die mit den einschlägigen gemeinschaftlichen und nationalen Regelungen und den im Programmhandbuch festgelegten Kriterien übereinstimmen.

Ausgaben sind förderfähig, insofern sie von dem Begünstigten, für den sie vorgesehen sind, getätigt und in der in Artikel 4 zum Realisierungszeitraum des Projektes vorgesehenen Zeitspanne kassenwirksam gezahlt werden.

Die Ausgaben dürfen weder aus einem anderen Fonds oder Unionsinstrument noch aus demselben Fonds im Rahmen eines anderen Programms unterstützt werden.

Die Unterzeichner verpflichten sich weiterhin, bei der Umsetzung des Projektes die gemeinschaftlichen Grundsätze und die daraus abgeleiteten Vorschriften, insbesondere bezüglich der folgenden Aspekte, zu beachten:

- sektorspezifische Grundsätze, darunter der Grundsatz des freien Wettbewerbs;
- bereichsübergreifende Grundsätze, darunter die Grundsätze der Gleichstellung von Frau und Mann, der Nichtdiskriminierung und der nachhaltigen Entwicklung.

Artikel 7

Beachtung der Vorschriften bezüglich staatlicher Beihilfen

Für das Projekt findet keine spezifische Bestimmung Anwendung.

Artikel 8

Modalitäten für die Auszahlung der EU-Fördermittel

Die Auszahlung der EU-Fördermittel durch die Verwaltungsbehörde an den Projektträger erfolgt nach folgenden Modalitäten:

- Als Erstattung nach Einreichung eines ersten bzw. von Zwischenauszahlungsanträgen, einschließlich der Nachweise über die den Begünstigten entstandenen und von diesen tatsächlich getätigten und kassenwirksam gezahlten Ausgaben. Die Projektvorbereitungskosten können gemäß der im Programmhandbuch dargestellten Bedingungen ab dem ersten Auszahlungsantrag geltend gemacht werden. Für Ausgaben, die auf der Anwendung eines Pauschalsatzes beruhen, ist keine Einreichung

ne nécessitent pas la transmission de pièces justificatives spécifiques. Leur montant est calculé automatiquement à partir des montants des catégories de dépenses de référence.

Les bénéficiaires s'engagent à adresser, via le porteur de projet, au minimum deux demandes de versement par année à l'Autorité de gestion. Afin de garantir une bonne gestion des fonds communautaires au niveau du programme, l'Autorité de gestion notifie au porteur de projet les dates de transmission des demandes de versement et se réserve le droit de demander, le cas échéant, la transmission d'une demande de versement supplémentaire.

- sous forme de remboursement sur présentation de la demande de versement du solde, accompagnées des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées, payées par les bénéficiaires et acquittées, ainsi que les documents complémentaires permettant de déterminer le montant définitif du cofinancement communautaire tel que décrit dans le manuel du programme. Les dépenses résultant de l'application de taux forfaitaires ne nécessitent pas la transmission de pièces justificatives spécifiques. Leur montant est calculé automatiquement à partir des montants des catégories de dépenses de référence.

L'Autorité de gestion interrompt le paiement des fonds communautaires lorsque les versements effectués atteignent 80 % du montant du cofinancement communautaire initialement prévu. Le solde dû est versé à la clôture du projet.

Chaque demande de versement doit être accompagnée d'un état récapitulatif du niveau de réalisation des livrables du projet ainsi que des justificatifs correspondants. Le versement du cofinancement est effectué sous réserve d'un niveau satisfaisant de réalisation des livrables du projet. L'Autorité de gestion appréciera le niveau de réalisation des livrables au regard des objectifs annuels fixés dans la demande de concours communautaire sur la base des explications fournies dans l'état récapitulatif.

Le versement du cofinancement communautaire est effectué sous réserve de la disponibilité de fonds communautaires. Il pourra notamment être interrompu ou

von Nachweisen notwendig. Der entsprechende Betrag wird automatisch ausgehend von der Kostenkategorie, auf die der Pauschalsatz angewandt wird, berechnet.

Die Begünstigten verpflichten sich, über den Projektträger mindestens zwei Auszahlungsanträge pro Jahr bei der Verwaltungsbehörde einzureichen. Im Sinne einer angemessenen Verwaltung der EU-Mittel teilt die Verwaltungsbehörde dem Projektträger die Fristen für die Einreichung der Auszahlungsanträge mit und behält sich ggf. das Recht vor, dem Projektträger hierfür die Übermittlung eines zusätzlichen Auszahlungsantrags einzufordern.

- Als Erstattung nach Einreichung des abschließenden Auszahlungsantrags, einschließlich der Nachweise über die den Begünstigten entstandenen und von diesen tatsächlich getätigten und kassenwirksam gezahlten Ausgaben sowie der zusätzlichen Dokumente, auf deren Grundlage der endgültige Betrag der EU-Förderung gemäß den Vorgaben des Programmhandbuchs ermittelt werden kann. Für Ausgaben, die auf der Anwendung eines Pauschalsatzes beruhen, ist keine Einreichung von Nachweisen notwendig. Der entsprechende Betrag wird automatisch ausgehend von der Kostenkategorie, auf die der Pauschalsatz angewandt wird, berechnet.

Die Verwaltungsbehörde stellt die Auszahlung der EU-Fördermittel ein, wenn die Summe der ausgezahlten Mittel 80 % der vorgesehenen EU-Förderung erreicht. Der geschuldete Restbetrag wird zum Projektabschluss ausbezahlt.

Im Rahmen jedes Auszahlungsantrags sind eine Aufstellung des Standes der Projekt-Outputs und entsprechende Nachweise vorzulegen. Die Auszahlung der EU-Fördermittel erfolgt unter Vorbehalt eines zufriedenstellenden Standes der Projekt-Outputs. Die Verwaltungsbehörde bewertet den Stand der Projekt-Outputs hinsichtlich der im Antrag auf EU-Mittelförderung festgelegten Zielwerte auf der Grundlage der in der vorzulegenden Aufstellung enthaltenen Erläuterungen.

Die Auszahlung der EU-Fördermittel erfolgt vorbehaltlich der Verfügbarkeit der entsprechenden Mittel. Insbesondere kann sie durch die Verwaltungsbehörde unterbrochen oder ausgesetzt

suspendu par l'Autorité de gestion dans le cas où une enquête a été lancée en rapport avec une éventuelle irrégularité ou d'une défaillance dans le système de gestion et de contrôle du programme.

Afin de percevoir le cofinancement communautaire, le porteur de projet doit transmettre, en même temps que la demande de versement initiale, un document établi par la banque, indiquant les coordonnées du compte (comprenant notamment les numéros BIC et IBAN) sur lequel il doit être versé.

Article 9 Comptabilité

Les bénéficiaires s'engagent à tenir soit un système comptable distinct, soit à mettre en place un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées au projet, conformément à la réglementation en vigueur.

La comptabilité des bénéficiaires doit permettre de concilier les dépenses et les ressources déclarées au titre du projet avec les états comptables et les pièces justificatives comptables.

Article 10 Modalités de versement des cofinancements français et allemands

Les partenaires cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

La **Collectivité européenne d'Alsace** participe au projet à hauteur de **392 115,25 euros** sous forme de dépenses directes.

Le **Regierungspräsidium Freiburg** participe au projet à hauteur de **136 000,00 euros**. Ce montant sera versé à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) selon les modalités fixées telles que ci-après :

- 27 200 euros
- 108 800 euros

Le rythme de versement est le suivant :

- un premier versement de 20% de la quote-

werden, wenn eine Untersuchung hinsichtlich einer Unregelmäßigkeit oder eines Fehlers im Verwaltungs- und Kontrollsystem des Programms eingeleitet wird.

Um die EU-Fördermittel vereinnahmen zu können, übermittelt der Projektträger der Verwaltungsbehörde im Zuge des ersten Auszahlungsantrags ein von seinem Kreditinstitut erstelltes Dokument, aus dem die Kontodaten (insbesondere BIC und IBAN) des Kontos ersichtlich werden, auf das die Mittel ausbezahlt werden sollen.

Artikel 9 Buchführung

Die Begünstigten verpflichten sich, gemäß den geltenden rechtlichen Bestimmungen für alle finanziellen Vorgänge mit Bezug zum Projekt entweder eine gesonderte Buchführung oder einen geeigneten Buchführungscode zu nutzen.

Die Buchführung der Begünstigten muss einen Abgleich zwischen den im Zuge des Projekts geltend gemachten Ausgaben und Vereinnahmungen und den Bilanzen und buchhalterischen Belegen erlauben.

Artikel 10 Modalitäten für die Auszahlung der deutschen und französischen Kofinanzierungsmittel

Die kofinanzierenden Projektpartner verpflichten sich dazu, die im Finanzierungsplan des Projekts vorgesehenen Beträge in den vorgesehenen Fristen und Formen zu überweisen.

Collectivité européenne d'Alsace beteiligt sich am Projekt in Höhe von **392 115,25 Euro** in Form von direkten Ausgaben.

Das **Regierungspräsidium Freiburg** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **136 000,00 Euro**. Diese Summe wird an der Collectivité européenne d'Alsace (CeA) wie folgt ausbezahlt:

- 27 200 Euro
- 108 800 Euro

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- eine erste Rate in Höhe von 20 % des

part prévisionnelle, à la notification de l'ordre de service de commencement des travaux ;

- le solde correspondant à 80% de sa participation financière, à la réception des dernières levées de réserves du marché de travaux.

Mulhouse Alsace Agglomération participe au projet à hauteur de **204 000 euros**. Ce montant sera versé à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) selon les modalités fixées telles que ci-après :

- **40 800 euros**
- **163 200 euros**

Le rythme de versement est le suivant :

- un premier versement de 20% de la quote-part prévisionnelle, à la notification de l'ordre de service de commencement des travaux ;
- le solde ajusté au montant réel des travaux, à la réception des dernières levées de réserves du marché de travaux sur présentation du relevé des factures acquittées par la CeA pour la réalisation des travaux;

Les demandes de versement des cofinancements de l'ensemble des bénéficiaires listés ci-dessus seront à adresser à la CeA selon les modalités définies entre ces partenaires.

L'Etat français participe au projet à hauteur de **400 000,00 euros** HT au titre du Fonds pour les mobilités actives. Ce montant sera versé à la Collectivité Européenne d'Alsace selon les modalités de la convention bipartite à conclure avec l'Etat français.

Article 11

Modalités de versement des cofinancements suisses

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

Article 12

Dispositions communes aux cofinancements

geschätzten Anteils, ab der Mitteilung der behördlichen Anweisung zur Aufnahme der Bauarbeiten.

- der Restbetrag in Höhe von 80 % seiner finanziellen Beteiligung bei Erhalt der letzten Aufhebung der Vorbehalte des Bauauftrags.

Mulhouse Alsace Agglomération beteiligt sich am Projekt in Höhe von **204 000 Euro**. Diese Summe wird an der Collectivité européenne d'Alsace (CeA) wie folgt ausbezahlt:

- **40 800 Euro**
- **163 200 Euro**

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

eine erste Rate in Höhe von 20 % des geschätzten Anteils, ab der Mitteilung der behördlichen Anweisung zur Aufnahme der Bauarbeiten

- der Restbetrag an den tatsächlichen Umfang der Bauarbeiten, bei Erhalt der letzten Aufhebung der Vorbehalte des Bauauftrags gegen Vorlage der Aufstellung der Rechnungen, für die von der CeA getätigten Bauarbeiten.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel aller oben genannter Begünstigten sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an CeA zu richten.

Der französische Staat beteiligt sich am Projekt in Höhe von **400 000,00 Euro** o. MwSt. im Rahmen des Fonds für aktive Mobilität. Diese Summe wird an die Collectivité européenne d'Alsace (CeA) ausbezahlt, nach den Modalitäten, die in der bilateral geschlossenen Vereinbarung mit dem französischen Staat vereinbart wurden.

Artikel 11

Modalitäten für die Auszahlung der schweizerischen Kofinanzierungsmittel

Dieser Artikel findet auf das vorliegende Projekt keine Anwendung.

Artikel 12

Gemeinsame Bestimmungen für die

suisses

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

Article 13 Suivi de la mise en œuvre du projet

Les signataires s'engagent à assurer un suivi continu de la mise en œuvre du projet, notamment en ce qui concerne l'état de réalisation des objectifs du projet, sa mise en œuvre financière, ainsi que la réalisation des différentes activités prévues dans la demande de concours communautaire.

Conformément au manuel du programme, ce suivi porte notamment sur les aspects suivants :

- le niveau de réalisation des livrables du projet, ainsi que les actions et réalisations par lesquelles ceux-ci sont alimentés ;
- les mesures spécifiques prévues dans la demande de concours communautaire pour assurer le respect et favoriser la prise en compte des principes horizontaux (utilisation des TIC, développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes) ;
- les dispositions prises pour contribuer aux principes horizontaux dans le cadre des autres activités prévues dans la demande de concours communautaire.

Conformément au manuel du programme, les signataires s'engagent à rendre compte de ce suivi dans le cadre des rapports de projet. Par ailleurs, les signataires s'engagent à fournir à l'Autorité de gestion, sur demande, toutes les informations utiles concernant le suivi de la mise en œuvre du projet.

Article 14 Echanges de données électroniques

De même que le formulaire de demande de cofinancement a été rempli en ligne via l'outil SYNERGIE-CTE, les données sur les dépenses, ainsi que les demandes de versement doivent être saisies et constituées en ligne via ce même outil. Aucune demande de versement établie à l'aide d'un autre outil ne pourra être prise en compte.

schweizerischen Kofinanzierungsmittel

Dieser Artikel findet auf das vorliegende Projekt keine Anwendung.

Artikel 13 Monitoring der Projektumsetzung

Die Unterzeichner verpflichten sich, ein laufendes Monitoring der Projektumsetzung sicherzustellen, insbesondere in Bezug auf den Umsetzungsstand der Projektziele, die finanzielle Abwicklung und die Durchführung der verschiedenen, im Antrag auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Maßnahmen.

Gemäß dem Programmhandbuch umfasst dieses Monitoring insbesondere die folgenden Aspekte:

- den Umsetzungsstand der Projekt-Outputs sowie die Maßnahmen und Umsetzungen, die diese bedienen;
- die im Antrag auf EU-Mittelförderung vorgesehenen spezifischen Maßnahmen, die die Einhaltung der bereichsübergreifenden Grundsätze (Nutzung von IKT, nachhaltige Entwicklung, Chancengleichheit und Nichtdiskriminierung, Gleichstellung von Frau und Mann) gewährleisten und fördern;
- die getroffenen Vorkehrungen, um mittels der übrigen im Antrag auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Maßnahmen zu den bereichsübergreifenden Grundsätzen beizutragen.

Gemäß dem Programmhandbuch verpflichten sich die Unterzeichner über dieses Monitoring Bericht zu erstatten. Außerdem verpflichten sich die Unterzeichner, der Verwaltungsbehörde auf Anfrage sämtliche nützlichen Informationen bezüglich des Monitorings der Projektumsetzung zu übermitteln.

Artikel 14 Austausch elektronischer Daten

Entsprechend der Erstellung des Antragsformulars auf EU-Mittelförderung mittels des Onlinetools SYNERGIE-CTE, sind auch die Ausgaben betreffende Daten sowie die Auszahlungsanträge mit Hilfe desselben Onlinetools einzugeben bzw. zu erstellen. Anderweitig erstellte Auszahlungsanträge können nicht berücksichtigt werden.

Article 14 Evaluation

Les bénéficiaires s'engagent à répondre aux sollicitations de l'Autorité de gestion, de la Commission européenne, des services compétents des États membres concernés ou de tous prestataires mandatés par ces derniers dans le cadre des évaluations menées sur le programme.

Article 15 Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats du projet sont dévolus aux partenaires de projet. Il revient aux partenaires de projet de s'accorder sur les modalités d'exploitation de ces droits.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, l'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint sont autorisés à communiquer sur les résultats du projet conformément à l'article 17 relatif à l'information, à la communication et à la publicité.

Article 16 Information, communication et publicité

Les partenaires de projet s'engagent à assurer la publicité à propos du cofinancement communautaire et notamment à mentionner dans tous les supports électroniques ou physiques relatifs au projet, le soutien octroyé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) et par le programme INTERREG. Les publics concernés par les actions du projet doivent être informés de la même manière.

Lorsqu'un projet bénéficie d'un cofinancement dans le cadre de la Nouvelle Politique Régionale et/ou de la part des cantons les modalités en matière de communication seront transmises par le Service de coordination intercantonal auprès de la Regio Basiliensis (IKRB).

Toute mesure d'information et de communication destinée aux groupes cibles, aux groupes cibles potentiels et au grand public doit respecter les dispositions spécifiées dans le manuel du programme.

Le porteur de projet s'engage à adresser à l'Autorité

Artikel 15 Bewertung

Die Begünstigten verpflichten sich, den Anfragen der Verwaltungsbehörde, der Europäischen Kommission, der zuständigen Stellen der betroffenen Mitgliedsstaaten sowie sämtlicher von diesen beauftragter Dienstleister im Rahmen von Bewertungen des Programms Folge zu leisten.

Artikel 16 Eigentum und Nutzung der Ergebnisse

Die Rechte an geistigem und industriellem Eigentum an den Projektergebnissen stehen den Projektpartnern zu. Die Projektpartner sind dafür verantwortlich, sich bezüglich der Modalitäten zur Nutzung dieser Rechte abzustimmen.

Unbeschadet der Regelung des vorstehenden Absatzes haben die Verwaltungsbehörde und das Gemeinsame Sekretariat das Recht, gemäß Artikel 17 betreffend Information, Kommunikation und Öffentlichkeitsarbeit über die Projektergebnisse zu kommunizieren.

Artikel 17 Information, Kommunikation und Öffentlichkeitsarbeit

Die Projektpartner verpflichten sich, die Unterstützung aus europäischen Mitteln bekannt zu machen und insbesondere auf elektronischen und physischen Informationsträgern zum Projekt auf die Unterstützung durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) und durch das INTERREG-Programm hinzuweisen. In gleicher Weise sind die von den Projektmaßnahmen betroffenen Zielgruppen zu informieren.

Im Falle einer Förderung aus Mitteln der Neuen Regionalpolitik und/oder der Kantone übermittelt die Interkantonale Koordinationsstelle bei der Regio Basiliensis (IKRB) die entsprechenden Regelungen zur Öffentlichkeitsarbeit.

Sämtliche Informationsmaßnahmen und Maßnahmen der Öffentlichkeitsarbeit, welche Zielgruppen, potentielle Zielgruppen und die breite Öffentlichkeit ansprechen, müssen den einschlägigen Bestimmungen des Programmhandbuchs entsprechen.

Der Projektträger verpflichtet sich, der

de gestion et au Secrétariat conjoint un exemplaire de tout document de communication et d'information produit par lui-même ou ses partenaires. Il est d'ailleurs tenu de transmettre, le cas échéant, toute information supplémentaire permettant à l'Autorité de gestion et au Secrétariat conjoint de remplir leurs obligations en termes d'information et de communication.

Les signataires autorisent l'Autorité de gestion à publier, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, les informations suivantes :

- le nom des partenaires du projet,
- le nom du projet,
- la date de début et de fin du projet
- un résumé du projet,
- le total des dépenses éligibles attribué au projet du cofinancement communautaire,
- le taux de cofinancement par l'Union,
- le code postal du projet ou tout autre indicateur d'emplacement approprié,
- le pays,
- la dénomination de la catégorie d'intervention dont relève le projet.

Article 17 Confidentialité et protection des données

L'Autorité de gestion, le Secrétariat conjoint et les signataires s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à une autre partie conformément au droit communautaire et national applicables en la matière.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles en matière d'information, de communication et de publicité mentionnées à l'article 17 relatif à l'information, à la communication et à la publicité.

L'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint doivent collecter de nombreuses données pour suivre la bonne instruction et le bon déroulement des projets. Cela se fait dans le respect de la loi française dite « informatique et libertés » qui encadre notamment le recueil et l'utilisation des données à caractère personnel, ainsi que de la loi fédérale portant sur la protection des données (Bundesdatenschutzgesetz – BDSG) et, à partir du 25 mai 2018, en conformité avec le règlement (UE)

Verwaltungsbehörde und dem Gemeinsamen Sekretariat ein Exemplar jedes von ihm selbst oder einem seiner Partner produzierten Kommunikations- und Informationsdokuments zukommen zu lassen. Darüber hinaus ist er angehalten, der Verwaltungsbehörde und dem Gemeinsamen Sekretariat ggf. jegliche zusätzliche Information zukommen zu lassen, die notwendig ist, um deren Verpflichtungen bezüglich Information und Öffentlichkeitsarbeit nachzukommen.

Die Unterzeichner befugen die Verwaltungsbehörde folgende Informationen in jedweder Form und auf jedwedem Weg zu veröffentlichen:

- die Namen der Projektpartner,
- die Bezeichnung des Projekts,
- Anfangs- und Enddatum des Projekts,
- eine Zusammenfassung des Projekts,
- die Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben des aus EU-Mitteln geförderten Projektes,
- den Unions-Kofinanzierungssatz,
- die Postleitzahl des Projekts oder andere angemessene Standortindikatoren,
- das Land,
- die Bezeichnung der Interventionskategorie für das Projekt.

Artikel 18 Vertraulichkeit und Datenschutz

Die Verwaltungsbehörde, das Gemeinsame Sekretariat und die Unterzeichner verpflichten sich zur Gewährleistung der Vertraulichkeit aller Dokumente, Informationen oder sonstigen Materialien mit direktem Bezug zum Inhalt der Vereinbarung, die gebührend als vertraulich ausgewiesen sind und deren Veröffentlichung einer anderen Vertragspartei einen Nachteil gemäß gemeinschaftlichem und nationalen Recht zu schaffen geeignet ist.

Die Sicherstellung der Vertraulichkeit erfolgt unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 17 zu Information, Kommunikation und Öffentlichkeitsarbeit.

Die Verwaltungsbehörde und das Gemeinsame Sekretariat sammeln im Sinne einer angemessenen Antragsprüfung und einer ordnungsgemäßen Projektumsetzung eine Vielzahl von Daten. Dies geschieht unter Beachtung des französischen Gesetzes „informatiques et libertés“, das insbesondere die Erhebung und Nutzung von personenbezogenen Daten regelt, und des Bundesdatenschutzgesetzes sowie ab dem 25.

n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les signataires de la présente convention s'engagent également à respecter ces dispositions législatives et réglementaires dans la mise en œuvre des actions de leur plan de travail et la justification de leurs dépenses. En outre, ils s'engagent à informer et faire respecter ce cadre législatif et réglementaire à leurs éventuels sous-traitants.

Article 18 Conflit d'intérêt

Les partenaires de projet s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective du projet est compromise pour des motifs d'intérêt privé.

Les partenaires de projet s'engagent à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêt en cours d'exécution de la convention et d'en informer l'Autorité de gestion.

Article 20 Contrôles

Les bénéficiaires s'engagent à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur place ou sur pièces, en lien avec le projet, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par l'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint et par toute autorité missionnée par les Etats membres ou par les corps d'inspections et de contrôles nationaux ou européens ou par les organismes mandatés par eux.

Ils s'engagent à présenter aux contrôleurs tous les documents du projet et pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses réalisées et

Mai 2018 der Verordnung (EU) Nr. 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr.

Die Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung verpflichten sich ihrerseits zur Einhaltung dieser rechtlichen Bestimmungen bei der Umsetzung des Arbeitsplans und dem Nachweis ihrer Ausgaben. Sie verpflichten sich weiterhin, etwaige bei der Projektumsetzung für sie tätig werdende Dienstleister über diese rechtlichen Bestimmungen zu informieren und ihre Einhaltung durch diese sicherzustellen.

Artikel 19 Interessenkonflikt

Die Projektpartner verpflichten sich, sämtliche notwendigen Maßnahmen zur Vermeidung jedweden Risikos eines Interessenkonflikts, der die unparteiische und objektive Erfüllung der Vereinbarung verhindern könnte, zu ergreifen.

Ein Interessenkonflikt liegt dann vor, wenn die unparteiische und objektive Umsetzung des Projekts durch private Interessen gefährdet wird.

Die Projektpartner verpflichten sich, sofort durch die notwendigen Maßnahmen Abhilfe zu schaffen und die Verwaltungsbehörde darüber zu informieren, wenn der Erfüllung der Vereinbarung eine Situation entsteht, die einen Interessenkonflikt darstellt oder zu einem Interessenkonflikt führen könnte.

Artikel 20 Kontrollen

Die Begünstigten verpflichten sich, sich sämtlichen projektbezogenen technischen, administrativen und finanziellen Kontrollen sowohl vor Ort als auch im Rahmen einer Überprüfung der Belege, auch in ihrer Buchhaltung, zu unterziehen, die von der Verwaltungsbehörde und dem Gemeinsamen Sekretariat, sowie von sämtlichen Stellen, die von den Mitgliedsstaaten oder den nationalen oder europäischen Aufsichts- und Kontrollstellen beauftragt wurden, sowie von den von diesen bevollmächtigten Einrichtungen, durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich, den Prüfern bis Ablauf der in Artikel 23 zur Aufbewahrungspflicht der Projektunterlagen und Archivierung festgelegten

payées par les bénéficiaires jusqu'au délai prévu à l'article 23 relatif à la conservation des pièces relatives au projet et archivage de la présente convention.

Frist sämtliche Projektunterlagen und Belege, die die Ordnungsmäßigkeit und Förderfähigkeit der von den Begünstigten, getätigten und gezahlten Ausgaben nachweisen, vorzulegen.

Article 19
Remboursement du cofinancement
communautaire

Conformément à l'article 27, paragraphe 2 du règlement (UE) n° 1299/2013 du 17 décembre 2013, l'Autorité de gestion veille à ce que tout montant de cofinancement communautaire versé à la suite d'une irrégularité soit récupéré auprès du porteur de projet. Les bénéficiaires s'engagent à rembourser au porteur de projet tout montant de cofinancement communautaire qu'ils auraient indûment perçu.

De manière dérogatoire, en application de l'article 13, paragraphe 2, point a) du règlement (UE) n° 1299/2013 du 17 décembre 2013, l'Autorité de gestion contractant par la présente convention avec l'ensemble des bénéficiaires du projet, elle est fondée à demander le remboursement du cofinancement communautaire versé à la suite d'une irrégularité, directement au(x) bénéficiaire(s) concerné(s). Ceux-ci s'engagent alors à rembourser directement à l'Autorité de gestion, le cofinancement communautaire indûment perçu correspondant.

Article 20
Piste d'audit

Les différents contrôles mentionnés à l'article 20 relatif aux contrôles permettent de vérifier le respect de la piste d'audit. Les exigences minimales s'appliquant à la piste d'audit en ce qui concerne la comptabilité à tenir et les documents justificatifs à conserver sont les suivantes :

- la piste d'audit permet l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi pour le programme opérationnel devant faire l'objet d'une vérification ;
- la piste d'audit permet de rapprocher les montants agrégés certifiés à la Commission européenne de la comptabilité et des pièces justificatives détaillées conservées par l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion et les bénéficiaires pour les projets cofinancés au titre du programme opérationnel ;
- la piste d'audit doit permettre de rapprocher les montants agrégés certifiés à la Commission européenne des données détaillées relatives aux réalisations ou aux résultats et des pièces justificatives conservées par l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion et les bénéficiaires, y compris, le cas échéant, les documents concernant la méthode de détermination des barèmes standards de coûts unitaires et des montants forfaitaires, en ce qui concerne les projets cofinancés au titre du programme opérationnel ;

Artikel 21
Rückerstattung der EU-Mittelförderung

Gemäß Artikel 27 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 vom 17. Dezember 2013 stellt die Verwaltungsbehörde sicher, dass alle aufgrund von Unregelmäßigkeiten gezahlten Beträge beim Projektträger wiedereingezogen werden. Die Begünstigten erstatten dem Projektträger die rechtsgrundlos gezahlten Beträge.

In Anwendung von Artikel 13 Absatz 2 Buchstabe a) der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 vom 17. Dezember 2013 kann die Verwaltungsbehörde angesichts der mit allen Begünstigten des Projekts eingegangenen vorliegenden Vereinbarung abweichend von diesem Vorgehen aufgrund von Unregelmäßigkeiten gezahlte Beträge direkt bei dem/den betroffenen Begünstigten wiederentziehen. Die betroffenen Begünstigten verpflichten sich, die entsprechenden rechtsgrundlos erhaltenen Beträge direkt an die Verwaltungsbehörde zu erstatten.

Artikel 22
Prüfpfad

Die verschiedenen in Artikel 20 zu Kontrollen genannten Kontrollen dienen der Überprüfung der Einhaltung des Prüfpfads. Die Mindestanforderungen an den Prüfpfad hinsichtlich der Führung der Buchführungsdaten und der aufzubewahrenden Belege sind die folgenden:

- anhand des Prüfpfads kann überprüft werden, ob die vom Begleitausschuss im operationellen Programm festgelegten Auswahlkriterien angewendet wurden;
- anhand des Prüfpfads können die der Kommission bescheinigten aggregierten Beträge, bei Projekten, die im Rahmen des operationellen Programms kofinanziert wurden, mit den detaillierten Buchführungsdaten und Belegen der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und der Begünstigten abgeglichen werden;
- anhand des Prüfpfads können die der Kommission bescheinigten aggregierten Beträge bei Projekten, die im Rahmen des operationellen Programms kofinanziert wurden, mit den detaillierten Output- oder Ergebnisdaten und den Belegen der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und der Begünstigten abgeglichen werden, gegebenenfalls auch im Hinblick auf die Methode zur Festlegung der Einheitskosten und der Pauschalbeträge;

- la piste d'audit doit démontrer et justifier la méthode de calcul, le cas échéant, et la base sur laquelle les taux forfaitaires ont été décidés, ainsi que les coûts directs éligibles ou les coûts déclarés pour d'autres catégories sélectionnées auxquelles s'applique le taux forfaitaire ;
 - la piste d'audit permet d'étayer les coûts directs éligibles auxquels s'applique le taux forfaitaire ;
 - la piste d'audit permet de vérifier le paiement de la contribution publique au(x) bénéficiaire(s);
 - pour chaque projet, la piste d'audit inclut, le cas échéant, le plan de financement, les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports du bénéficiaire et les rapports relatifs aux vérifications et aux audits réalisés ;
 - la piste d'audit comprend des informations sur les contrôles de gestion et les audits effectués sur le projet ;
 - la piste d'audit doit permettre de rapprocher les données relatives aux indicateurs de réalisation du projet des objectifs, des données déclarées et des résultats pour le programme.
- anhand des Prüfpfads können gegebenenfalls die Berechnungsmethode und die Grundlage für die Festlegung von Pauschalsätzen sowie die förderfähigen direkten Kosten oder die Kosten, die unter bestimmten anderen Kategorien gemeldet werden, für die der Pauschalsatz gilt, dargelegt und begründet werden;
 - anhand des Prüfpfads können die förderfähigen direkten Kosten für die der Pauschalsatz gilt, belegt werden;
 - anhand des Prüfpfads kann überprüft werden, ob der öffentliche Beitrag an die Empfängereinrichtung(en) gezahlt wurde;
 - der Prüfpfad umfasst gegebenenfalls für jedes Projekt den Finanzierungsplan, die Unterlagen zur Genehmigung des Zuschusses, gegebenenfalls die Unterlagen zu den Vergabeverfahren, die Berichte der Begünstigten und Berichte über die durchgeführten Überprüfungen und Prüfungen;
 - der Prüfpfad umfasst Informationen über die zum Projekt durchgeführten Verwaltungsprüfungen und sonstige Prüfungen;
 - anhand des Prüfpfads können die Daten für die Output-Indikatoren des Projekts mit dem Ergebnis, den Berichtsdaten und gegebenenfalls mit den Zielen des Programms abgeglichen werden.

Article 21

Conservation des pièces relatives au projet et archivage

Les bénéficiaires s'engagent à conserver et archiver l'ensemble des pièces relatives au projet pendant une période de deux ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses finales après la clôture financière du projet. Au moment de la clôture du projet, l'Autorité de gestion informera le porteur de projet de la date de commencement de la période visée ci-dessus.

Les bénéficiaires doivent s'assurer que toutes les pièces sont conservées :

- soit sous forme d'originaux ;
- soit comme des copies des originaux, certifiées conformes ;
- soit sur des supports de données communément admis contenant les versions électroniques des documents originaux ou des documents existants uniquement sous forme électronique.

Lorsque des documents n'existent qu'en version

Artikel 23

Aufbewahrungspflicht der Projektunterlagen und Archivierung

Die Begünstigten verpflichten sich, sämtliche Projektunterlagen während eines Zeitraumes von zwei Jahren aufzubewahren und zu archivieren, gerechnet ab dem 31. Dezember des Jahres, in dem die Rechnungslegung, in der die letzten Ausgaben für das abgeschlossene Projekt verbucht wurden, vorgelegt wurde. Zum Zeitpunkt des Projektabschlusses informiert die Verwaltungsbehörde den Projektträger über das Datum des Beginns des genannten Zeitraums.

Die Begünstigten müssen sicherstellen, dass alle Unterlagen aufbewahrt werden:

- entweder im Original;
- oder als beglaubigte Kopien der Originale;
- oder auf allgemein üblichen Datenträgern (gilt auch für elektronische Versionen der Originaldokumente und für Dokumente, die ausschließlich in elektronischer Form vorliegen).

Liegen Dokumente nur in elektronischer Form vor,

électronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

Pour permettre à l'Autorité de gestion d'établir un registre contenant l'identité et la localisation des organismes conservant les pièces relatives au projet, les bénéficiaires s'engagent à lui communiquer ces informations et à l'informer en cas de changement.

Article 22 Modification du projet

Toute modification du projet pendant sa réalisation doit être notifiée par le porteur de projet à l'Autorité de gestion dans les meilleurs délais. Après examen, l'Autorité de gestion décidera de la recevabilité de la modification et, le cas échéant, elle prendra les dispositions nécessaires pour établir un avenant à la présente convention.

Les modifications concernant :

- les objectifs ou le contenu du projet,
- le plan de financement du projet,
- l'augmentation ou la réduction du budget total en dépenses du projet, ou
- la prolongation ou la diminution de la période de réalisation du projet tel que définie à l'article 4 de la présente convention.

nécessitent l'établissement d'un avenant.

En règle générale, une seule modification nécessitant un avenant est admise.

Si un projet comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif subit une des modifications suivantes :

- un arrêt ou une délocalisation d'une activité productive en dehors de la zone du programme;
- un changement de propriété d'une infrastructure qui procure à une entreprise ou un organisme public un avantage indu;
- un changement substantiel de nature, d'objectifs ou de conditions de mise en œuvre qui porterait atteinte à ses objectifs initiaux.

dans les 5 ans à compter du versement du solde des fonds FEDER, ou si dans les 10 ans à compter du versement du solde des fonds FEDER une activité de production est délocalisée hors de l'Union, excepté lorsque le bénéficiaire concerné est

so müssen die verwendeten Computersysteme anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die gewährleisten, dass die gespeicherten Dokumente den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und für Prüfungszwecke zuverlässig sind.

Damit die Verwaltungsbehörde ein Verzeichnis mit Angaben zu den Einrichtungen, die die Projektunterlagen aufbewahren, und deren Standorten führen kann, verpflichten sich die Begünstigten, der Verwaltungsbehörde entsprechende Informationen zu übermitteln und sie von allfälligen Änderungen in Kenntnis zu setzen.

Artikel 24 Projektänderung

Jegliche Änderungen am Projekt während des Realisierungszeitraums sind der Verwaltungsbehörde umgehend durch den Projektträger zu melden. Die Verwaltungsbehörde wird die Änderung prüfen und entscheiden, ob diese zulässig ist. Sie wird ggf. die notwendigen Schritte einleiten, um einen Nachtrag zur vorliegenden Projektvereinbarung zu erstellen.

Änderungen bezüglich:

- der Ziele oder des Inhalts des Projekts,
- des Finanzierungsplans des Projekts,
- der Erhöhung oder Reduzierung des Gesamtkostenplans des Projekts,
- der Verlängerung oder Verkürzung des Realisierungszeitraums des Projekts wie im Artikel 4 der vorliegenden Vereinbarung festgelegt.

erfordern einen Nachtrag zur Projektvereinbarung:

Grundsätzlich ist nur eine Projektänderung, die einen Nachtrag zur Projektvereinbarung erfordert, zulässig.

Falls ein Projekt, das Investitionen in eine Infrastruktur oder produktive Investitionen enthält, binnen fünf Jahren nach der Schlusszahlung der EFRE-Mittel folgende Änderungen erfährt:

- Aufgabe oder Verlagerung einer Produktionstätigkeit an einen Standort außerhalb des Programmgebiets;
- Änderung der Eigentumsverhältnisse bei einer Infrastruktur, wodurch einer Fima oder einer öffentlichen Einrichtung ein ungerechtfertigter Vorteil entsteht; oder
- erhebliche Veränderung der Art, der Ziele oder der Durchführungsbestimmungen des Projekts, die seine ursprünglichen Ziele untergraben würden

bzw. binnen zehn Jahren nach der Schlusszahlung der EFRE-Mittel die Produktionstätigkeit an einen

une PME, cela donne lieu à un remboursement du cofinancement communautaire.

Article 23 Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée :

- sur demande du porteur de projet, avec l'accord de tous les partenaires de projet, ou
- sur initiative de l'Autorité de gestion, en cas de non-respect des clauses de la convention et en particulier :
 - de la non-exécution totale ou partielle du projet ;
 - de la modification du plan de financement du projet sans autorisation préalable et acceptation formelle ;
 - d'une modification importante du projet affectant sa pérennité prévue à l'article 24 relatif à la modification du projet ;
 - de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ;
 - d'un conflit d'intérêt ou d'une fraude ou un cas de corruption avéré ;
 - du refus de se soumettre aux contrôles réglementaires.

Dans les deux cas, une procédure de déprogrammation du projet sera engagée par le Comité de suivi du Programme. La déprogrammation du projet entraîne le reversement à l'Autorité de gestion de la totalité des fonds communautaire perçus jusque-là par les bénéficiaires.

La résiliation de la convention est notifiée à l'issue de la procédure de déprogrammation par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, adressé par l'Autorité de gestion à l'ensemble des signataires.

Article 24 Règlement amiable

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable.

Standort außerhalb der Union verlagert wird, außer wenn der Begünstigte ein KMU ist, müssen die EU-Mittel zurückgezahlt werden.

Artikel 25 Aufhebung der Projektvereinbarung

Die Projektvereinbarung kann aufgehoben werden:

- auf Antrag des Projektträgers, mit Zustimmung aller Projektpartner, oder
- auf Initiative der Verwaltungsbehörde im Falle der Nichtbeachtung der Bestimmungen der Vereinbarung und dabei insbesondere im Falle
 - einer unterlassenen Ausführung des Projekts im Ganzen oder in Teilen;
 - einer Änderung des Finanzierungsplanes des Projektes ohne vorherige Genehmigung und formale Zustimmung;
 - einer wesentlichen Änderung des Projekts, die das Kriterium der Dauerhaftigkeit - wie in Artikel 24 zu Projektänderungen vorgesehen - beeinträchtigt;
 - einer nicht der vorliegenden Vereinbarung entsprechenden Verwendung der Gelder;
 - eines Interessenkonfliktes oder eines Betruges oder eines Falles von nachgewiesener Korruption;
 - der Weigerung, sich den gesetzlich geregelten Prüfungen zu unterziehen.

In beiden Fällen wird beim Begleitausschuss ein Verfahren zur Herausnahme des Projektes aus der Förderung eingeleitet. Die Herausnahme des Projektes aus der Förderung zieht die Rückerstattung aller von den Begünstigten bereits erhaltenen EU-Mittel an die Verwaltungsbehörde nach sich.

Die Aufhebung der Projektvereinbarung wird den Unterzeichnern der vorliegenden Vereinbarung nach Abschluss des Verfahrens zur Herausnahme des Projektes aus der Förderung von der Verwaltungsbehörde per Einschreiben mit Rückschein mitgeteilt.

Artikel 26 Gütliche Einigung

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben.

Le silence des signataires suite à la proposition écrite d'une solution amiable faite par le porteur de projet ou l'Autorité de gestion à l'ensemble des autres signataires par courrier recommandé avec accusé de réception, sera considéré à l'issue d'un délai raisonnable fixé dans ce courrier, comme valant acceptation.

Article 25 **Règlement des litiges**

En cas de litiges, les versions française et allemande de la présente convention font foi. Les parties contractantes pourront se prévaloir des dispositions des deux versions.

Pour tout litige qui ne pourra être résolu à l'amiable, l'affaire sera portée devant le tribunal compétent, en application des règles procédurales en vigueur.

Article 26 **Dispositions diverses**

Aucune disposition spécifique ne s'applique pour le présent projet.

Article 27 **Entrée en vigueur de la convention**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion, dernier signataire de la convention, au porteur de projet.

Dans l'éventualité où la mise en œuvre du projet aurait démarré avant la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, toutes les dispositions de cette dernière à propos de la mise en œuvre du projet s'appliquent rétroactivement.

Article 28 **Fin de validité de la convention**

La présente convention reste valable pendant une période de deux ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses finales après la clôture financière du projet. Au moment de la clôture du projet, l'Autorité de gestion informera le porteur de projet de la date de commencement de la période visée ci-dessus.

Ce délai est interrompu en cas de procédure judiciaire ou administrative ou à la demande dûment motivée de la Commission européenne.

Das Schweigen der Unterzeichner auf einen schriftlichen Einigungsvorschlag des Projektträgers oder der Verwaltungsbehörde, der sämtlichen Unterzeichnern per Einschreiben mit Rückschein mitgeteilt wurde, wird, nach Ablauf einer in dem Schreiben angegebenen angemessenen Frist, als Zustimmung gewertet.

Artikel 27 **Rechtsstreitigkeiten**

Im Falle von Rechtsstreitigkeiten sind sowohl die deutsche als auch die französische Sprachfassung verbindlich. Die Vertragsparteien können sich auf die Bestimmungen der beiden Fassungen berufen.

Rechtsstreitigkeiten, die nicht auf dem Wege der gütlichen Einigung beigelegt werden können, werden vor dem entsprechend der anwendbaren Regelungen zuständigen Gericht ausgetragen.

Artikel 28 **Verschiedenes**

Für das vorliegende Projekt gelten keine besonderen Bestimmungen.

Artikel 29 **Inkrafttreten der Vereinbarung**

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

Falls die Realisierung des Projekts vor Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung begonnen hat, gelten alle Bestimmungen dieser Vereinbarung zur Projektrealisierung rückwirkend.

Artikel 30 **Ende der Gültigkeit der Vereinbarung**

Die vorliegende Vereinbarung behält während eines Zeitraumes von zwei Jahren Gültigkeit, gerechnet ab dem 31. Dezember des Jahres, in dem die Rechnungslegung, in der die letzten Ausgaben für das abgeschlossene Projekt verbucht wurden, vorgelegt wurde. Zum Zeitpunkt des Projektabschlusses informiert die Verwaltungsbehörde den Projektträger über das Datum des Beginns des genannten Zeitraums.

Diese Frist wird im Falle von Gerichts- oder Verwaltungsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

**Signataires de la présente convention relative au projet n° 7.21
« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie
et en faveur des modes doux »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. 7.21
„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von
Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“**

Collectivité européenne d'Alsace

Porteur de projet/Projekträger

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n° 7.21
« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie
et en faveur des modes doux »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. 7.21
„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von
Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“**

Regierungspräsidium Freiburg
Partenaire du projet/Projektpartner

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n° 7.21
« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie
et en faveur des modes doux »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. 7.21
„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von
Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“**

**L'Etat français , représenté par le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement du Grand Est,**
Partenaire du projet/Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Patrick CAZIN-BOURGUIGNON
Directeur régional adjoint de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n° 7.21
« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie
et en faveur des modes doux »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. 7.21
„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von
Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“**

Mulhouse Alsace Agglomération
Partenaire du projet/Projektpartner

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n° 7.21
« Chalampé / Neuenburg à Vélo #2 : Élargissement de 3 ponts et aménagements de voirie
et en faveur des modes doux »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. 7.21
„Chalampé / Neuenburg à Vélo #2: Erweiterung von 3 Brücken und Ausbauarbeiten von
Straßen und Wegen, um die sanfte Mobilität zu fördern.“**

Région Grand Est

Autorité de gestion du Programme INTERREG V Rhin Supérieur
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel

<p>Convention portant désignation de maître d'ouvrage, fixation de modalités financière et de gestion ultérieure</p> <p>Aménagement d'un itinéraire cyclable et d'une voie piétonne reliant les Communes de CHALAMPE et de NEUENBURG AM RHEIN – RD 39/B 378</p> <p>N°</p> <p>Vu l'accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux,</p> <p>Vu l'accord du 30 janvier 1953 passé entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif aux ponts fixes et bacs sur le Rhin à la frontière Franco-Allemande.</p> <p>Vu la délibération n°CP-2020-12-3-1 de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin du 11 décembre 2020 approuvant les modalités de l'opération de sécurisation des modes doux sur les trois ouvrages d'art supportant la RD39 et franchissant la RD52, le Grand Canal d'Alsace et le Rhin au niveau de la frontière entre CHALAMPE et NEUENBURG-AM-RHEIN, et approuvant le portage de la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux par le Département et notamment pour le pont franchissant le Grand Canal d'Alsace,</p> <p>Vu la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du 10 mai 2021 autorisant le Président à signer la présente convention,</p>	<p>Vereinbarung zur Benennung des Bauherrn, zur Festlegung der finanziellen Bedingungen und der anschließenden Verwaltungsmodalitäten</p> <p>Ausbau eines Rad- und Fußgängerweges zur Verbindung der Gemeinden CHALAMPE und NEUENBURG AM RHEIN - RD 39/B 378</p> <p>Nr.</p> <p>Gemäß des Karlsruher Abkommens vom 23. Januar 1996 zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zwischen Gebietskörperschaften und lokalen öffentlichen Einrichtungen,</p> <p>Unter Berücksichtigung des Abkommens vom 30. Januar 1953 zwischen der Französischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland über feste Brücken und Fähren über den Rhein an der deutsch-französischen Grenze,</p> <p>In Anbetracht der Beratung Nr. CP-2020-12-3-1 des ständigen Ausschusses des Departementsrats Haut-Rhin vom 11. Dezember 2020 zur Genehmigung der Modalitäten bezüglich der Baumaßnahme zur Sicherung des nichtmotorisierten Verkehrs an den drei Ingenieurbauwerken, die die RD39 tragen und die RD52, den Rheinseitenkanal und den Rhein an der Grenze zwischen CHALAMPE und NEUENBURG-AM-RHEIN überqueren, und zur Genehmigung der Trägerschaft an der Bauherrschaft für alle Bauarbeiten des Departements und insbesondere für die Brücke über den Rheinseitenkanal,</p> <p>Gemäß der Beratung des ständigen Ausschusses der Collectivité européenne d'Alsace vom 10 mai 2021, der den Präsidenten ermächtigt, die vorliegende Vereinbarung zu unterzeichnen,</p>
--	---

<p>Vu la délibération du Bureau Communautaire de Mulhouse Alsace Agglomération du ... autorisant le Président à signer la présente convention,</p> <p>Entre les soussignés :</p> <p>La Collectivité européenne d'Alsace représentée par le Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente susvisée,</p> <p>ci-après désignée la « CeA »,</p> <p style="text-align: right;">d'une part,</p> <p>La République Fédérale d'Allemagne représentée par le Land de Bade Wurtemberg celui-ci représenté par Madame la Régierungspräsidentin du Regierungsbezirk de Fribourg</p> <p>ci-après désignée le « Régierungspräsidium »</p> <p>et</p> <p>Mulhouse Alsace Agglomération représentée par le Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire.</p> <p>ci-après désignée « m2A »</p> <p style="text-align: right;">d'autre part,</p> <p>Les co-signataires étant, par ailleurs, désignés par « les parties ».</p> <p>Il a été convenu ce qui suit :</p>	<p>In Anbetracht der Beratungen des Gemeinschaftsbüros von Mulhouse Alsace Agglomération vom ... wird der Vorsitzende ermächtigt, diese Vereinbarung zu unterzeichnen,</p> <p>Zwischen den Unterzeichnenden:</p> <p>Die Collectivité européenne d'Alsace, vertreten durch den Präsidenten, ordnungsgemäß durch Beschluss des oben genannten Ständigen Ausschusses bevollmächtigt, diese Vereinbarung zu unterzeichnen,</p> <p>im Folgenden als „CeA“ bezeichnet,</p> <p style="text-align: right;">zum einen,</p> <p>Die Bundesrepublik Deutschland, vertreten durch das Land Baden-Württemberg, dieses vertreten durch die Regierungspräsidentin des Regierungsbezirks Freiburg</p> <p>im Folgenden als „Regierungspräsidium“ bezeichnet,</p> <p>und</p> <p>Mülhausen Elsass Agglomeration, vertreten durch den Präsidenten, ordnungsgemäß durch Beschluss des Gemeinschaftsbüros bevollmächtigt, diese Vereinbarung zu unterzeichnen,</p> <p>im Folgenden als „m2A“ bezeichnet,</p> <p style="text-align: right;">zum anderen,</p> <p>Die Mitunterzeichner werden im Übrigen mit „die Parteien“ bezeichnet.</p> <p>Es wurde folgendes vereinbart:</p>
<p><u>PREAMBULE</u></p> <p>Les routes D39 et B378 reliant les Communes de CHALAMPE en France et de NEUENBURG AM RHEIN en Allemagne supportent trois ponts différents, le premier franchissant la RD 52, le second le Grand Canal d'Alsace et le dernier, le Rhin.</p> <p>Afin d'améliorer la sécurité et le confort des cyclistes et des piétons, la CeA envisage</p>	<p><u>PRÄAMBEL</u></p> <p>Die Straßen D39 und B378, die die Gemeinden CHALAMPE in Frankreich und NEUENBURG AM RHEIN in Deutschland verbinden, umfassen drei verschiedene Brücken. Die erste überquert die RD 52, die zweite den Rheinseitenkanal und die dritte den Rhein.</p> <p>Zur Verbesserung der Sicherheit und des Komforts von Radfahrern und Fußgängern</p>

<p>l'aménagement d'une piste mixte piétonne et cyclable reliant ces deux Communes en élargissant notamment ces trois ponts.</p> <p>La CeA, maître d'ouvrage désigné, va réaliser ces travaux d'aménagement sur une longueur de 530 mètres.</p> <p>Dans le cadre de ces travaux, le Régierungspräsidium et m2A participeront financièrement respectivement à hauteur de 6,01% et 9,01% du montant TTC des travaux.</p> <p>La participation de m2A s'inscrit dans le cadre de sa compétence de protection, de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et plus précisément, au titre de la réalisation et de la gestion d'itinéraires cyclables et pédestres sur l'ensemble du territoire communautaire.</p> <p>La présente convention vise également à déterminer les modalités de versement de cette participation financière à la CeA, ainsi que les modalités de la gestion ultérieure de l'aménagement ainsi créé.</p>	<p>plant die CeA durch Verbreiterung dieser drei Brücken den Ausbau eines gemischten Fußgänger- und Radweges, der diese beiden Gemeinden miteinander verbindet.</p> <p>Die CeA, die vorgesehene Bauherrin, wird diese Ausbaurbeiten auf einer Länge von 530 Metern durchführen.</p> <p>Im Rahmen dieser Bauarbeiten werden sich das Regierungspräsidium und die m2A mit 6,01% beziehungsweise 9,01 % an dem Betrag der Bauarbeiten, inkl. MwSt., finanziell beteiligen.</p> <p>Die Beteiligung der m2A erfolgt im Rahmen ihrer Kompetenz für den Schutz, die Aufwertung der Umwelt und der Lebenswelt, insbesondere im Rahmen der Realisierung und der Verwaltung des Rad- und Fußgängerwegs in der gesamten Gemeinschaft.</p> <p>Diese Vereinbarung erstreckt sich zudem auf die Festlegung der Zahlungsbedingungen dieser finanziellen Beteiligung an die CeA sowie der Bedingungen für die anschließende Verwaltung des so geschaffenen Ausbaus.</p>
<p>ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION</p> <p>La présente convention a pour objets de :</p> <p>préciser le principe de la maîtrise d'ouvrage, portée par la CeA, de l'opération réalisée pour le compte de la CeA et du Régierungspräsidium, chacun propriétaire d'une partie des emprises et/ou ouvrages concernées par l'aménagement d'un itinéraire cyclable et d'une voie piétonne reliant les Communes de CHALAMPE et de NEUENBURG AM RHEIN par les trois ouvrages d'arts surplombant la RD 52, le Grand Canal d'Alsace et le Rhin,</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir les conditions dans lesquelles le Régierungspräsidium et m2A apporteront à la CeA leur participation financière dans le cadre de l'aménagement, - fixer les modalités de gestion ultérieure des ouvrages, une fois l'opération d'aménagement réalisée. 	<p>ARTIKEL 1 - GEGENSTAND DER VEREINBARUNG</p> <p>Gegenstand dieser Vereinbarung ist:</p> <ul style="list-style-type: none"> - das Prinzip der von der CeA getragenen Bauherrschaft bezüglich der Baumaßnahme näher auszuführen, die im Auftrag der CeA und des Regierungspräsidiums durchgeführt wird, die jeweils Eigentümer eines Teils der Wegerechte und/oder Bauwerke sind, die von dem Ausbau eines Rad- und Fußgängerwegs betroffen sind, der die Gemeinden CHALAMPE und NEUENBURG AM RHEIN durch die drei Ingenieurbauwerke über die RD 52, dem Rheinseitenkanal und dem Rhein verbindet, - die Festlegung der Bedingungen, unter denen das Regierungspräsidium und die m2A ihre finanzielle Beteiligung an dem Ausbau gegenüber der CeA einbringen werden, - die Festlegung der Bedingungen für die spätere Verwaltung der Bauwerke, sobald die Ausbaumaßnahme

		durchgeführt wurde.	
<u>ARTICLE 2 – CONSISTANCE ET COÛT DES TRAVAUX</u>		<u>ARTIKEL 2 - BESCHAFFENHEIT UND KOSTEN DER BAUARBEITEN</u>	
Le coût global de l'aménagement est estimé à un montant de 2 264 230,50 € HT soit 2 717 076,60 € TTC réparti comme suit :		Die Gesamtkosten für den Ausbau werden auf 2 264 230,50 € , o. MwSt., bedeutet 2 717 076,60 € inkl. MwSt. geschätzt und werden aufgeteilt wie folgt:	
Coût des travaux : Contrôles extérieurs, communication :	1 900 000,00 € 110 000,00 €	Kosten der Bauarbeiten: Externe Kontrolle, Kommunikationen :	1 900 000,00 € 110 000,00 €
Frais annexes (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) :	254 230,50 €	Nebenkosten (Bauherr und Bauüberwachung):	254 230,50 €
Total HT	2 264 230,50 €	Gesamt o. MwSt.	2 264 230,50 €
La CeA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement.		Die CeA übernimmt die Bauherrschaft über die Ausbaumaßnahme.	
L'opération d'aménagement dont le plan est joint à l'annexe 1 de la présente convention consiste à créer une piste mixte piétons/cycles de 3 mètres de large sur le tronçon d'environ 530m de long. Il se détaille comme ci :		Die Ausbaumaßnahme, deren Plan in Anlage 1 dieser Vereinbarung beigefügt ist, besteht in der Schaffung eines kombinierten Fußgänger-/Radweges mit einer Breite von 3 m auf einem Abschnitt von ca. 530 m Länge. Er wird wie folgt beschrieben:	
<ul style="list-style-type: none"> - Aménagements de voirie sur l'île du Rhin et aux abords des ponts sur la RD52 et sur le Rhin, - Elargissement du trottoir aval (côté nord) du pont RD39/RD52 par ajout d'une structure métallique, - Elargissement du trottoir aval (côté nord) du pont RD39/Grand canal d'Alsace par ajout d'une structure métallique, - Elargissement du trottoir aval (côté nord) du pont sur le Rhin par une structure en béton armé. 		<ul style="list-style-type: none"> - Straßenausbau auf der Rheininsel und im Bereich der Brücken auf der RD52 und über den Rhein, - Verbreiterung des stromabwärts gelegenen Gehweges (Nordseite) der Brücke RD39/RD52 durch Hinzufügen einer Metallkonstruktion, - Verbreiterung des stromabwärts gelegenen Gehweges (Nordseite) der Brücke RD39/Rheinseitenkanal durch Hinzufügen einer Metallkonstruktion, - Verbreiterung des stromabwärts gelegenen Gehweges (Nordseite) der Brücke über den Rhein durch Hinzufügen einer Stahlbetonkonstruktion. 	
<u>ARTICLE 3 – MODALITES FINANCIERES</u>		<u>ARTIKEL 3 - FINANZIERUNGSMODALITÄTEN</u>	
La CeA assurera le préfinancement de la totalité de l'opération. Elle procédera au mandatement des dépenses en TTC et bénéficiera du FCTVA.		Die CeA übernimmt die Vorfinanzierung der gesamten Baumaßnahme. Sie wird die Zahlungsanweisung inkl. MwSt. erteilen und den FCTVA (Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée - Ausgleichsform für die MwSt.) in Anspruch nehmen.	
La participation des parties à la réalisation de		Die Beteiligung der Parteien an der	

l'opération est répartie de la manière suivante :

Financier	Participation en %	Montant de la participation en € HT
FEDER	50,00	1 132 115,25
Etat Français	17,67	400 000,00
m2A	9,01	204 000,00
Regierungspräsidium	6,01	136 000,00
CeA	17,32	392 115,25
TOTAL	100	2 264 230,50

Les modalités de participation au projet INTERREG n'entrent pas dans le cadre de la présente convention et feront l'objet d'une convention distincte signée entre la Région, la **CeA** (porteur) et tous les partenaires co-financeurs (RP Freiburg et m2A). Les modalités de versement de la subvention de l'Etat font l'objet d'une convention distincte.

Le versement de la participation de la part des co-financeurs s'effectuera selon les modalités suivantes :

- Le **Regierungspräsidium** et **m2A** verseront à la **CeA**, un premier versement de 20% de la quote-part prévisionnelle, à la notification de l'ordre de service de commencement des travaux.
- **m2A** procèdera au versement du solde ajusté au montant réel des travaux, à la réception des dernières levées de réserves du marché de travaux sur présentation du relevé des factures acquittées par la **CeA** pour la réalisation des travaux mentionnés à l'article 2 de la présente convention.
- Le **Regierungspräsidium** versera le solde correspondant à 80% de sa participation financière, à la réception des dernières levées de réserves du marché de travaux. Il est rappelé que la participation du **Regierungspräsidium** est plafonnée à 230 000€ HT.

La **CeA** réalise l'opération dans le strict

Baumaßnahme wird wie folgt geregelt:

Finanzierer	Beteiligung in %	Beteiligung in € ohne MwSt. :
EFRE	50,00	1 132 115,25
Etat Français	17,67	400 000,00
m2A	9,01	204 000,00
Regierungspräsidium	6,01	136 000,00
CeA	17,32	392 115,25
GESAMT	100	2 264 230,50

Die Modalitäten zur Beteiligung am INTERREG-Projekt fallen nicht in den Anwendungsbereich dieser Vereinbarung und werden Gegenstand einer Sondervereinbarung zwischen der **CeA**, der Region sowie allen Kofinanzierungspartnern (RP Freiburg und m2A) sein. Die Modalitäten zur Zahlung der Subvention des französischen Staat sind in einer weiteren Vereinbarung festgehalten.

Die Zahlung des anteiligen Beitrags der Kofinanzierer erfolgt gemäß den folgenden Modalitäten:

- Das **Regierungspräsidium** und die **m2A** zahlen der **CeA** eine erste Rate in Höhe von 20 % des geschätzten Anteils, ab der Mitteilung der behördlichen Anweisung zur Aufnahme der Bauarbeiten.
- Die **m2A** zahlt den Restbetrag angepasst an den tatsächlichen Umfang der Bauarbeiten, bei Erhalt der letzten Aufhebung der Vorbehalte des Bauauftrags gegen Vorlage der Aufstellung der Rechnungen, von der **CeA** für die in Artikel 2 genannten Arbeiten entrichtet wurden.
- Das **Regierungspräsidium** zahlt den Restbetrag in Höhe von 80 % seiner finanziellen Beteiligung bei Erhalt der letzten Aufhebung der Vorbehalte des Bauauftrags. Es wird darauf hingewiesen, dass der Höchstbetrag der finanziellen Beteiligung des **Regierungspräsidiums** 230 000 € o. MwSt. beträgt.

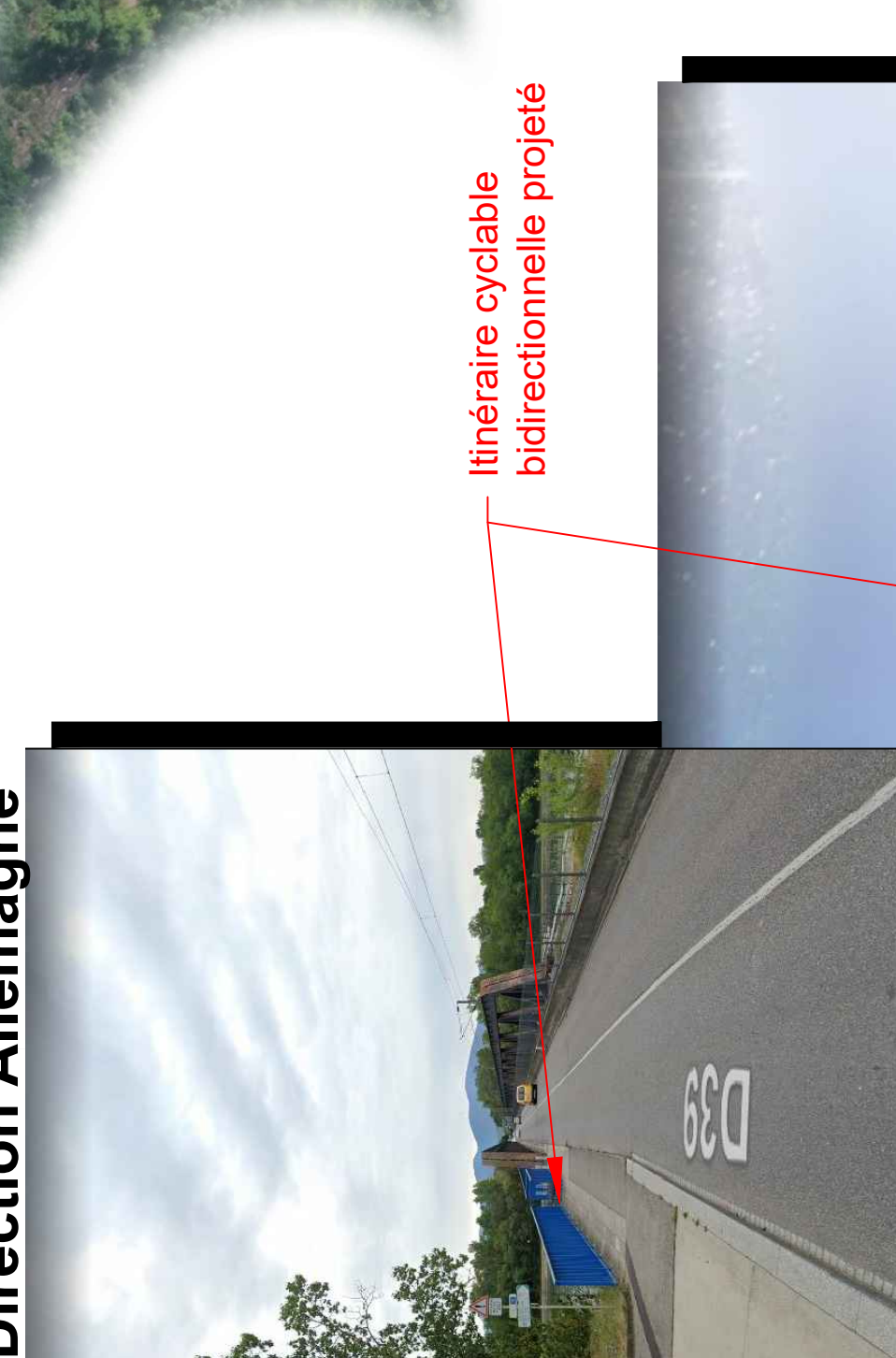
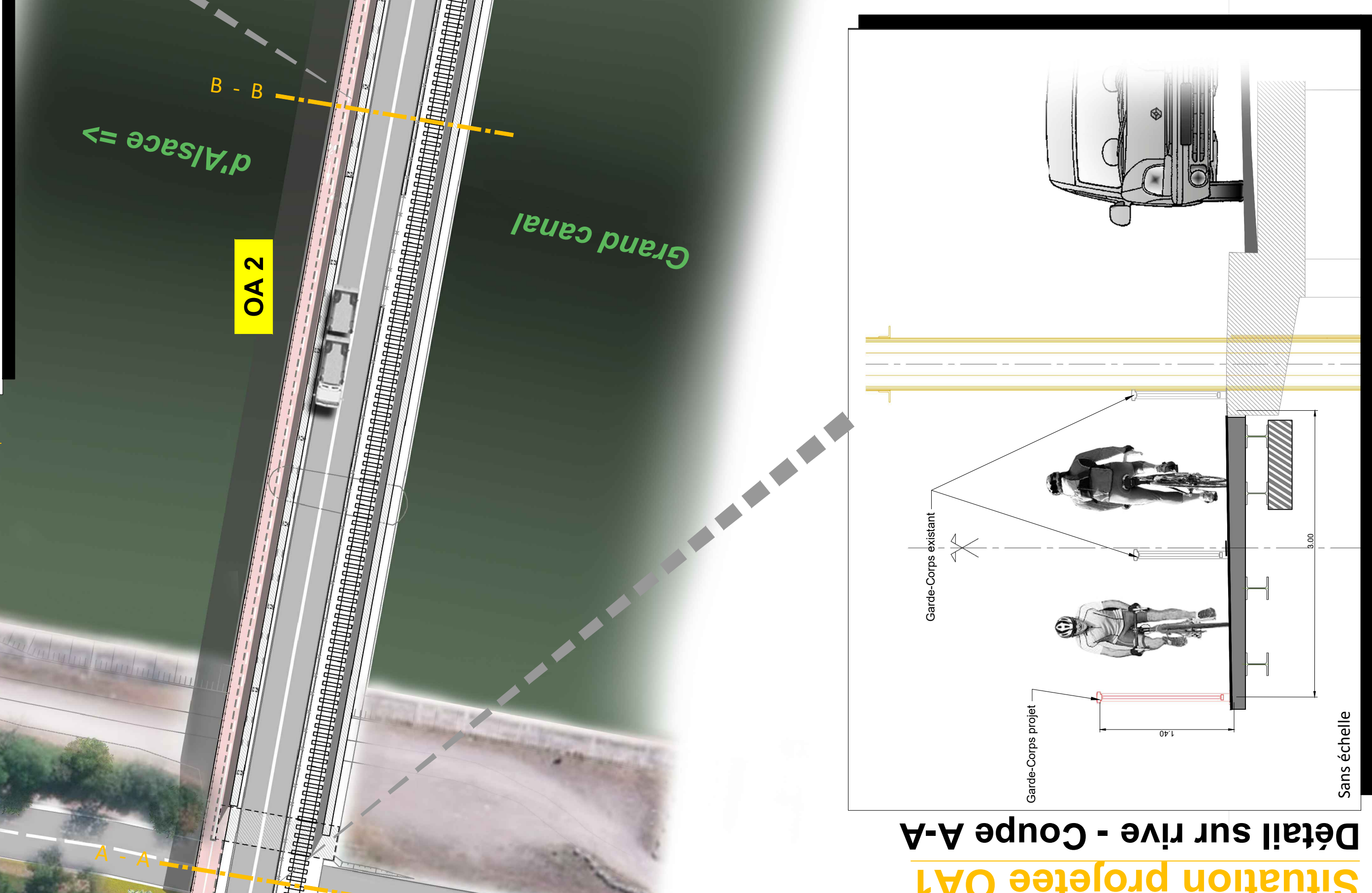
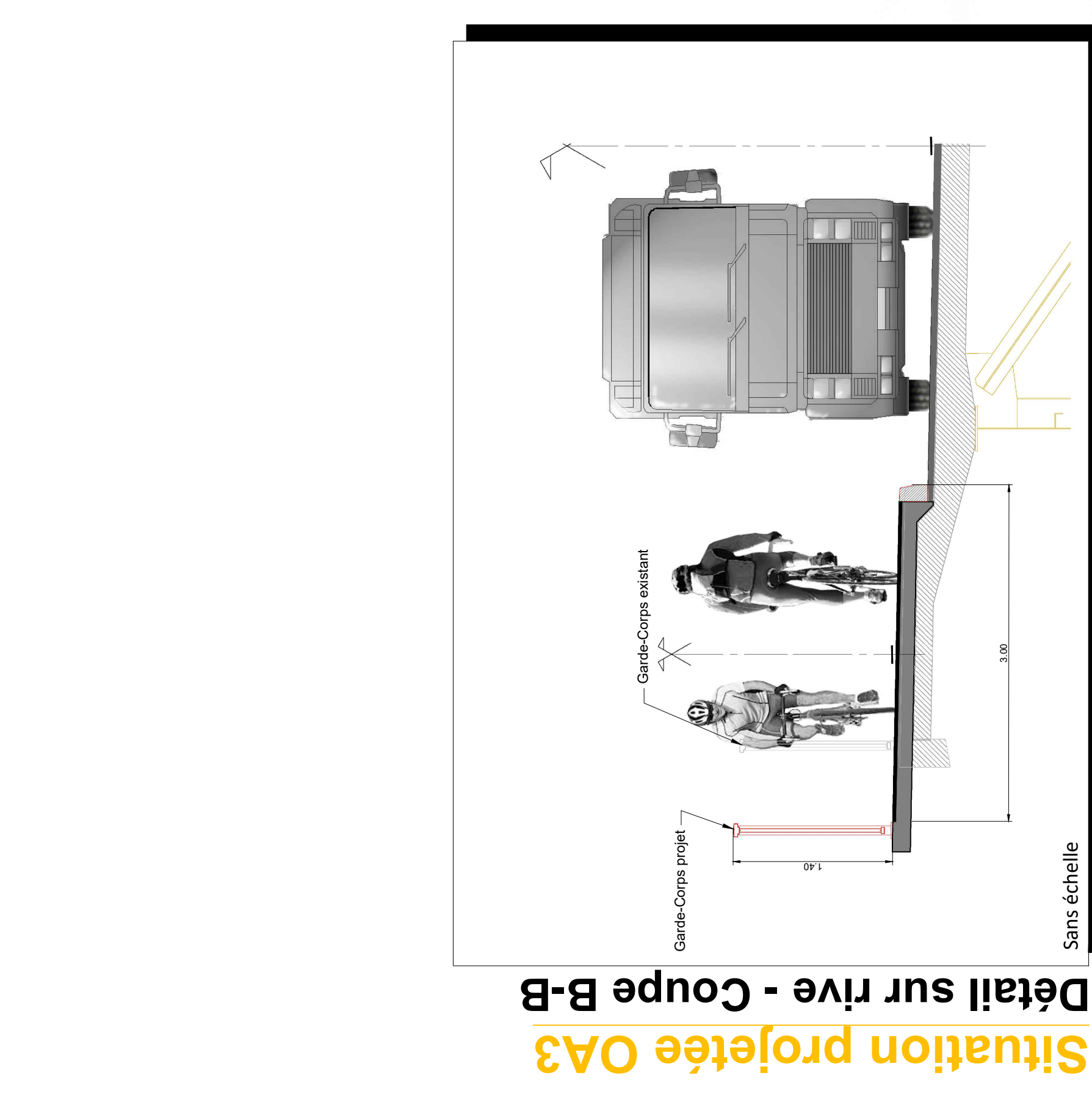
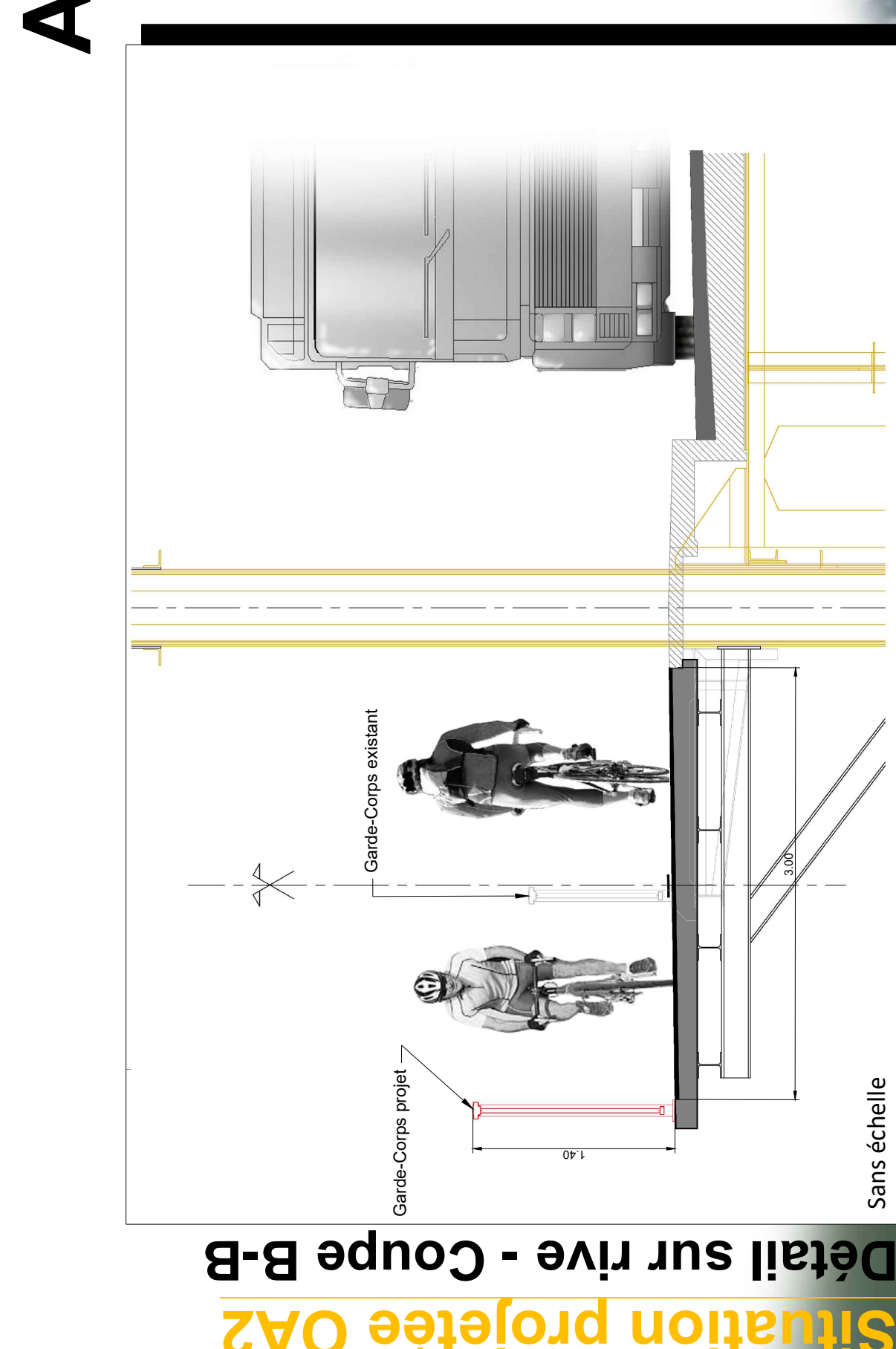
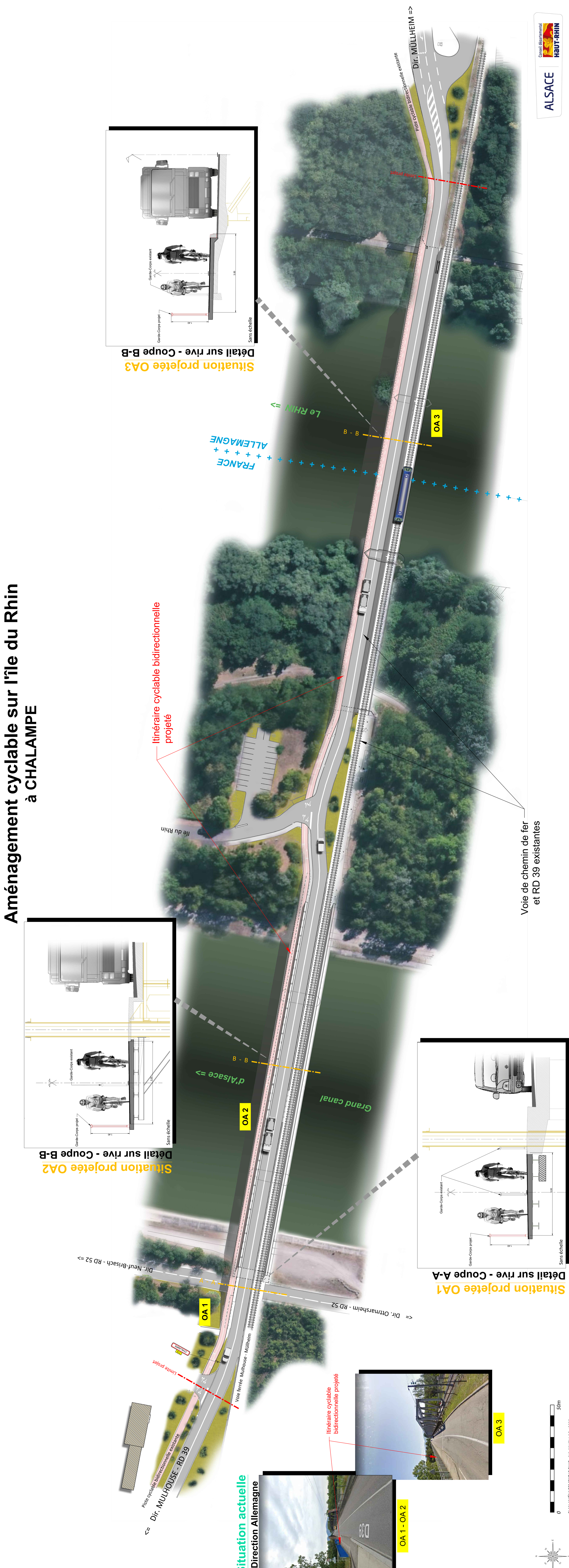
Die **CeA** führt die Baumaßnahmen unter

<p>respect du descriptif mentionné à l'article 2 et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis.</p> <p>Les modifications apportées au détail estimatif de la participation financière devront donner lieu à la signature préalable d'un avenant à la convention, avant toute mise en œuvre.</p> <p>Si le coût global réel des travaux, est inférieur au montant estimé, la participation du Régierungspräsidium, de m2A et de la CeA sera alignée sur ce nouveau montant, sans en modifier les taux de répartition figurant dans le tableau ci-avant.</p> <p>Les références bancaires de la CeA seront communiquées lors de la demande de règlement aux parties.</p> <p>La dépense de la CeA sera imputée au Programme P086, Chapitre 23, Fonction 843, Nature 2315.</p> <p>Les recettes seront créditées sur le Programme P086, Chapitre 13, Fonction 843, Natures 13258 (m2A), 13272 (FEDER) et 1328 (Régierungspräsidium)</p> <p>La CeA veille à mettre en valeur le soutien financier de m2A et du Régierungspräsidium pour la réalisation de cette opération notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au travers de ses supports de communication ; - Dans ses relations avec la presse. 	<p>strikter Einhaltung der in Artikel 2 genannten Beschreibung und des so festgelegten vorläufigen Finanzrahmens durch.</p> <p>Die im Leistungsverzeichnis vorgenommenen Änderungen hinsichtlich des finanziellen Beitrags sollten zur vorherigen Unterzeichnung eines Nachtrags zur Vereinbarung vor jeder Umsetzung führen.</p> <p>Wenn die tatsächlichen Gesamtkosten der Bauarbeiten niedriger sind als der geschätzte Betrag, wird die Beteiligung des Régierungspräsidiums, der m2A und der CeA ohne Änderung der Aufteilungsrate in der obigen Tabelle an diesen neuen Betrag angepasst.</p> <p>Die Kontoverbindung der CeA wird den Parteien zum Zeitpunkt der Zahlungsaufforderung mitgeteilt.</p> <p>Die Ausgaben der CeA werden auf das Programm P086, Chapitre 23, Fonction 843, Nature 2315 angerechnet.</p> <p>Die Einnahmen werde dem Programm P086, Chapitre 13, Fonction 843, Natures 13258 (m2A), 13272 (EFRE) und 1328 (Régierungspräsidium) gutgeschrieben.</p> <p>Die CeA versichert, die finanzielle Unterstützung von der m2A und dem Régierungspräsidium für die Realisierung dieser Maßnahme zur Geltung zu bringen, insbesondere durch:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ihre Kommunikationsmedien; - ihre Beziehungen zur Pressearbeit.
<p><u>ARTICLE 4 – GESTION ULTERIEURE DES OUVRAGES</u></p> <p>La gestion ultérieure comprend la surveillance, l'entretien courant et les grosses réparations tels que la réfection de la structure, des revêtements, des bordures et de l'ensemble des équipements.</p> <p>Dans le cas d'une de reconstruction ou de modification importante de l'aménagement (augmentation de la largeur du cheminement, changement d'usage, etc.), une nouvelle convention devra être établie entre les parties.</p> <p>L'entretien courant consiste à faucher les accotements, balayer la chaussée, élaguer, effectuer les réparations ponctuelles de la chaussée (nids de poule, fissures, ...), remplacer la signalisation horizontale et</p>	<p><u>ARTIKEL 4 - ANSCHLIESSENDE VERWALTUNG DER BAUWERKE</u></p> <p>Die anschließende Verwaltung umfasst die Überwachung, routinemäßige Wartung und größere Reparaturen wie die Instandsetzung der Struktur, Straßenbeläge, Bordsteine sowie aller Vorrichtungen.</p> <p>Im Falle eines Umbaus oder einer größeren Änderung des Ausbaus (Vergrößerung der Wegbreite, Nutzungsänderung, usw.) muss eine neue Vereinbarung zwischen den Parteien erstellt werden.</p> <p>Die routinemäßige Wartung besteht im Mähen der Wegränder, Kehren der Fahrbahn, Beschneiden (der Bäume), Durchführung punktueller Reparaturen an der Fahrbahn (Schlaglöcher, Risse, ...), dem Austausch der</p>

<p>verticale, maintenir le bon état de l'ouvrage et, le cas échéant, des barrières, bancs et poubelles.</p> <p>Dans le cadre de cette opération, la CeA prendra en charge la mise en place de la signalisation de police (verticale et horizontale) et de la signalisation de jalonnement.</p> <p><u>Article 4.1. Gestion ultérieure du pont franchissant le Rhin :</u></p> <p>La gestion ultérieure de l'aménagement sur le pont franchissant le Rhin sera partagée pour moitié entre le Regierungspräsidium et la CeA. La limite d'intervention des parties correspondra au milieu du pont. La CeA aura à charge la partie de l'ouvrage d'art située à l'Ouest de cette limite et la partie située à l'Est relèvera du Regierungspräsidium.</p> <p><u>Article 4.2. Gestion ultérieure du pont surplombant la RD 52 et du pont franchissant le Grand Canal d'Alsace :</u></p> <p>L'entretien au départ du pont surplombant la RD 52 jusqu'à la limite Est du pont franchissant le Rhin définit ci-dessus (y compris la gestion du pont du Grand Canal d'Alsace), l'entretien sera réalisé par la CeA conformément à sa politique.</p>	<p>horizontalen und vertikalen Beschilderung, Erhaltung des Bauwerks und, gegebenenfalls, der Absperrungen, Bänke und Behälter in gutem Zustand.</p> <p>Im Rahmen dieser Maßnahme übernimmt die CeA das Anbringen von Polizeischildern (vertikal und horizontal) und Markierungen.</p> <p><u>Artikel 4.1. Anschließende Verwaltung der rheinüberquerenden Brücke:</u></p> <p>Die anschließende Verwaltung des Ausbaus auf der Rheinbrücke wird zu gleichen Teilen zwischen dem Regierungspräsidium und der CeA aufgeteilt. Die Einsatzgrenze der Parteien wird sich auf der Brückenmitte befinden. Die CeA wird für den westlich dieser Grenze gelegenen Teil des Ingenieurbauwerks zuständig sein, der östliche Teil wird dem Regierungspräsidium unterliegen.</p> <p><u>Artikel 4.2. Anschließende Verwaltung der Brücke oberhalb der RD 52 und der Brücke über den Rheinseitenkanal:</u></p> <p>Die Instandhaltung der Brücke oberhalb der RD 52 bis zur östlichen Grenze der oben definierten Brücke über den Rhein (einschließlich der Verwaltung der Brücke über den Rheinseitenkanal) wird von der CeA in Übereinstimmung mit der Politik durchgeführt.</p>
<p><u>ARTICLE 5 – DUREE</u></p> <p>La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties et s'achèvera au complet versement des participations financières par le Regierungspräsidium et m2A.</p>	<p><u>ARTIKEL 5 - DAUER</u></p> <p>Diese Vereinbarung wird mit ihrer Unterzeichnung durch die Parteien wirksam und endet mit der vollständigen Zahlung der finanziellen Beteiligungen durch das Regierungspräsidium und der m2A.</p>
<p><u>ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION</u></p> <p>La présente convention pourra être modifiée par avenant approuvé par délibérations concordantes des assemblées délibérantes ou du bureau.</p>	<p><u>ARTIKEL 6 - ABÄNDERUNG DER VEREINBARUNG</u></p> <p>Diese Vereinbarung kann durch einen Nachtrag, der durch einen übereinstimmenden Beschluss der beschließenden Versammlungen oder des Büros genehmigt wird, geändert werden.</p>

<p><u>ARTICLE 7 – RESILIATION</u></p> <p>La convention pourra être résiliée en cas de manquement, par l'une des parties à ses obligations, pour lequel le courrier de mise en demeure de l'autre partie adressé en recommandé avec accusé de réception serait resté sans suite dans le délai de 1 mois.</p>	<p><u>ARTIKEL 7 – KÜNDIGUNG</u></p> <p>Der Vereinbarung kann gekündigt werden, wenn eine der Parteien ihre Verpflichtungen nicht erfüllt und auf das Mahnschreiben der anderen Partei mit Rückschein nicht innerhalb eines Monats reagiert wird.</p>
<p><u>ARTICLE 8 – LITIGES</u></p> <p>En application de l'article 4, paragraphe 6, de l'accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 précité, les parties conviennent que le droit français est applicable aux obligations de la présente convention, et que les litiges relèveront de la juridiction compétente locale.</p> <p>Ils seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.</p>	<p><u>ARTIKEL 8 – RECHTSSTREITIGKEITEN</u></p> <p>In Anwendung des Artikels 4 Absatz 6 des oben genannten Karlsruher Abkommens vom 23. Januar 1996 vereinbaren die Parteien, dass auf die Verpflichtungen aus dieser Vereinbarung französisches Recht anwendbar ist und dass die Streitigkeiten dem örtlich zuständigen Gericht unterliegen werden.</p> <p>Sie werden vor das Tribunal Administratif [Verwaltungsgericht] Straßburg gebracht, aber erst nach einem gescheiterten außergerichtlichen Schlichtungsversuch, das nicht weniger als 1 Monat und nicht mehr als 3 Monate dauern darf.</p>
<p>La présente convention est établie dans les deux langues en trois originaux.</p> <p>Colmar, le</p> <p>Pour le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace Le Président</p> <p>Frédéric BIERRY</p>	<p>Dieses Übereinkommen ist in zwei Sprachen in drei Original verfasst.</p> <p>Freiburg, den</p> <p>Für das Regierungspräsidium Freiburg Regierungspräsidentin</p>
	<p>Mulhouse, le</p> <p>Pour Mulhouse Alsace Agglomération, Le Président</p>

Aménagement cyclable sur l'île du Rhin à CHALAMPE



Voie de chemin de fer et RD 39 existantes



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

47 élus présents (59 en exercice, 4 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau des attributions : « Attribuer les subventions inférieures ou égales à 100 000 euros ainsi que les conventions attributives dans la limite des crédits inscrits au budget. »

ASSOCIATION DES USAGERS DES TRANSPORTS DU SUD ALSACE : OCTROI D'UNE SUBVENTION (5400/7.5.6/316B)

Créée en 2018, l'association des usagers des transports du Sud Alsace (AUTSA) a pour objectif de défendre les intérêts des usagers de tous les transports sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération et du Sud-Alsace. Elle souhaite organiser l'expression des usagers, promouvoir des services de qualité et défendre le droit au transport pour tous. Elle intervient dans les instances de consultation comme les comités régionaux des services de transport (COREST) ou lorsqu'elle est directement sollicitée, comme ce printemps lors de la phase de concertation sur le réseau renouvelé Soléa. Elle est affiliée à la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT).

Il est proposé de soutenir de nouveau financièrement cette association en lui octroyant une subvention de 1 000 € pour l'année 2021 et de définir avec elle les modalités d'une concertation régulière sur les services de transports qui relèvent de la compétence de Mulhouse Alsace Agglomération.

Les crédits nécessaires sont disponibles au Budget Annexe Transports.
Chapitre 65 – article 6574 : Service gestionnaire et utilisateur 541

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :
- approuve ces propositions

Ne prend pas part au vote (1) : Loïc MINERY.
La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

Fabian JORDAN



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

47 élus présents (59 en exercice, 3 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau de l'attribution « Acquérir et céder des biens immobiliers et mobiliers , consentir et céder des droits réels immobiliers à l'exception des acquisitions et cessions pour lesquelles délégation est donnée au Président »

QUARTIER DMC- PROJET BRIQUE 48 – CESSION DE TERRAIN POUR L'ACCES AU BATIMENT (534/3.2.1. /318B)

La BRIQUE 48 est un projet à vocation sociale et écologique porté par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) SALSA qui s'inscrit pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial (PAT) et dont l'ambition est de créer au sein du quartier DMC un tiers lieu dédié à l'alimentation durable qui regroupera des acteurs locaux autour :

- d'un magasin de produits fermiers,
- d'une plate-forme de paniers bio,
- d'une cuisine centrale et deux cuisines pédagogiques,
- d'un fab lab culinaire,
- d'un restaurant de produits locaux,
- d'une micro crèche.

Ce projet se développe sur une surface d'environ 2.000 m², dans la tranche 2 du bâtiment 48 au sein du village d'entreprises DMC.

Le bâtiment cédé par CITIVIA SPL à la SCIC SALSA, fera l'objet d'une réhabilitation d'envergure pour laquelle un permis de construire a été délivré en octobre 2020.

Les aménagements extérieurs prévoient une zone de 4 mètres entre le bâtiment et la voirie côté Jeannette Boll, qui supportera les accès aux entrées principales du bâtiment via des rampes aux normes PMR (personnes à mobilité réduite) courant

le long des façades et des escaliers métalliques de type industriel, ainsi que des stationnements deux roues et des plantations et zones perméables d'infiltration. L'emprise de cette zone étant encore propriété de m2A, il est nécessaire de la céder à la SCIC SALSA.

Il s'agit d'une parcelle de 280 m² cédée au prix de 7.560,00 € HT, conforme à l'estimation des domaines du 17 février 2021.

La valeur vénale estimée par le pôle d'évaluation domaniale tient compte des conditions particulières imposées à l'acquéreur, à savoir l'interdiction de clore la parcelle et l'obligation de maintien et d'entretien des espaces verts qu'elle supportera.

La parcelle figure au cadastre sous la désignation ci-après :

Commune de MULHOUSE

Section	N°	Lieudit	Surface
LD	97/7	RUE DE PFASTATT	00ha 02a 80ca

Cette transaction nécessite les écritures comptables suivantes :

En recette réelles de fonctionnement

Chapitre 77/ Compte 775/ fonction 020

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 22684 : Produit de cession d'immobilisation 7.560,00 €

En dépenses d'ordre de fonctionnement

Chapitre 042/ Compte 675/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 9513 : Sortie terrain de l'actif 7.560,00 €

En recettes d'ordre d'investissement

Chapitre 040/ Compte 2138/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 26422 : aliénation de biens 7.560,00 €

2 340.937,69 €

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve, la cession de la parcelle ci-dessus désignée à Monsieur Lionel L'HARIDON ou toute personne morale qu'il se substituera, moyennant le prix de 7.560,00 € HT ;
- donne mandat à son Président ou Représentant de faire tout ce qui est utile et nécessaire en vue de réaliser cette opération et notamment signer tout avant contrat et acte de transfert de propriété à intervenir.

PJ. : 1 Plan

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', written over a horizontal line.

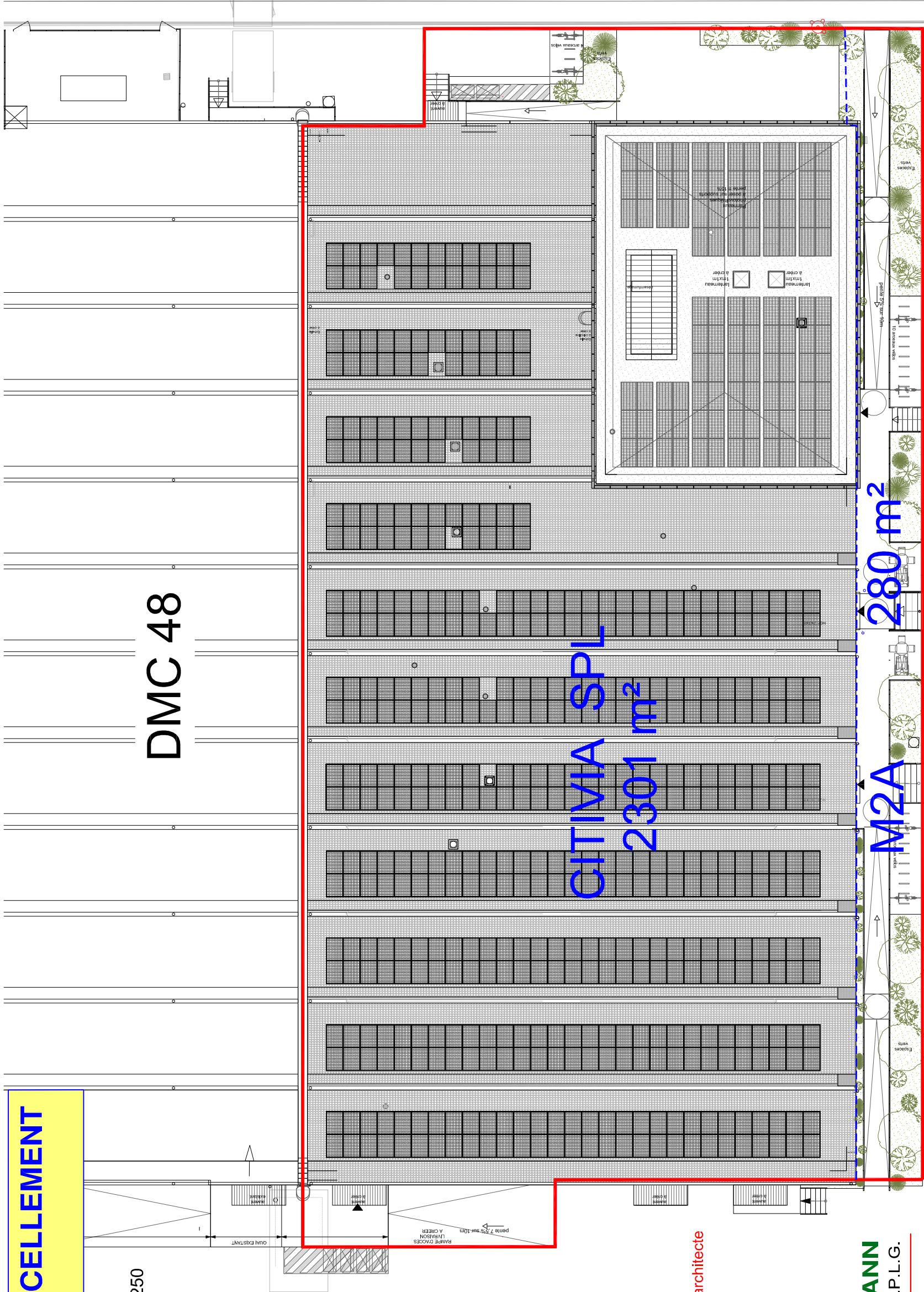
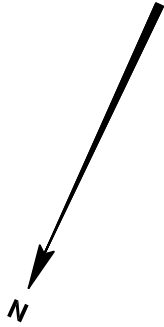
Fabian JORDAN

Section : LD

PROJET DE MORCELLEMENT
DMC 48

Echelle : 1/250

DMC 48



Application parcellaire sur plan de masse architecte
Surface : 2581m²

Rémi OSTERMANN
GEOMETRE EXPERT D.P.L.G.

68400 RIEDISHEIM
BP 55 - 85, rue de Zimmersheim
Tél. 03.89.44.19.68 Fax 03.89.64.19.42

68460 LUTTERBACH | 68560 HIRSINGUE
Cité de l'Habitat | 15 rue du Gal de Gaulle
Tél. 03.89.51.26.70 | Tél. 03.89.07.10.70

PLAN N° 11295-B-5 | 30 juin 2020 | CM

scp@ostermann-geometre-expert.fr

Rue Jeannette Boll



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION**
Sous la présidence de Fabian JORDAN
Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DÉLIBÉRATION DU BUREAU
Séance du 10 mai 2021

46 élus présents (59 en exercice, 3 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

Par délégation au Bureau de l'attribution « Acquérir et céder des biens immobiliers et mobiliers , consentir et céder des droits réels immobiliers à l'exception des acquisitions et cessions pour lesquelles délégation est donnée au Président ».

ZONE D'ACTIVITES AMELIE TRANCHE 3 – CESSION DU LOT N°1
(534/3.2.1. /331B)

Par délibération du 8 février 2021, m2A a approuvé l'acquisition de l'emprise de la tranche 3 de la zone d'activité AMELIE à WITTELSHEIM.

Cette tranche, dont l'aménagement fait l'objet d'un permis d'aménager actuellement en cours d'instruction comprendra 14 lots à commercialiser.

La société CEMMA HEYER PRODUCTIONS, entreprise d'installation de clôtures s'est portée acquéreur du lot N° 1. Sa candidature a obtenu un avis favorable lors du Comité d'Agrément du 15 septembre 2020 rapporté au Bureau le 23 novembre 2020.

Ce lot représente une emprise d'environ 5.500 m² à détacher de la parcelle ci-après cadastrée :

Commune de WITTELSHEIM

Section	N°	Lieudit	Surface	Surface à détacher (environ)
26	234/11	MINE AMELIE 1	03 ha 32a 76ca	00ha 55a 00ca

Le prix de vente a été fixé à 28€ HT/m² soit 154.000 € HT pour 5.500 m², conforme à l'avis du Domaine du 1^{er} avril 2021. Le prix et les surfaces définitifs dépendront des opérations d'arpentage.

Il est proposé d'autoriser la cession à l'entreprise CEMMA HEYER PRODUCTIONS sous réserve de la finalisation préalable de l'acquisition par m2A de l'assiette de la tranche 3 de la zone et de l'obtention du permis d'aménager.

Cette transaction nécessite les écritures comptables suivantes :

En recette réelles de fonctionnement

Chapitre 77/ Compte 775/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 22684 : Cession de terrains 154.000,00 €

En dépenses d'ordre de fonctionnement

Chapitre 042/ Compte 675/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 8152 : Sortie terrain de l'actif 17.380,00 €

En dépenses d'ordre de fonctionnement

Chapitre 042/ Compte 6761/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 8151 : Plus-value sur cession d'immobilisations 136.620,00 €

En recettes d'ordre d'investissement

Chapitre 040/ Compte 2111/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 8149 : Vente de terrains 17.380,00 €

2 340.937,69 €

En recettes d'ordre d'investissement

Chapitre 040/ Compte 192/ fonction 01

Service gestionnaire et utilisateur : 534

LC 8150 : Plus-value sur cession d'immobilisations 136.620,00 €

Après en avoir délibéré, le Bureau :

- approuve la cession du lot n° 1 de la ZAE AMELIE 3 ci-dessus désigné au profit de la société CEMMA HEYER PRODUCTIONS ou toute personne morale ou physique qu'elle se substituera, moyennant le prix de 28€HT/m² ;
- donne mandat à son Président ou Représentant délégué de faire tout ce qui est utile et nécessaire en vue de réaliser cette opération et notamment signer tout avant contrat et acte de transfert de propriété à intervenir.

PJ. : 1 Plan

La délibération du Bureau est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

CERTIFIE CONFORME
Le Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. JORDAN', with a horizontal line drawn through it.

Fabian JORDAN

OPERATION
ZAE Amélie WITTELSHEIM T3



Plan		Plan d'aménagement général		Echelle 1/500ème		Date		18 mars 2021	
Modifications		N°		Date		N°		Date	
1		1		1		1		1	
2		2		2		2		2	
3		3		3		3		3	
4		4		4		4		4	
5		5		5		5		5	
6		6		6		6		6	
7		7		7		7		7	
8		8		8		8		8	
9		9		9		9		9	
10		10		10		10		10	
11		11		11		11		11	
12		12		12		12		12	
13		13		13		13		13	
14		14		14		14		14	
15		15		15		15		15	
16		16		16		16		16	
17		17		17		17		17	
18		18		18		18		18	
19		19		19		19		19	
20		20		20		20		20	
21		21		21		21		21	
22		22		22		22		22	
23		23		23		23		23	
24		24		24		24		24	
25		25		25		25		25	
26		26		26		26		26	
27		27		27		27		27	
28		28		28		28		28	
29		29		29		29		29	
30		30		30		30		30	
31		31		31		31		31	
32		32		32		32		32	
33		33		33		33		33	
34		34		34		34		34	
35		35		35		35		35	
36		36		36		36		36	
37		37		37		37		37	
38		38		38		38		38	
39		39		39		39		39	
40		40		40		40		40	
41		41		41		41		41	
42		42		42		42		42	
43		43		43		43		43	
44		44		44		44		44	
45		45		45		45		45	
46		46		46		46		46	
47		47		47		47		47	
48		48		48		48		48	
49		49		49		49		49	
50		50		50		50		50	
51		51		51		51		51	
52		52		52		52		52	
53		53		53		53		53	
54		54		54		54		54	
55		55		55		55		55	
56		56		56		56		56	
57		57		57		57		57	
58		58		58		58		58	
59		59		59		59		59	
60		60		60		60		60	
61		61		61		61		61	
62		62		62		62		62	
63		63		63		63		63	
64		64		64		64		64	
65		65		65		65		65	
66		66		66		66		66	
67		67		67		67		67	
68		68		68		68		68	
69		69		69		69		69	
70		70		70		70		70	
71		71		71		71		71	
72		72		72		72		72	
73		73		73		73		73	
74		74		74		74		74	
75		75		75		75		75	
76		76		76		76		76	
77		77		77		77		77	
78		78		78		78		78	
79		79		79		79		79	
80		80		80		80		80	
81		81		81		81		81	
82		82		82		82		82	
83		83		83		83		83	
84		84		84		84		84	
85		85		85		85		85	
86		86		86		86		86	
87		87		87		87		87	
88		88		88		88		88	
89		89		89		89		89	
90		90		90		90		90	
91		91		91		91		91	
92		92		92		92		92	
93		93		93		93		93	
94		94		94		94		94	
95		95		95		95		95	
96		96		96		96		96	
97		97		97		97		97	
98		98		98		98		98	
99		99		99		99		99	
100		100		100		100		100	
101		101		101		101		101	
102		102		102		102		102	
103		103		103		103		103	
104		104		104		104		104	
105		105		105		105		105	
106		106		106		106		106	
107		107		107		107		107	
108		108		108		108		108	
109		109		109		109		109	
110		110		110		110		110	
111		111		111		111		111	
112		112		112		112		112	
113		113		113		113		113	
114		114		114		114		114	
115		115		115		115		115	
116		116		116		116		116	
117		117		117		117		117	
118		118		118		118		118	
119		119		119		119		119	
120		120		120		120		120	
121		121		121		121		121	
122		122		122		122		122	
123		123		123		123		123	
124		124		124		124		124	
125		125		125		125		125	
126		126		126		126		126	
127		127		127		127		127	
128		128		128		128		128	
129		129		129		129		129	
130		130		130		130		130	
131		131		131		131		131	
132		132		132		132		132	
133		133		133		133		133	
134		134		134		134		134	
135		135		135		135		135	
136		136		136		136		136	
137		137		137		137		137	
138		138		138		138		138	
139		139		139		139		139	
140		140		140		140		140	
141		141		141		141		141	
142		142		142		142		142	
143		143		143		143		143	
144		144		144		144		144	
145		145		145		145		145	
146		146		146		146		146	
147		147		147		147		147	
148		148		148		148		148	
149		149		149		149		149	
150		150		150		150		150	
151		151		151		151		151	
152		152		152		152		152	
153		153		153		153		153	
154		154		154		154		154	
155		155		155		155		155	
156		156		156		156		156	
157		157		157		157		157	
158		158		158		158		158	
159		159		159		159		159	
160		160		160		160		160	
161		161		161		161		161	
162		162		162		162		162	
163		163		163		163		163	
164		164		164		164		164	
165		165		165		165		165	
166		166		166		166		166	
167		167		167		167		167	
168		168		168		168		168	
169		169		169		169		169	
170		170		170		170		170	
171		171		171		171		171	
172		172		172		172		172	
173		173		173		173		173	
174		174		174		174		174	
175		175		175		175		175	
176		176		176		176		176	
177		177		177		177		177	
178		178		178		178		178	
179		179		179		179		179	
180		180		180		180		180	
181		181		181		181		181	
182		182		182		182		182	
183		183		183		183		183	
184		184		184		184		184	
185		185		185					